



ACM | RAPPORT ANNUEL
Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

2016

Composition du Conseil d'Administration de l'ACM

1. Mahmoud Montassar Mansour : Président Directeur Général
2. Imed Derouich : Membre, Magistrat troisième grade.
3. Naima Ben Agla : Membre, conseillère auprès du Tribunal Administratif.
4. Ali Ouerghi : Membre, représentant le Ministère des Finances.
5. Anis Ben Taarit : Membre, représentant le Comité Général des Assurances ;
6. Nabil Felfel : Membre, représentant la Banque Centrale de Tunisie ;
7. Houda Ghozi Khelifa : Membre, Choisie pour son expérience dans le domaine de la microfinance.



Commissaire aux comptes :
International Company for Consulting and Auditing « ICCA »



SOMMAIRE

Mot du Directeur Général	4
--------------------------------	---

I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.....5

1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.....	6
2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions	6
a. Avis de l'ACM sur les dossiers des demandes d'agrément.....	7
b. Avis de l'ACM sur les textes législatifs relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2016	7
c. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'autorité de contrôle de la microfinance..	8
d. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance.....	8
e. Décisions portant sur la supervision et contrôle des IMF	8
3. Participation de l'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie durant l'année 2016.....	9
4. Participation de l'ACM à des conférences internationales sur la microfinance.....	9
a. Réunion du comité de pilotage du programme Micro-Med et la semaine européenne de la microfinance : du 16 au 18 novembre 2016- Luxembourg	9
b. Participation de l'ACM à la réunion annuelle de l'organisation « Social Performance Task Force (SPTF) » : du 30 mai au 02 juin 2016 à Marrakech - Maroc	9
c. Participation de l'ACM à la conférence annuelle de réseau « Sanabel » 2016 : les 1 et 2 novembre 2016 à Casablanca - Maroc.....	10
5. Rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance.....	10
a. Mise en place de la Centrale des Risques de la Microfinance en Tunisie	10
b. Développement de la supervision des institutions de microfinance en Tunisie.....	12
b.1. Missions de contrôle sur place.....	12
b.2. Contrôle sur pièces des différents éléments de reporting transmis par les institutions de microfinance à l'ACM	12
6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM.....	15
a. Recrutements.....	15
b. Activités de formation et développement des compétences.....	15

II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie..... 17

1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance en Tunisie.....	18
2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie.....	20
a. Évolution des microcrédits accordés	21
b. Répartition des microcrédits par région	22
c. Répartition des microcrédits par secteur d'activité	24
d. Répartition des microcrédits par genre	26
e. Répartition des microcrédits par type de projet	27
f. Microcrédit moyen par catégorie d'IMF	28
g. Évolution de l'encours des microcrédits	29
g.1. Encours par catégorie d'IMF	29
g.2. Encours moyen par crédit actif des IMF SA	30
h. Portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA	31
h.1 Période 2014-2016.....	31
h.2 Durant l'année 2016.....	31
i. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2015/2016.....	33
j. Données financières sur les IMF SA	34
j.1. Données bilancielles et données de l'état de résultat.....	34
j.2 Indicateurs financiers	36
j.3 Ratio de solvabilité.....	37

III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie 38

1. Atelier de réflexion sur le thème : «Vers une nouvelle stratégie d'inclusion financière en Tunisie».....	39
2. Étude sur la tarification responsable des opérations de microfinancement	39
3. Observatoire de l'Inclusion Financière.....	40

Annexes :

États financiers de l'ACM et les rapports général et spécial du commissaire aux comptes.....	41
--	----

Mot du Directeur Général

L'année 2016 a vu l'octroi d'un sixième agrément pour l'exercice de l'activité de microfinance à une institution érigée en société anonyme dénommée Zitouna Tamkeen dont les produits de microfinancements régis par les principes de la finance islamique, ont commencé à être accordés à partir du mois de septembre de la même année. L'entrée en activité de nouvelles sociétés durant les trois dernières années et surtout le développement remarquable des activités de Enda ia/ Enda Tamweel, se sont traduits par une évolution spectaculaire du volume des microcrédits accordés et de leurs encours. En effet le montant total des microcrédits octroyés durant l'année 2016 a enregistré un taux de croissance de 26% en passant de 536,1 millions de TND au terme de l'année 2015 à 675,7 millions de TND à fin 2016. Ce taux s'est élevé à environ 33% sur la période 2014/2016. L'encours des crédits est passé de 361,6 Millions TND au 31 décembre 2014 à 620,4 millions TND au terme du même mois de l'année 2016, enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant les trois dernières années d'environ 31%.

L'essor rapide du secteur de la microfinance en Tunisie durant les trois dernières années a rendu nécessaire de connaître :

- Le potentiel de la demande de microcrédit dans chaque zone géographique et sur chaque segment de marché ;
- Le taux de pénétration du marché de microcrédit
- Le risque de saturation du marché dans ces zones et ces segments de marché.

La connaissance de telles données, sont de nature à permettre à l'Autorité de Contrôle de la Microfinance de cerner la profondeur du marché et sa capacité à absorber une offre additionnelle de microcrédits émanant notamment de nouvelles IMF. Ainsi, pour répondre à ce besoin pressant, il a été décidé de réaliser une étude dont l'objectif principal est de fournir une information quantitative et qualitative sur le potentiel de la demande de microcrédit émanant de la population servie et non servie. Afin de mieux connaître et évaluer ce potentiel, il a été prévu de réaliser une enquête nationale. Les TdR de cette étude ont été validés, l'appel à la concurrence a été déjà lancé et les livrables sont attendus dans le courant du mois de juin de l'année 2017.

L'année 2016 a été marquée par la publication d'un nouveau texte réglementaire d'une importance cruciale pour tout le secteur de la microfinance en Tunisie. Il s'agit de l'arrêté du Ministre des Finances, relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance qui soumet les IMF à l'obligation d'adopter, dans le cadre de leur activité d'offre des services, une tarification responsable dont les conditions doivent être à la fois transparentes et abordables pour les clients et qui tient compte des dépenses effectives nécessaires à l'octroi de ces crédits dont notamment le coût des ressources, des opérations d'encadrement et de formation et les frais d'exploitation. Le même arrêté qualifie **«d'abusives, toute tarification non liée à un coût effectif et raisonnable de l'offre des services.»**

D'un autre côté, l'article 2 de la loi 2014-46 du 24 juillet 2014 modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance a prévu la fixation par arrêté du ministre chargé des finances d'un plafond du taux d'intérêt annuel appliqué aux microfinancements octroyés sur des ressources autres que budgétaires à la condition qu'un tel plafond ne doit pas être usurier. Une Commission de réflexion composée de représentants de la banque centrale de Tunisie, du ministère des finances, et de l'autorité de contrôle de la microfinance a été formée pour la préparation de cet arrêté et a décidé compte tenu de l'importance capitale du sujet, de réaliser une étude en vue de mettre en place une réglementation de la tarification responsable des activités de microfinancement visant à la fois **la protection des clients et la viabilité des IMF.**

Par ailleurs, les travaux de mise en place du Lot2 de la Centrale des Risques de la Microfinance, dont l'entrée en production effective a eu lieu au mois de janvier 2016, se sont poursuivis au cours de cette même année selon un calendrier bien défini. Le 27 octobre 2016, l'ACM et la BCT ont procédé à la réception définitive du projet et un procès-verbal a été signé à cet effet.

A fin décembre 2016, le nombre d'utilisateurs de la CRM s'est établi à 478 alors que le nombre des consultations et des contrats déclarés se sont élevés respectivement à 617 880 et 567 423.

Le Directeur Général
de l'Autorité de Contrôle de la
Microfinance
Mahmoud Montassar Mansour

.Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance



Microfinance

Renforcement du cadre
réglementaire et institutionnel
du secteur de la microfinance



I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance :

Créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives de puissance publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret 2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfi-

nance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,

- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi 2011-117 précité et de ses textes d'application,
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2016, le Conseil d'Administration de l'ACM s'est réuni neuf fois et a pris les principales décisions suivantes :

a) Avis de l'ACM sur les dossiers d'agrément :

- Demande d'agrément de la société « Zitouna Tamkeen » pour l'exercice de l'activité de microfinance ;
- Deux demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité de microfinance émises par deux nouvelles institutions sous forme de société anonyme, dont les dossiers sont en cours d'instruction.

Le tableau suivant récapitule les différentes dates d'octroi des accords de principe et des agréments pour les IMF :

Institution de microfinance	Date Accord de principe		Date Agrément	
	Avis de l'autorité de contrôle de la microfinance	Décision du Ministre des Finances	Avis de l'autorité de contrôle de la microfinance	Décision du Ministre des Finances
Taysir Microfinance	10/01/2014	19/02/2014	07/03/2014	28/03/2014
Microcred Tunisie	04/07/2014	15/08/2014	19/09/2014	03/10/2014
Advans Tunisie	04/07/2014	15/08/2014	29/12/2014	22/01/2015
CFE Tunisie	19/09/2014	03/10/2014	26/03/2015	21/04/2015
Filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement ASAD			16/06/2015	19/08/2015
Filialisation de l'activité de microfinance d'ENDA inter-arabe			23/10/2015	31/12/2015
Zitouna tamkeen	04/12/2015	07/01/2016	20/04/2016	06/05/2016

demandes émanant des institutions de microfinance pour l'ouverture de nouvelles agences non prévues dans leurs plans d'affaires ;

- Emission d'avis concernant une demande d'acquisition de parts du capital d'une institution de microfinance ;

b) Avis de l'ACM sur les textes législatifs relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2016 :

- Projet d'arrêté du Ministre des Finances fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance ;
- Projet d'arrêté du Ministre des Finances fixant les normes de gouvernance,

de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement visées à l'article 27 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance;

- Arrêté du Ministre des Finances du 24 Août 2016 relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance ;
- Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.
- Décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 Janvier 2017, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi

n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

c) Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM :

- Approbation de la note d'organisation relative à l'instruction des demandes de changements au niveau de la composition du conseil d'administration ou du comité directeur des institutions de microfinance et les nouvelles nominations de dirigeants.
- Approbation de la note d'organisation relative à l'instruction des dossiers des demandes d'autorisation d'ouverture de nouvelles agences ou succursales par les institutions de microfinance agréées.

d) Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance :

- Approbation de la note n° 7 de l'ACM relative aux modalités de calcul du montant de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'ACM ;
- Approbation de la note n° 8 de l'ACM relative au traitement des réclamations des IMF en relation avec la Centrale des Risques de la Microfinance ;
- Approbation de la note n° 9 de l'ACM relative aux procédures à suivre par les IMF en cas de détection de fausse monnaie ;
- Approbation de la note n° 10 de l'ACM modifiant et complétant la note n°7 relative aux modalités de calcul du montant de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'ACM et de la pénalité de retard en cas de non-respect des dates limites de paiement ;
- Approbation de la note n° 11 de l'ACM modifiant et complétant la note n°5 relative au projet de financement des micros, petites et moyennes entreprises en Tunisie dans le cadre de l'accord de Prêt de 72.6 millions d'Euros signé le 22 Mai 2014 entre la République Tunisienne et la Banque

Internationale pour la Reconstruction et le Développement ;

- Approbation du projet de la note relative aux modalités d'application des dispositions des articles 3 et 16 de l'arrêté du ministre des finances du 24 août 2016 relatif à la protection de la clientèle des IMF.
- Approbation du projet de la note relative aux programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme ;
- Émission d'un avis concernant les deux scénarii proposés dans le cadre du plan d'action pour la restructuration des associations de microcrédits ;
- Émission d'un avis sur le projet des statuts de l'association professionnelle des institutions de microfinance prévue par l'article 54 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

e) Décisions portant sur la supervision et le contrôle des IMF :

- Planification des missions de contrôle sur place pour la fin de l'exercice 2016 ;
- Planification des missions de contrôle sur place pour l'exercice 2017 ;
- Examen des résultats des visites sur place effectuées par des contrôleurs de l'ACM auprès de quatre institutions de microfinance afin de vérifier les conditions d'utilisation de la Centrale des Risques de la Microfinance ;
- Examen du rapport d'une mission de contrôle sur place d'une institution de microfinance SA;
- Examen des rapports périodiques relatifs à l'endettement croisé des clients des institutions de microfinance.

3. Participation de L'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie durant l'année 2016 :

Atelier de réflexion sur le thème : «Vers une nouvelle stratégie d'inclusion financière en Tunisie» les 16 et 17 mai 2016

Le Ministère des Finances a organisé en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement un atelier de réflexion sur le thème : «Vers une nouvelle stratégie d'inclusion financière en Tunisie» les 16 et 17 mai 2016.

Le Ministère des Finances a lancé à travers cet atelier et en concertation avec les différentes parties prenantes (ministères, autorités de contrôle et bailleurs de fonds) un processus stratégique visant la mise en place d'une stratégie d'inclusion financière en Tunisie.

La participation de l'ACM à cet atelier, a été dédiée à la présentation de ses activités depuis sa création et de quelques données clés sur le secteur de la microfinance en Tunisie. Cette présentation a été faite par le directeur général de l'ACM, M. Mahmoud Montassar MANSOUR.

Les présentations, les discussions et débats ont été axés sur les thèmes suivants : contribution du microcrédit à l'inclusion financière, la finance digitale, la micro-assurance, le refinancement des institutions de microfinance et l'économie sociale et solidaire pour répondre aux besoins des plus démunis. L'atelier a permis de dresser un état des lieux de l'inclusion financière en Tunisie, élaborer de manière participative les grands axes de la stratégie d'inclusion financière 2016-2020.

4. Participation de L'ACM à des conférences internationales sur la microfinance :

a. Réunion du comité de pilotage du programme MicroMED et la semaine européenne de la microfinance : du 16 au 18 novembre 2016- Luxembourg :

Le grand-duché de Luxembourg a soutenu l'organisation de la semaine européenne de la microfinance du 16 au 18 novembre 2016 à Abbaye de Neumünster, par la Plateforme européenne de la microfinance (e-MFP).

L'autorité de contrôle de la microfinance a participé à cette rencontre considérée comme l'évènement annuel majeur du secteur de la microfinance en Europe auquel assistent plus de 400 participants annuellement.

La Semaine Européenne de la Microfinance a réuni comme d'habitude des banques et institutions financières, des agences gouvernementales, des universités, des ONG, des sociétés de conseil et des chercheurs pour des débats approfondis et de haut niveau et a offert pour l'ACM de nombreuses opportunités de nouer des contacts.

La Semaine Européenne de la Microfinance, a abordé six thématiques principales : microfinance et environnement ; investisseurs, donateurs et bailleurs ; microfinance rurale ; performance sociale ; innovations numériques et accès à l'éducation – thème du Prix Européen de la Microfinance 2016.

b. Participation de l'ACM à la réunion annuelle de l'organisation « Social Performance Task Force (SPTF) » 2016 : du 30 mai au 02 juin 2016 à Marrakech - Maroc

L'ACM a participé à la réunion annuelle de l'organisation « Social Performance Task Force (SPTF) » tenue à Marrakech du 30 mai au 2 juin 2016 en partenariat avec le Centre Mohammed VI de Soutien à la Microfinance Solidaire (CMS) et la Fédération Nationale des Associations de Microcrédit (FNAM). Cette réunion annuelle de la Social Performance Task Force (SPTF) tenue pour la première fois en Afrique du Nord, a réuni des participants de divers contextes professionnels de toute la région MENA et du monde, soit 300 participants venus de plus de 45 pays.

La réunion a comporté plusieurs séances plénières et des ateliers axés sur des sujets

qui intéressent directement les participants, notamment la réglementation équilibrée, la conception de produits adaptés, les services financiers numériques responsables, les services financiers dédiés aux réfugiés et la responsabilité sociale envers le personnel.

c. Participation de l'ACM à la conférence annuelle du réseau « Sanabel » 2016 : les 1 et 2 novembre 2016 à Casablanca - Maroc

Depuis sa création en 2002, le réseau de microfinance des pays arabes « Sanabel » a connu une croissance sensible et est maintenant considéré comme le plus important réseau de micro-financement de la région. Chaque année depuis 2003, le réseau Sanabel organise sa conférence annuelle. Cette année c'est la 12ème conférence annuelle tenue à Casablanca, au Maroc, sous le thème : "l'expérience de la microfinance, Progrès régional et évolution des tendances".

L'ACM a été parmi plus de 350 participants représentant les acteurs majeurs du secteur de la microfinance arabe, institutions de microfinance, décideurs politiques, bailleurs de fonds et investisseurs, qui ont été au rendez-vous les 1 et 2 novembre 2016 pour échanger sur les progrès régionaux et l'évolution des tendances pour un secteur de la microfinance plus sain, inclusif et progressiste dans la région arabe.

Le programme de la conférence a vu la participation d'un bon nombre d'experts de la finance inclusive.

5. Le rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance :

a. La mise en place de la Centrale des Risques pour le secteur de la Microfinance en Tunisie :

La CRM constitue un ensemble d'applicatifs et de bases de données, développés spécifiquement pour le secteur de la microfinance. Elle est entrée en production au dé-

but de l'année 2016, elle est intégrée à la centrale d'informations de la BCT et a pour vocation à :

- favoriser la transparence en matière d'octroi de crédits,
- maîtriser les risques de crédit,
- lutter contre le surendettement,
- favoriser le développement sain du secteur financier.

Le lancement effectif du projet a eu lieu le 5 novembre 2014 lors d'une réunion officielle tenue au siège de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance au cours de laquelle il y a eu :

- La validation de la charte de projet.
- La nomination des membres des deux comités prévus : Comité de pilotage et comité de projet.

Les travaux de mise en place de la CRM ont débuté ainsi depuis la fin de l'année 2014, et se sont poursuivis en 2015 selon un calendrier bien déterminé.

Les premières étapes des travaux réalisés en 2015 et qui ont été validées par le comité de pilotage se résument comme suit :

1. Rapport de spécification des besoins
2. Guide de déclaration IMF/CRM réalisé par le prestataire technique « ARABSOFT »
3. Planning de l'extraction et la mise au point des données des IMF

Ce premier Lot de la CRM a été alors mis en mode de pré-production après la validation de la phase test effectuée par l'ACM en collaboration avec ArabSoft et les différentes IMF en se basant sur des échantillons fournis par celles-ci.

Le procès-verbal de la réception provisoire de la CRM a été signé en juillet 2015.

Par ailleurs, il y a eu un besoin de définir un deuxième lot de la CRM portant, essentiellement sur les points suivants :

- Reprise des données historiques
- Amélioration du rapport de consultation à destination des IMF :
 - Remontée des engagements pour lesquelles le client est également garant
 - Lien d'une personne physique avec des personnes morales à travers l'accès aux engagements professionnels
 - Ajout du nombre de consultations sur

les 30 derniers jours sur un client

- Ajout de nouveaux rapports pour l'ACM

Les travaux de la mise en place du « Lot2 » de la CRM se sont poursuivis en 2016 selon un calendrier bien défini, et c'est en janvier 2016 que l'entrée en production effective de la CRM a été réalisée. Le 27 octobre 2016, l'ACM, la BCT et ArabSoft ont procédé à la réception définitive du projet de la mise en place de la centrale des risques de la microfinance CRM et un procès-verbal a été signé à cet effet par les trois parties.

L'ACM procède à un suivi régulier des déclarations et des consultations ainsi qu'à un contrôle régulier sur la qualité des déclarations et des traitements associés pour assurer une bonne qualité des données sur les clients et les contrats de crédit et une utilisation efficace des informations fournies dans les rapports de consultation.

Le tableau ci-après contient un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant de l'entrée en production de la CRM jusqu'au 31 décembre 2016.

VOLUMES	31-mars-16	30-juin-16	30-sept-16	31-déc-16
Nombre d'utilisateurs	280	362	413	478
Nombre de consultations	94 706	250 269	419 175	617 880
Nombre de contrats déclarés	328 260	400 757	484 950	567423
INDICATEURS				
Nombre de Consultations par utilisateur	338	691	1 015	1 293
Consultations par contrat :				
-En Nombre	0,289	0,624	0,864	1,089
-En Pourcentage	28,85%	62,45%	86,44%	108,89%

En outre,

L'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse suivante : reclamation_crm@acm.gov.tn afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la centrale des risques de la microfinance, qu'elles soient d'ordre technique ou métier.

Durant la période allant du 01/03/2016 jusqu'au 31/12/2016, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a traité 6609 réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance est incorrecte	5641
Nom, prénom et date de naissance sont incorrectes	935
Nom ou prénom est incorrect	23
Contestation des engagements par un client	10

b. Développement de la supervision des institutions de microfinance en Tunisie :

b.1 Les missions de contrôle sur place :

Dans le cadre des attributions de l'ACM, une équipe de contrôleurs désignée par le directeur général a effectué au cours de l'année 2016 une mission de contrôle exhaustif sur place auprès d'une IMF-SA.

Le rapport de cette mission a été validé par le Conseil d'Administration de l'ACM et transmis à l'IMF en question.

De même, au cours de l'année 2016, le directeur général de l'ACM a chargé une équipe de contrôle de vérifier l'accessibilité des IMF aux rapports CRM qui leur sont destinés, de relever tous les problèmes éventuels rencontrés par chacune d'elles et de recueillir leurs recommandations pour améliorer au mieux les services rendus par la CRM et promouvoir l'efficacité de son utilisation en tant qu'outil indispensable pour la maîtrise des risques de surendettement et l'endettement croisé. Cette mission a touché quatre IMF-SA.

La préparation d'une autre mission de contrôle sur place a été entamée à la fin de l'année 2016.

b.2 le contrôle sur pièces des différents éléments de reporting transmis par les institutions de microfinance à l'ACM

Au cours de l'année 2016, les contrôleurs de l'ACM ont procédé régulièrement au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF. La liste de ces rapports a été initialement fixée par la correspondance envoyée par l'ACM au mois d'août 2015 à toutes les IMF.

Avec la promulgation le 23 décembre 2016 de l'arrêté du ministre des finances fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance, toutes les IMF agréées communiquent périodiquement aussi bien par voie électronique que par courrier tous les éléments du Reporting exigés y compris les rapports afférents aux règles prudentielles auxquelles elles sont soumises. Ces règles concernent :

- Le ratio de solvabilité fixé pour les IMF SA à un taux minimum de 15 %. En effet, les fonds propres nets de chaque IMF SA doivent représenter en permanence au moins 15% du total de son actif pondéré en fonction des risques encourus et les fonds propres nets de base ne peuvent être inférieurs et en permanence à 10% des risques encourus ;
- Les règles de classification et de provisionnement des créances de la clientèle ainsi que les taux minimums de provision par classe de risque pour les deux catégories d'IMF SA et associations.

de l'arrêté susvisé fixent la liste des états et rapports à communiquer à l'ACM par les IMF-SA et sous forme associative ainsi que leurs périodicités.

	IMF SA			IMF sous forme associative	
	Etat/Rapport	Périodicité		Etat/Rapport	Périodicité
1	Bilan	Trimestrielle	1	Bilan	Trimestrielle
2	État de résultat	Trimestrielle	2	État de résultat	Trimestrielle
3	État des flux de trésorerie	Annuelle	3	État des flux de trésorerie	Annuelle
4	Notes aux états financiers	Annuelle	4	Notes aux états financiers	Annuelle
5	État des créances sur la clientèle selon l'antériorité des impayés	Trimestrielle	5	État des créances sur la clientèle selon l'antériorité des impayés	Trimestrielle
6	Calcul des dotations aux provisions	Mensuelle	6	Calcul des dotations aux provisions	Mensuelle
7	Ventilation des actifs et des passifs selon leur durée résiduelle	Trimestrielle	7	données statistiques	Mensuelle
8	Ratio de solvabilité	Trimestrielle	8	Ventilation des actifs et des passifs selon leur durée résiduelle	Annuelle
9	Données statistiques	mensuelle	9	Note sur l'exposition au risque de change et les outils de couverture adoptés	Annuelle
10	Note sur l'exposition au risque de change et les outils de couverture adoptés	Trimestrielle	10	Tous les rapports des commissaires aux comptes adressés à l'assemblée générale	Annuelle
11	Rapports des commissaires aux comptes (général, spécial, contrôle interne ...)	Annuelle	11	Politique générale et plan d'affaires actualisé	A chaque changement
12	Politique générale et plan d'affaires actualisé	A chaque changement	12	Le rapport de gestion adressé par le comité de direction à l'assemblée générale et le projet des résolutions	Annuelle
13	Le rapport de gestion adressé par le conseil d'administration à l'assemblée générale et le projet des résolutions	Annuelle	13	Les procès-verbaux des réunions du comité de direction et de l'assemblée générale	15 jours au maximum après chaque réunion
14	Les procès-verbaux des réunions de l'organe d'administration et de l'assemblée générale	15 jours au maximum après chaque réunion	14	Les rapports des agences de notation et des instances internationales	Après chaque notation
15	Les rapports des agences de notation et des instances internationales	Après chaque notation	15	Les statuts	A chaque changement

16	Les statuts	A chaque changement	16	Le règlement intérieur	A chaque changement
17	L'organigramme	A chaque changement	17	L'organigramme	A chaque changement
18	Les chartes des comités spécialisés approuvées par l'organe d'administration	A chaque Approbation	18	Les chartes des comités spécialisés approuvées par le comité de direction	A chaque Approbation
19	Le rapport du contrôle interne	Annuelle	19	Le rapport du contrôle interne	Annuelle
20	Le rapport du comité permanent d'audit interne	Annuelle	20	Le rapport du comité permanent d'audit interne	Annuelle
21	Les PV des réunions du comité permanent d'audit interne	15 jours au maximum après chaque réunion	21	Les PV des réunions du comité permanent d'audit interne	15 jours au maximum après chaque réunion
22	Le rapport du comité des risques	Annuelle	22	Le rapport du comité des risques	Annuelle
23	Les PV des réunions du comité des risques	15 jours au maximum après chaque réunion	23	Les PV des réunions du comité des risques	15 jours au maximum après chaque réunion
24	Rapport du comité de contrôle caractéristique	Annuelle	24	Budget	15 jours au maximum après chaque approbation
25	Les PV des réunions du comité de contrôle caractéristique	15 jours au maximum après chaque réunion	25	Chaque modification du manuel des microfinancements	A chaque modification
26	Les données concernant l'ouverture de nouvelles agences	A chaque ouverture d'agence			
27	Tout changement de dirigeant	A chaque changement			
28	Structure de capital	A chaque changement			
29	Budget	15 jours au maximum après chaque approbation			
30	Chaque modification du manuel des microfinancements	A chaque modification			

6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

a. Recrutements :

L'autorité de contrôle de la microfinance s'est engagée dans une politique de recrutement responsable, garantissant le respect des principes d'objectivité, d'équité et de non-discrimination.

C'est ainsi qu'elle a procédé, afin de renforcer son effectif et suite à l'accord de son Conseil d'Administration, au recrutement d'un jeune cadre au cours de l'année 2016, par voie de concours externe sur dossiers suivi d'un entretien avec les membres de la commission du concours.

Un nouveau cadre du ministère des finances a intégré l'équipe de l'ACM en Juin 2016 via la procédure de détachement.

Ainsi l'effectif total de l'ACM s'est établi au 31 décembre 2016 à 14 employés.

La recherche d'un dynamisme constant dans l'équipe à travers la conjugaison des facteurs compétence et expérience, s'inscrit dans la politique de recrutement de l'ACM et répond aux choix stratégiques de son conseil d'administration en matière de gestion des ressources humaines.

b. Activités de formation et développement des compétences :

Dans le cadre de l'activité de formation et de développement des compétences, les agents de l'autorité de contrôle de la microfinance ont participé durant l'année 2016 à plusieurs sessions de formation.

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leur carrière à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

* Formation sur la gestion des risques en microfinance du 16 au 22 janvier 2016 et du 25

au 27 janvier 2016:

Quatre cadres de l'ACM ont participé à deux modules de formation organisés par le programme MicroMED à l'institut « Mediterranean School of business – MSB » sur la gestion des risques en microfinance.

* Formation sur l'évaluation des performances financières et sociales des IMF Organisée par MicroMED les 20 et 21 juin 2016 à l'ACM :

Dans le cadre du programme MicroMED, l'équipe de l'ACM a suivi une formation portant sur le thème "Évaluer la performance financière et sociale des IMF" qui s'est déroulée en deux demi-journées les 20 et 21 juin 2016 au siège de l'ACM. Cette formation avait comme objectifs de :

- Comprendre la situation financière et sociale d'une IMF ainsi que son positionnement face à ses concurrents
- Apprendre à calculer et interpréter les indicateurs de performance clés
- Comprendre l'importance du suivi des indicateurs de performance dans la gestion quotidienne d'une IMF à fin d'analyser les tendances financières, de se positionner dans le secteur et identifier d'éventuels risques à mitiger
- Utiliser un outil logiciel rassemblant les ratios essentiels à la gestion des performances financières et sociales qui génère automatiquement et analyse les graphiques et les indicateurs de l'institution (MFI-Factsheet).

* Formation sur la micro assurance « MicroMED » : 15 Janvier 2016

Quatre cadres de l'ACM ont participé le 15 janvier 2016 à la formation sur la micro-assurance, organisée par MicroMED.

Cette formation a porté sur les principes de l'assurance,

le concept de la micro-assurance, les services et produits de la micro-assurance ainsi que les défis et les perspectives de la micro-assurance.

La présentation de cas de l'assurance indicielle au Brésil, a considérablement enrichi

cette formation.

*Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance » : Turin-Italie du 18 Juillet au 5 Août 2016:

Un cadre de l' ACM a participé du 18 Juillet au 5 Août 2016 à la Formation annuelle Boulder en microfinance (Boulder MFT) organisée par «Boulder Institute of Microfinance» au Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Italie.

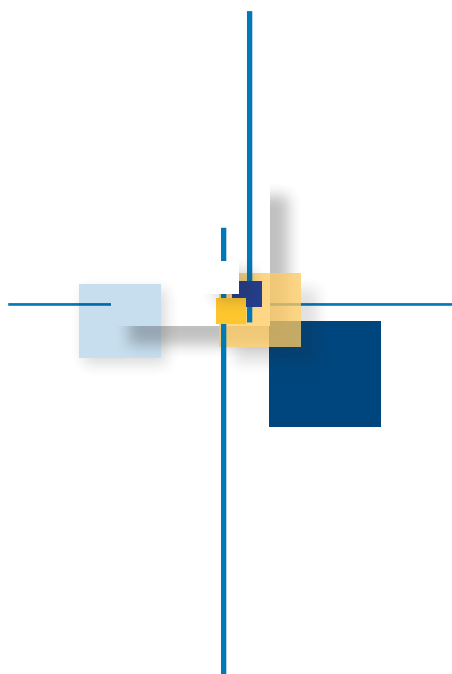
Avec une vingtaine de cours assurés en langue française, cette formation de trois semaines s'adresse à une diversité de professionnels de la microfinance et de la finance inclusive opérant dans les cinq continents.

* Voyage d'étude sur les approches de financement des PME et l'inclusion financière Allemagne, du 22 au 28 Mai 2016:

Le directeur général de l'ACM et deux représentants du ministère des finances et de la BCT ont été parmi la délégation de repré-

sentants des banques centrales et des ministères des pays choisis de la région de MENA pour participer au voyage d'étude sur les approches de financement des PME et l'inclusion financière du 22 au 28 mai 2016, à Montabaur en Allemagne.

Le but de ce voyage d'étude est d'améliorer la connaissance sur les conditions cadres et les approches appropriés pour le financement des PME et favoriser l'échange d'expériences entre les participants. Ces derniers ont visité différentes institutions spécialisées telles que par exemple la banque centrale européenne, la banque centrale allemande, l'Autorité fédérale allemande de surveillance des services financiers «BaFin » et la KfW.



II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :



1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance en Tunisie:

Conformément à l'article 43 du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance. Durant l'année 2016 le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur les projets d'arrêtés suivants :

* Le projet d'arrêté du Ministre des Finances fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance : Ce projet fixe les prérogatives des organes d'administration et de gestion et des comités spécialisés. Il définit, également, le système de contrôle interne et de contrôle de la conformité au sein des institutions de microfinance.

* le projet d'arrêté du Ministre des Finances fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement visées à l'article 27 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance;

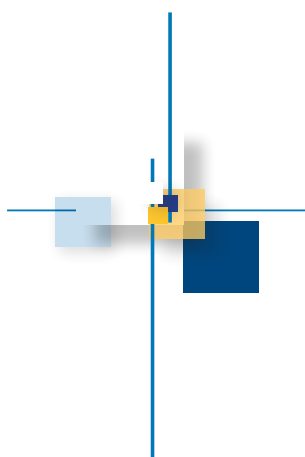
* L'arrêté du Ministre des Finances du 24 août 2016 relatif à la protection de la clien

tèle des institutions de microfinance ; L'arrêté a pour objet de fixer les normes minimales de transparence et les conditions contractuelles applicables aux relations entre les institutions de microfinance et leur clientèle ainsi que les exigences minimales de traitement équitable de la clientèle par les IMF

* L'arrêté du Ministre des Finances du 23 décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance : L'arrêté fixe les normes prudentielles et les règles de gestion des IMF. Il traite notamment des règles de classement des créances, du provisionnement des créances douteuses, des délais et modalités de radiation des créances et des différents éléments du reporting que les institutions de microfinance sont tenues de communiquer à l'ACM, ainsi que leurs périodicités.

* Le décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 Janvier 2017, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

Ce décret proroge jusqu'au 31 décembre 2017 le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117.



Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

2011/11

Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2012/01

Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

2012/09

Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

2012/11

Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

2013/01

Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

2013/04

Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.

2013/04

Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

2013/08

Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

2014/07

Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

2014/11

Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

2016/02

Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016 fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

2016/08

Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016 relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

2016/12

Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

2017/01

Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2016 :

Au 31 décembre 2016, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

* 289 Associations de Microcrédit (AMC) agréées dans le cadre de la loi N° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 176 sont actives et 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit.

Parmi les associations actives il est recensé deux associations qui se sont conformées aux dispositions du décret-loi 2011-117 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance :(1)

1. ASAD Tamweel, une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation

de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le Ministre des Finances.

2. L'association Kairouan pour le développement intégré (AKDI) qui a pu se mettre en conformité aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

* 6 sociétés anonymes :

1. Enda Tamweel créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'ONG Enda interarabe
2. Taysir Microfinance
3. MicroCred Tunisie
4. Advans Tunisie
5. Centre Financier aux Entrepreneurs
6. Zitouna Tamkeen

IMF SA		Date d'agrément
Enda Tamweel		31.12.2015
Taysir Microfinance		28.03.2014
Microcred Tunisie		03.10.2014
Advans Tunisie		22.01.2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21.04.2015
Zitouna Tamkeen		06.05.2016

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum prenant fin au 31 décembre 2016.

Arrivée à cette date, hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD), et l'AKDI, aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi tel que modifié par la loi n° 2014-46. Un nouveau décret gouvernemental a été promulgué en date du 19 Janvier 2017, prorogeant d'une année supplémentaire le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi.

A. Évolution des microcrédits accordés :

a.1. Période 2014-2016 :

* Le taux de croissance annuel moyen du montant des microcrédits accordés par les IMF (SA et AMC) durant la période 2014/2016 s'est élevé à environ 33 %.

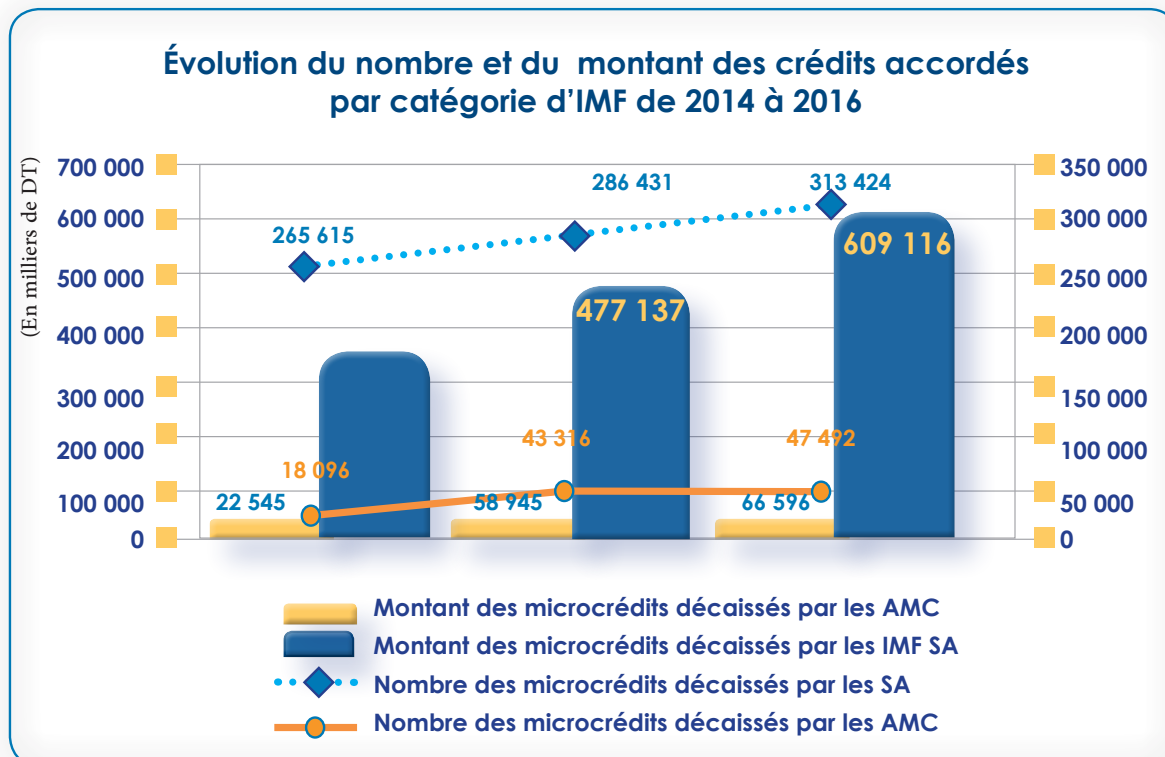
* Le montant total des microcrédits accordés durant l'année 2016 a enregistré un taux de croissance de 26% en passant de 536,1 millions de TND en 2015 à 675,7 millions de TND à fin 2016.

* Le montant total des microcrédits accordés par les AMC durant l'année 2016 représente 9,9 % de l'ensemble des crédits accordés par le secteur de la microfinance.

* En nombre, les microcrédits accordés durant l'année 2016 ont enregistré un taux de croissance de 9,45 % par rapport à l'année 2015. En effet, 360 916 crédits ont été distribués contre 329 747 une année auparavant.

(En milliers de TND)

Catégorie d'IMF	2014				2015				2016			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	265 615	93,6%	360 749	94,1%	286 431	86,9%	477 137	89,0%	313 424	86,8%	609 116	90,1%
Associations de microcrédits (AMC)	18 096	6,4%	22 546	5,9%	43 316	13,1%	58 945	11,0%	47 492	13,2%	66 596	9,9%
TOTAL	283 711	100%	383 294	100%	329 747	100%	536 082	100%	360 916	100%	675 712	100%

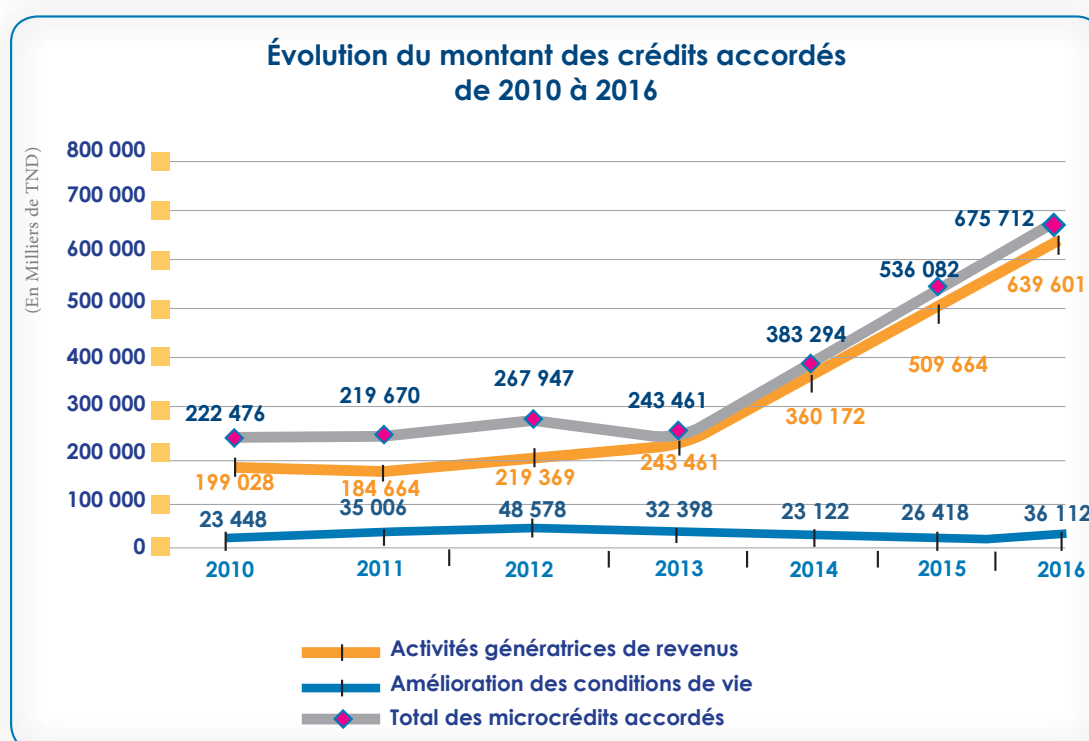


Période 2010-2016 :

Le montant total des microcrédits accordés durant la période allant de 2010 à 2016 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 20.3%

(En Milliers de TND)

Année	Activités génératrices de revenus		Amélioration des conditions de vie		Total des microcrédits accordés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2010	225 793	199 028	50 533	23 448	276 326	222 476
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	243 461
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712



b. Répartition des microcrédits par région :

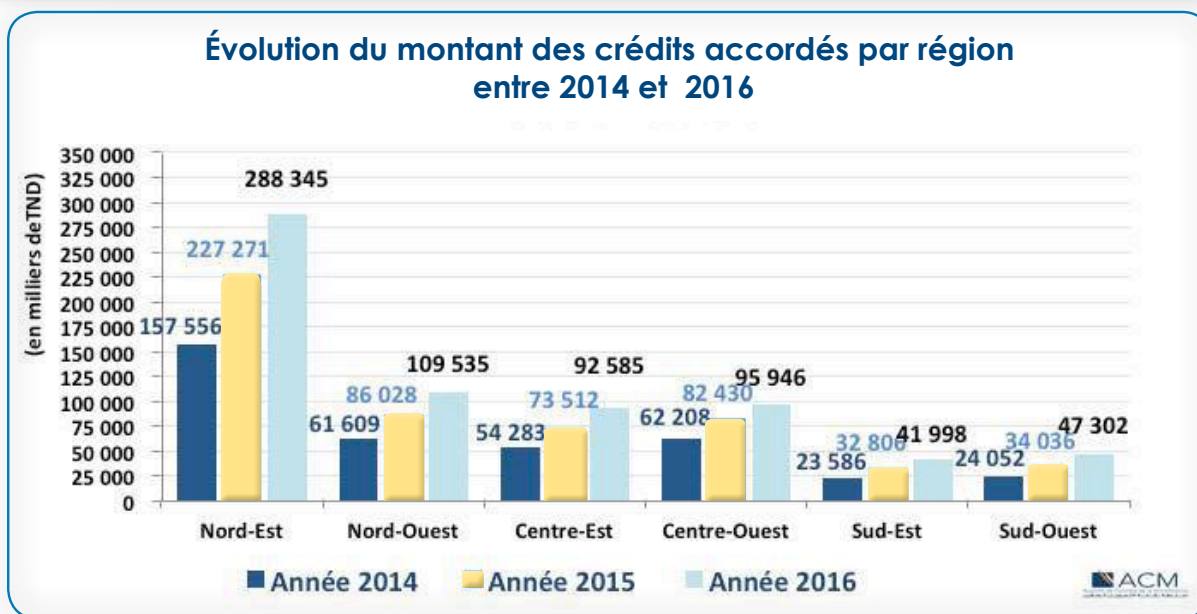
b.1 Période 2014-2016

* 43% de la valeur totale des microcrédits accordés en 2016 ont profité à la région du Nord-Est contre 42 % et 41 % respectivement en 2015 et 2014.

* La part de la région du nord-ouest s'est établie au 31-12-2016 et pour la troisième année consécutive à 16 % de la valeur totale des microcrédits accordés.

* La région du Sud-Ouest a bénéficié de 7 % de la valeur totale des microcrédits accordés en 2016 contre 6 % en 2015 et en 2014

	2014				2015				2016			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	117 250	41%	157 556	41%	133 495	40%	227 271	42%	144 552	40%	288 345	43%
Nord-Ouest	46 468	16%	61 609	16%	54 060	16%	86 028	16%	58 043	16%	109 535	16%
Centre-Est	39 593	14%	54 283	14%	45 593	14%	73 512	14%	50 987	14%	92 585	14%
Centre-Ouest	41 031	14%	62 208	16%	48 535	15%	82 430	15%	52 699	15%	95 946	14%
Sud-Est	20 564	7%	23 586	6%	24 050	7%	32 806	6%	27 606	8%	41 998	6%
Sud-Ouest	18 805	7%	24 052	6%	24 014	7%	34 036	6%	27 029	7%	47 302	7%
Total	283 711	100%	383 294	100%	329 747	100%	536 082	100%	360 916	100%	675 712	100%

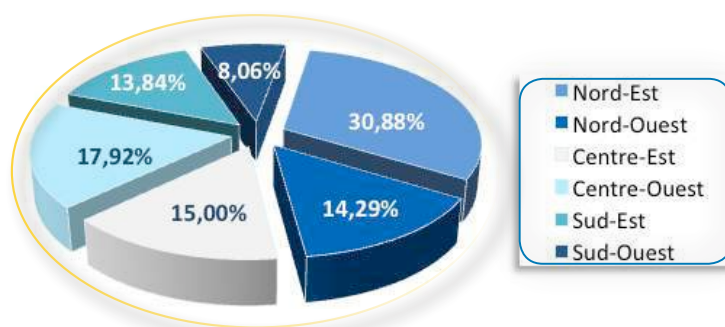


b.2 Période 1999-2016 :

* Sur la période 1999-2016, la région du Nord (Est et ouest) a profité à elle seule de plus de 1,47 milliard de TND soit 45.17% de la valeur globale des microcrédits accordés durant la même période.

Répartition des crédits par Région	Cumul (1999-2016)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	897 072	29,65%	1 009 689	30,88%
Nord-Ouest	397 957	13,15%	467 326	14,29%
Centre-Est	521 614	17,24%	490 455	15,00%
Centre-Ouest	547 182	18,08%	585 941	17,92%
Sud-Est	414 781	13,71%	452 514	13,84%
Sud-Ouest	247 130	8,17%	263 478	8,06%
Total	3 025 736	100%	3 269 403	100%

Répartition par région du cumul du montant des crédits accordés de 1999 à 2016



C. Répartition des microcrédits par secteur d'activité :

c.1. Période 2014 - 2016

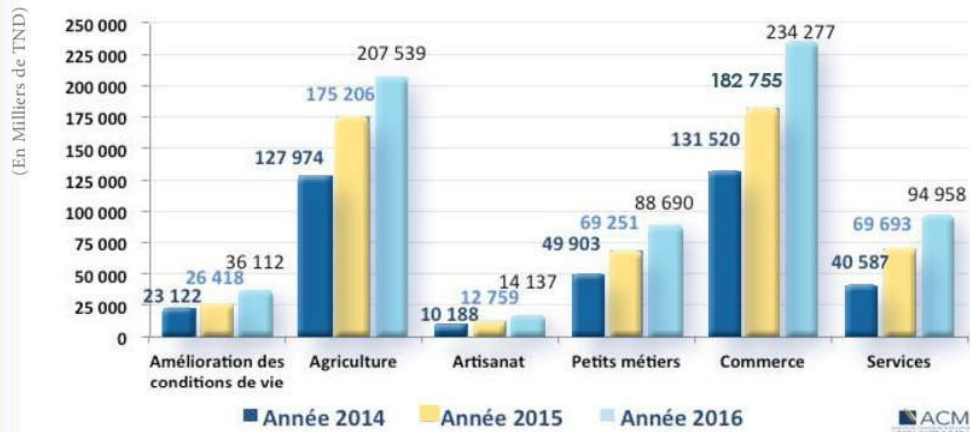
* Avec plus de 234 millions de TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microcrédits accordés durant l'année 2016 représentant 35% de la valeur globale des microcrédits accordés durant cette même année contre 34 % durant chacune des deux années 2015 et 2014.

* L'agriculture a bénéficié du plus grand nombre de microcrédits avec une valeur globale supérieure à 207 millions de TND, soit 31% de la valeur globale des microcrédits accordés durant l'année 2016 contre 33 % durant chacune des deux années 2015 et 2014.

* L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microcrédits, sa part ne représente que 2% du montant globale des microcrédits accordés.

Secteur d'activité	2014				2015				2016			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie	32 927		23 122	6%	38 949	12%	26 418	5%	51 152	14%	36 112	5%
Agriculture	92 623	33%	127 974	33%	107 447	33%	175 206	33%	113 012	31%	207 539	31%
Artisanat	8 676	3%	10 188	3%	9 457	3%	12 759	2%	9 144	3%	14 137	2%
Petits métiers	38 652	14%	49 903	13%	44 626	14%	69 251	13%	49 743	14%	88 690	13%
Commerce	87 644	31%	131 520	34%	98 163	30%	182 755	34%	103 263	29%	234 277	35%
Services	23 189	8%	40 587	11%	31 105	9%	69 693	13%	34 602	10%	94 958	14%
TOTAL	283 711	100%	383 294	100%	329 747	100%	536 082	100%	360 916	100%	675 712	100%

Évolution du montant des crédits accordés par secteur d'activité entre 2014 et 2016



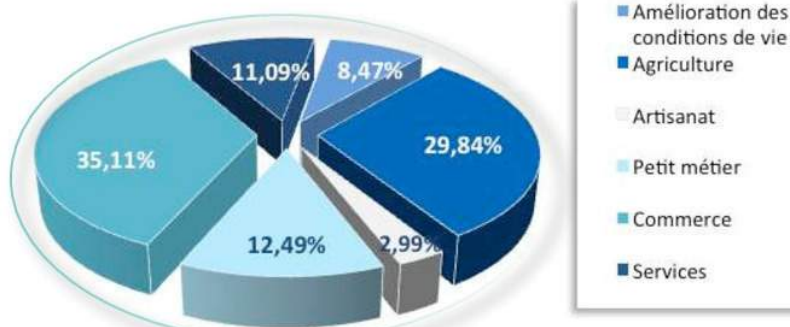
C.2. période 1999-2016

* Sur la période 1999-2016, le commerce a profité à lui seul d'environ 1,147 milliard de TND suivi de l'agriculture qui a bénéficié de plus de 975 millions de TND. Ensemble, ces deux secteurs ont profité de 64.95% de la valeur des microcrédits accordés durant la période 1999-2016

(En Milliers de TND)

Répartition des crédits par secteur d'activité	Cumul (1999-2016)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie	461 673	15,26%	277 040	8,47%
Agriculture	822 941	27,20%	975 729	29,84%
Artisanat	115 285	3,81%	97 629	2,99%
Petit métier	376 402	12,44%	408 368	12,49%
Commerce	1 005 160	33,22%	1 147 970	35,11%
Services	244 275	8,07%	362 668	11,09%
Total	3 025 736	100%	3 269 403	100%

Répartition par secteur d'activité du cumul du montant des crédits accordés de 1999 à 2016

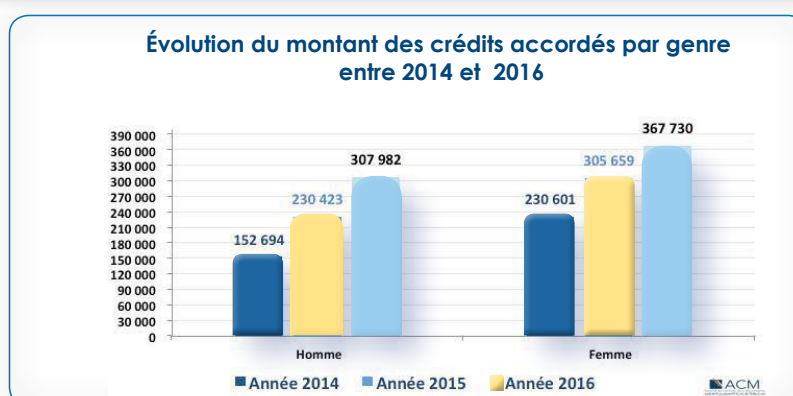


D. Répartition des microcrédits par genre :

d.1 période 2014-2016 :

* La part des hommes dans la valeur totale des microcrédits est passée de 40 % en 2014 à 43% en 2015 et à 46% en 2016. En effet en 2016, environ 308 millions de TND représentant 137693 crédits ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus. Par contre, les femmes ont bénéficié de 367,7 millions de TND soit une part de 54% de la valeur globale des microcrédits accordés.

Genre	2014		2015		2016	
	Nombre (%)	Montant (%)	Nombre (%)	Montant (%)	Nombre (%)	Montant (%)
Homme	94 874 33%	152 694 40%	119 802 36%	230 423 43%	137 693 38%	307 982 46%
Femme	188 837 67%	230 601 60%	209 945 64%	305 659 57%	223 223 62%	367 730 54%
TOTAL	283 711 100%	383 294 100%	329 747 100%	536 082 100%	360 916 100%	675 712 100%



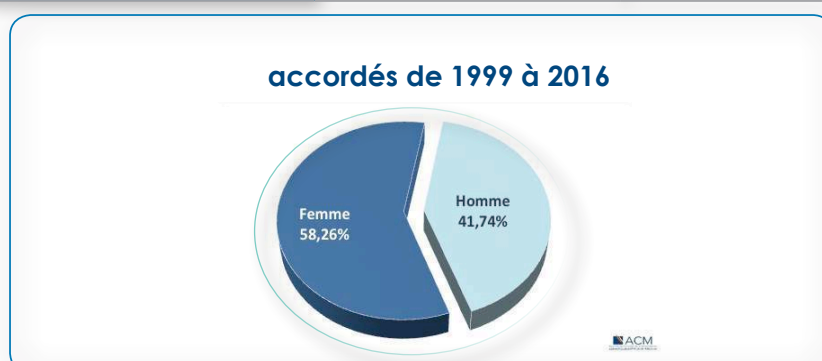
d.2. Période 1999-2016 :

* Sur la période 1999-2016, environ 58.26% de la valeur globale des microcrédits accordés ont profité à des femmes contre 41,74% pour les hommes.

* Sur la même période, le microcrédit moyen par femme est de 980 TND contre une valeur de 1260 TND pour les hommes.

(En Milliers de TND)

Répartition des crédits par Genre	Cumul (1999-2016)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Hommes	1 083 225	35,80%	1 364 725	41,74%
Femmes	1 942 511	64,20%	1 904 678	58,26%
Total	3 025 736	100%	3 269 403	100%



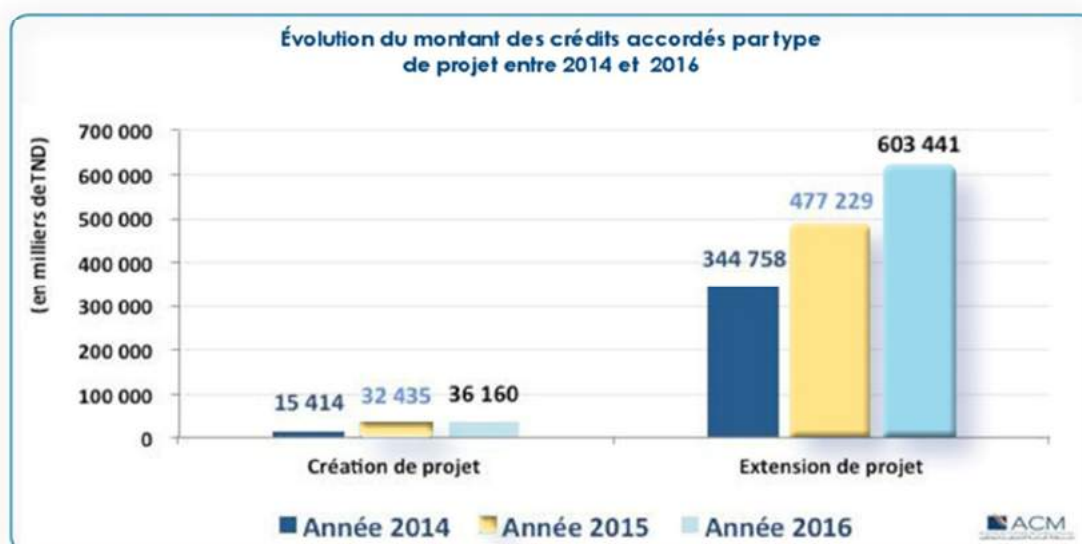
E. Répartition des microcrédits par type de projet :

E.1 Période 2014-2016

* Durant l'année 2016, 603.4 millions de TND ont été alloués aux extensions des projets soit une part de 94% de la valeur globale des microcrédits alors que les créations des projets n'ont profité que de 6% des microcrédits bien que leur montant est passé à 36.2 millions de TND contre 15.4 millions de TND deux années auparavant.

(En Milliers de TND)

Type de projet	2014				2015				2016			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	9 438	4%	15 414	4%	21 083	7%	32 435	6%	23 351	8%	36 160	6%
Extension de projet	241 346	96%	344 758	96%	269 715	93%	477 229	94%	286 413	92%	603 441	94%
TOTAL	250 784	100%	360 172	100%	290 798	100%	509 664	100%	309 764	100%	639 601	100%



E.2 Période 1999-2016

* Durant la période 1999-2016, plus de 2,7 milliards de TND ont été alloués aux extensions des projets soit une part de 89,4% de la valeur globale des microcrédits alors que les créations des projets n'ont profité que de 10,6% des microcrédits.

(En Milliers de TND)

Répartition des crédits par Type de projet	Cumul (1999-2016)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	322 427	12,57%	318 309	10,64%
Extension de projet	2 241 636	87,43%	2 674 054	89,36%
Total	2 564 063	100%	2 992 363	100%

Répartition par type de projet du montant cumulé des crédits accordés de 1999 à 2016



ACM

F. Microcrédit moyen par catégorie d'IMF :

F.1 Période 2014-2016 :

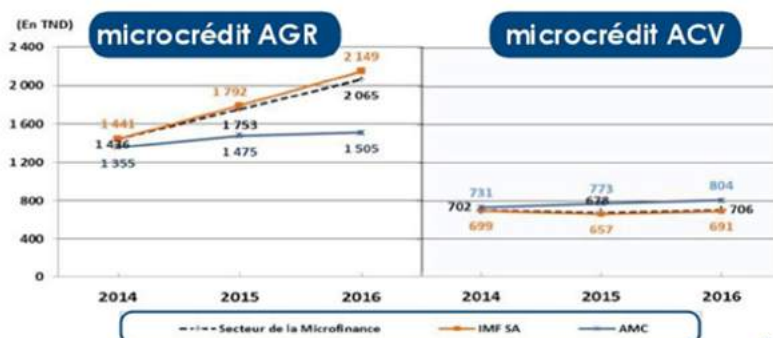
* Le montant du microcrédit moyen s'est établi au 31-12-2016 à 1 872 TND contre 1 351 TND deux années auparavant soit un taux de croissance moyen sur la période 2014/2016 de 17,7 %.

* Pour les microcrédits alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 2 065 TND en 2016 contre 1 753 TND et 1 436 TND respectivement en 2015 et en 2014 enregistrant un taux de croissance moyen de 19,9 %.

(En TND)

	2014			2015			2016		
	Microcrédit moyen ACV	Microcrédit moyen AGR	Microcrédit moyen	Microcrédit moyen ACV	Microcrédit moyen AGR	Microcrédit moyen	Microcrédit moyen ACV	Microcrédit moyen AGR	Microcrédit moyen
Secteur de la Microfinance	702	1 436	1 351	678	1 753	1 626	706	2 065	1 872
IMF SA	699	1 441	1 358	657	1 792	1 666	691	2 149	1 943
AMC	731	1 355	1 246	773	1 475	1 361	804	1 505	1 402

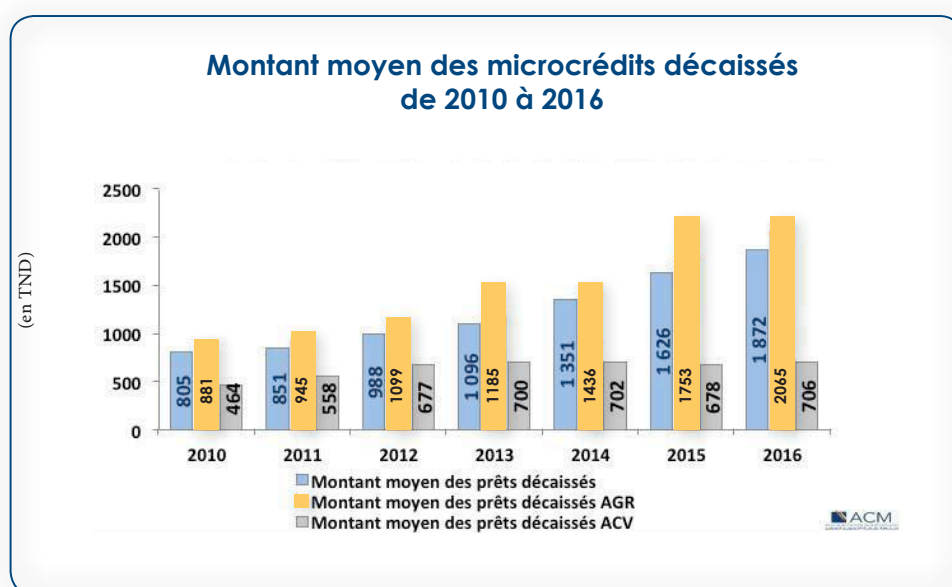
Évolution du montant du microcrédit moyen AGR et ACV de 2014 à 2016 par catégorie d'IMF



période 2010-2016 :

- * Le montant du microcrédit moyen a enregistré une augmentation durant la période allant de 2010 à 2016.
- * Pour les microcrédits alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 2065 TND en 2016 contre 881 TND en 2010 enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 15,3 %

Désignation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Microcrédit moyen ACV	464	558	677	700	702	678	706
Microcrédit moyen AGR	881	945	1 099	1 185	1 436	1 753	2 065
Microcrédit moyen (ACV et AGR)	805	851	988	1096	1 351	1 626	1 872



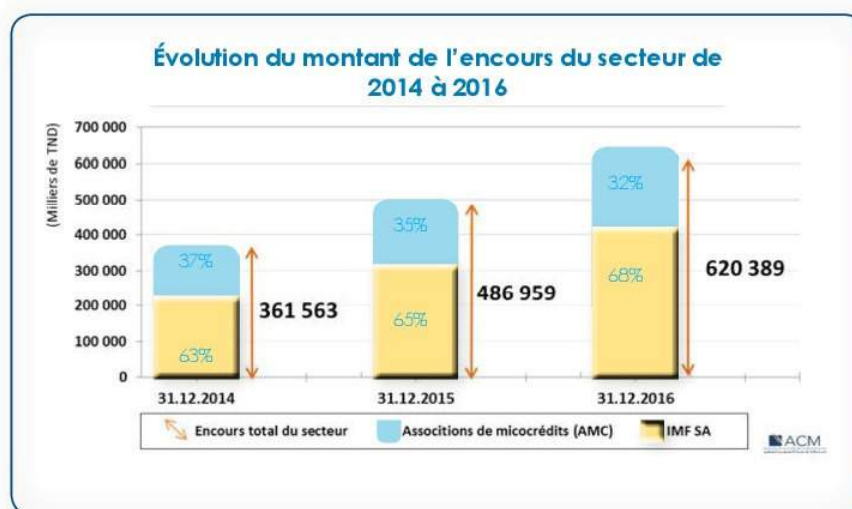
G. Évolution de l'encours des microcrédits :

G.1 Encours par catégorie d'IMF :

- * L'encours des crédits accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 361,6 Millions TND au 31 décembre 2014 à 620,4 millions TND au 31-12 -2016 enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2014-2016 d'environ 31%.
- * L'encours des crédits accordés par les IMF SA s'est accru en moyenne de 35.4% au cours de la période 2014/2016 alors que celui des crédits accordés par les AMC a augmenté en moyenne et durant la même période, de 23%.
- * Au 31-12-2016, l'encours des crédits accordés par les IMF SA représente plus que les deux tiers (2/3) de l'encours total des microcrédits accordés par toutes les IMF SA et associatives.

(En Milliers de TND)

Encours par catégorie d'IMF	Au 31.12.2014		Au 31.12.2015		Au 31.12.2016	
	Nombre	Encours	Nombre	Encours	Nombre	Encours
IMF SA	255 045	228 996	289 272	316 527	326 710	419 680
Associations de microcrédits (AMC)	ND	132 567	ND	170 432	ND	200 709
Encours total du secteur		361 563		486 959		620 389



G.2 Encours moyen par crédit actif des IMF SA :

- * Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une augmentation importante de 17,3 % entre l'année 2015 et celle 2016 en passant de 1 144 TND à 1 342 TND.
- * Sans doublons, l'encours moyen par client actif s'est élevé au 31-12-2016 à 1359 TND
- * Le montant de l'encours moyen par crédit actif a enregistré une augmentation importante de 17,5 % entre l'année 2015 et l'année 2016 en passant de 1 094 TND à 1 285 TND

	Au 31.12.2014	Au 31.12.2015	Au 31.12.2016
Encours du portefeuille des IMF SA	228 996	316 527	419 680
Nombre des clients actifs (Avec dou-	247995	276592	312 619
Nombre des crédits actifs	255 045	289 272	326 710
Encours moyen par client actif (en TND)	923	1 144	1342
Encours moyen par crédit actif (en TND)	898	1 094	1 285

H. Portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA

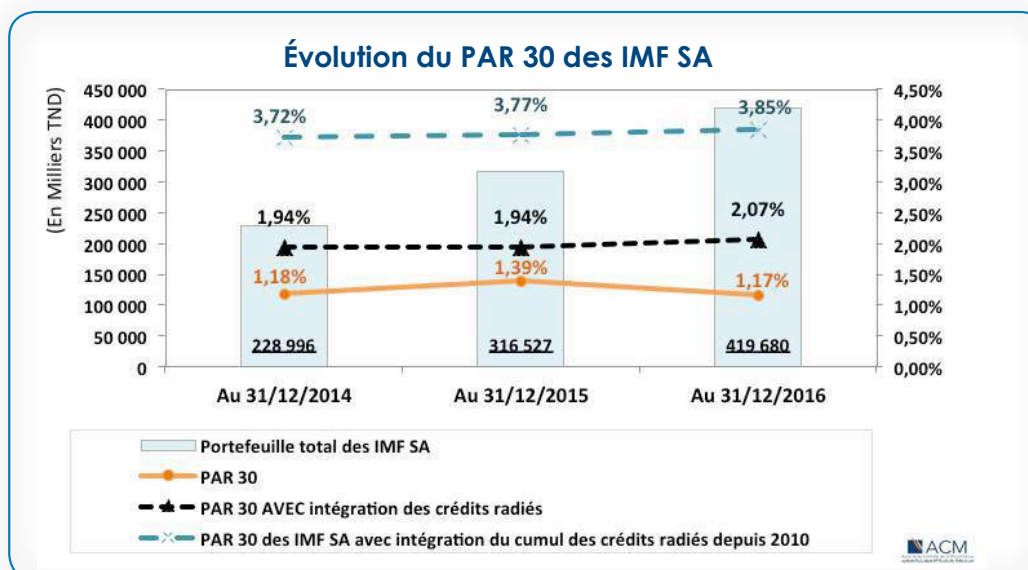
H.1. Période 2014/2016 :

* Le PAR 30 en TND avec intégration des crédits consolidés, réaménagés, rééchelonnés et radiés des IMF SA est passé de 6,2 millions de TND au 31 décembre 2015 à 8,8 millions de TND au 31-12-2016, soit une augmentation de 42,3 % due principalement à la forte croissance du portefeuille de crédit des IMF SA qui s'est accru en moyenne au cours de la période 2014-2016 de 35.4%.

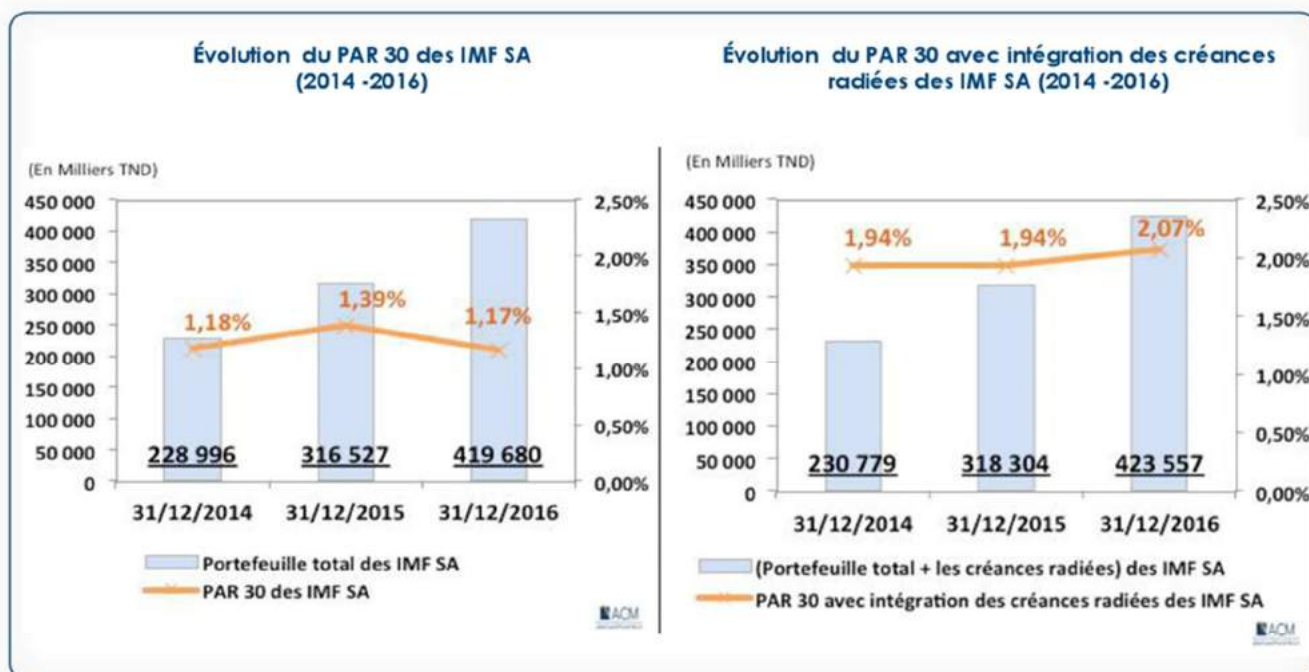
* Le PAR 30 en %, avec intégration des crédits consolidés, réaménagés, rééchelonnés et radiés est passé de 1,94% en 2015 à 2,07% en 2016.

* Le PAR 30 en % des IMF SA, avec intégration des crédits consolidés, réaménagés, rééchelonnés et du cumul des créances radiées depuis 2010 s'est établi à 3,85 % au 31-12-2016 contre 3,72% deux années auparavant.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en TND)	PAR 30		PAR 30 avec intégration des crédits radiés		PAR 30 des IMF SA avec intégration du cumul des crédits radiés depuis 2010	
		En montant (TND)	en %	En montant (TND)	en %	En montant (TND)	en %
Au 31/12/2014	228 996 270	2 699 087	1,18%	4 481 697	1,94%	8 751 171	3,72%
Au 31/12/2015	316 527 374	4 394 690	1,39%	6 171 192	1,94%	12 223 276	3,77%
Au 31/12/2016	419 679 655	4 902 020	1,17%	8 778 958	2,07%	16 607 544	3,85%



IMF SA	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
PAR 30	2 699 087	4 394 690	4 902 020
Portefeuille	228 996 270	316 527 374	419 679 655
PAR 30 (en %)	1,18%	1,39%	1,17%
Crédits rééchelonnés	478 458	305 413	243 834
Crédits réaménagés	140 910	370 007	284 088
Crédits radiés	1 782 610	1 776 502	3 876 938
Portefeuille+ les crédits radiés	230 778 880	318 303 876	423 556 593
PAR 30 avec intégration des crédits radiés	4 481 697	6 171 192	8 778 958
PAR 30 avec intégration des crédits radiés (en %)	1,94%	1,94%	2,07%

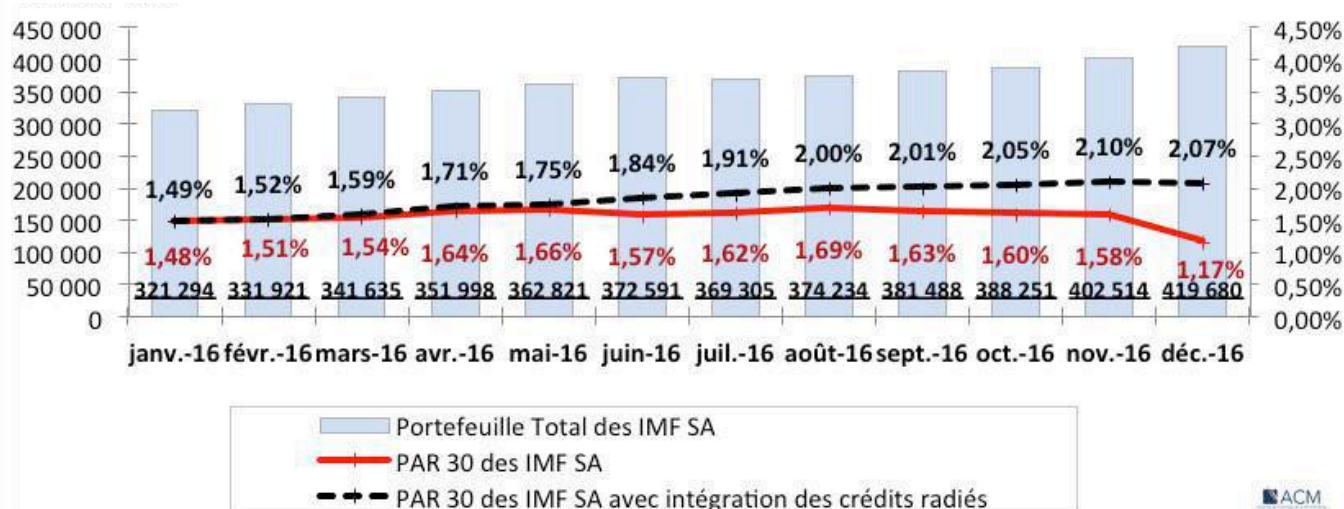


H.2. Durant l'année 2016 :

* Le portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA avec intégration des crédits consolidés, réaménagés, rééchelonnés et radiés a enregistré une augmentation durant l'année 2016 en passant de 1,49% au terme du mois de Janvier à 2,07 % à la fin de l'année.

Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en TND)	PAR 30 des IMF SA		PAR 30 des IMF SA avec intégration des crédits radiés	
		En montant	en %	En montant	en %
Au 31/01/2016	321 294 468	4 767 314	1,48%	4 798 390	1,49%
Au 29/02/2016	331 920 660	4 999 225	1,51%	5 050 270	1,52%
Au 31/03/2016	341 635 002	5 266 634	1,54%	5 423 089	1,59%
Au 30/04/2016	351 998 076	5 778 868	1,64%	6 016 593	1,71%
Au 31/05/2016	362 821 159	6 025 565	1,66%	6 337 457	1,75%
Au 30/06/2016	372 590 797	5 851 225	1,57%	6 870 946	1,84%
Au 31/07/2016	369 305 020	5 982 216	1,62%	7 079 355	1,91%
Au 31/08/2016	374 234 185	6 305 882	1,69%	7 512 799	2,00%
Au 30/09/2016	381 487 992	6 233 083	1,63%	7 707 058	2,01%
Au 31/10/2016	388 251 462	6 219 288	1,60%	8 002 250	2,05%
Au 30/11/2016	402 514 116	6 379 193	1,58%	8 490 592	2,10%
Au 31/12/2016	419 679 655	4 902 020	1,17%	8 778 958	2,07%

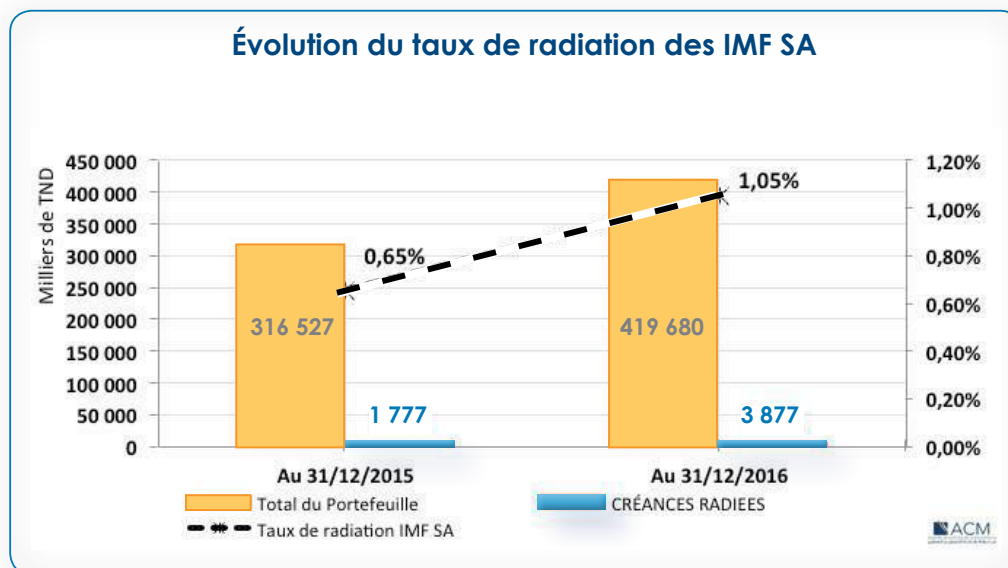
Évolution mensuelle de la qualité du portefeuille des IMF SA en 2016



I. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2015/2016 :

* Le taux des créances radiées des IMF SA s'est établi au terme de l'année 2016 à 1,05 % de leur portefeuille brut moyen contre 0,65 % à fin 2015.

Taux de radiation annuel	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016
IMF SA du secteur	0,65%	1,05%



J. Données financières sur les IMF SA :

J.1 Données bilancielles et données de l'état du résultat

* Le total des actifs des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2016 à 480,6 millions de TND contre 256.5 millions de TND et 348.9 millions de TND aux termes des deux années respectives 2014 et 2015.

* Les capitaux propres des IMF SA ont atteint une valeur d'environ 89 millions de TND au terme de l'année 2016 contre 56 millions de TND deux années auparavant soit un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2014/2016 de 26.7%. Une telle augmentation est expliquée principalement par :

- l'entrée en activité de nouvelles IMF SA (Advans Tunisie et CFE Tunisie en 2015, Zitouna Tamkeen en 2016)
- l'augmentation du capital social de certaines IMF SA (Advans Tunisie : 1,8 MD en 2015 ; CFE : 1,6 MD en 2015 et 3,3 MD en 2016 ; Microcred Tunisie : 5 MD en 2015 et 4 MD en 2016 ; Taysir Microfinance 2MD aussi bien en 2014 qu'en 2016).
- Le résultat bénéficiaire d'Enda (11,6 MD en 2015) et d'Enda Tamweel (7,3 MD en 2016)

* Les Passifs des IMF SA sont passés d'environ 200,5 millions de TND au terme de l'année 2014 à 391,5 millions de TND au 31-12-2016 enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2014-2016 de 40%

* Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2016 à 99 millions de TND contre 51,6 et 73,6 millions de TND respectivement au terme des années 2014 et 2015 soit un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2014/2016 de 38 %.

* Le produit net des activités microfinance est passé de 39.4 millions de TND au 31 décembre 2014 à 55.1 millions de TND et à 73,1 millions de TND respectivement au terme des deux années 2015 et 2016.

* Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi au 31 décembre 2016 à 5,5 MD et se compose d'un résultat d'exploitation bénéficiaire d'Enda Tamweel d'environ 12,5 MD et d'une somme des résultats d'exploitation déficitaires des cinq autres IMF SA, d'une valeur

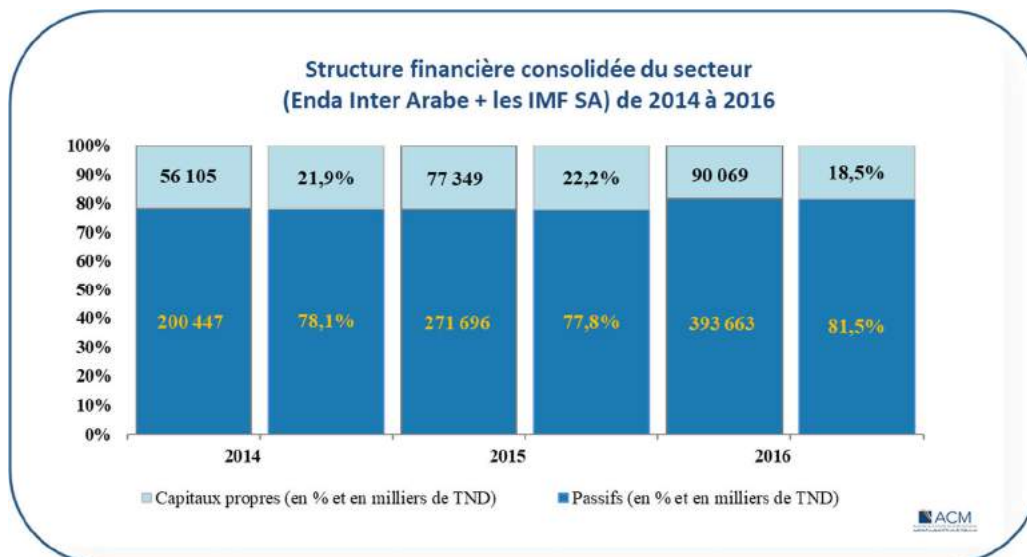
de -7 Millions de TND.

* Le résultat net des IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2016 à 484 mille TND contre environ 5,8 millions de TND au terme de l'année 2014. Un tel repli du résultat de l'exercice consolidé de toutes les IMF SA est imputable essentiellement :

- à la nette diminution du résultat d'exercice d'Enda Tamweel qui est passé de 11,6 millions de TND en 2015 à 7,3 millions de TND en 2016 due à la fois à la contribution conjoncturelle exceptionnelle au profit du budget de l'Etat fixée à 7,5 % du bénéfice et à l'impôt sur les sociétés qu'elle est appelée à payer au titre de son exercice 2016 sachant que Enda Interarabe de par son statut d'ONG était hors du champs d'application de l'impôt sur les sociétés.
- aux résultats d'exercice déficitaires de toutes les autres IMF SA dont la somme s'est établie au 31-12-2016 à - 6,8 millions de TND contre - 115 mille TND au 31 décembre 2014.

(en TND)

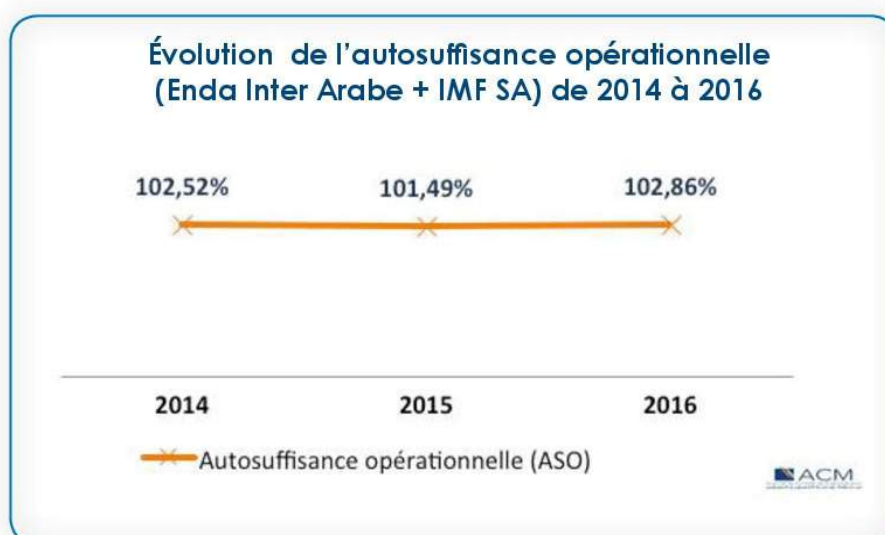
IMF SA et Enda Inter Arabe	TOTAL			Taux de croissance	
	2014	2015	2016	<u>2014</u> <u>2015</u>	<u>2015</u> <u>2016</u>
Données bilancielles					
Total des Actifs	256 552 246	348 944 847	480 652 403	36,01%	37,74%
Créances sur la clientèle	228 996 270	316 527 374	419 679 655	38,22%	32,59%
(Moins) Provisions pour créances douteuses	(9 089 490)	(13 058 828)	(4 506 759)	43,67%	-65,49%
Total des Passifs	200 447 339	271 595 648	391 538 881	35,49%	44,16%
Total des capitaux propres	56 104 907	77 349 199	89 113 524	37,87%	15,21%
Capital social	8 000 000	23 902 000	94 286 600	198,78%	294,47%
Données de l'état de résultat					
Total des produits d'exploitation Microfinance	51 624 348	73 634 816	99 060 826	42,64%	34,53%
Intérêts et revenus assimilés	18 593 421	31 021 614	47 021 588	66,84%	51,58%
Autres revenus sur microcrédits	32 845 833	42 285 618	51 639 849	28,74%	22,12%
Total des charges d'exploitation Microfinance	12 233 885	18 494 302	25 873 728	51,17%	39,90%
Produit net des activités Microfinance	39 390 463	55 140 514	73 187 098	39,98%	32,73%
Charges du personnel	23 043 430	31 221 510	44 332 541	35,49%	41,99%
charges générales d'exploitation	9 272 661	13 939 245	15 471 623	50,33%	10,99%
Résultat d'exploitation	5 099 976	3 687 282	5 539 700	-27,70%	50,24%
Résultat de l'exercice	5 874 602	4 337 390	484 339	-26,17%	-88,83%

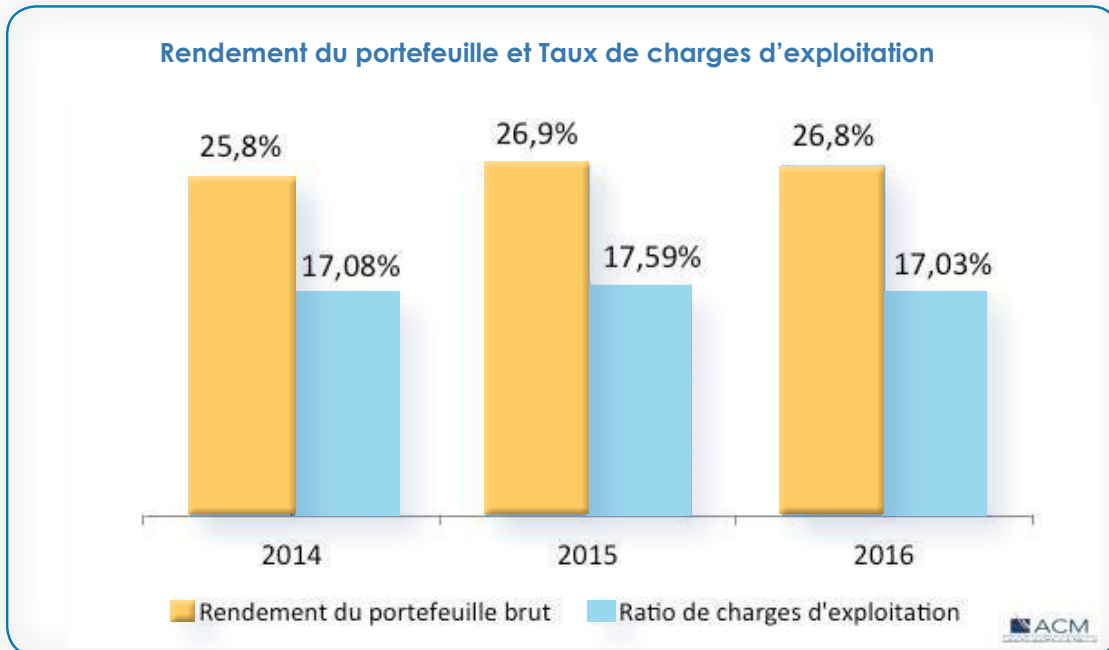


J.2 Indicateurs financiers des IMF SA:

- * Les ratios rendement des fonds propres (ROE) et rendement des actifs (ROA) ont connu une baisse considérable durant la période 2014-2016.
- * Les ratios autosuffisance opérationnelle (ASO), ratio des charges d'exploitation et rendement du portefeuille brut sont maintenus à niveau stable durant cette même période.

Indicateurs financiers des IMF SA et Enda Inter arabe	Année		
	2014	2015	2016
Rendement des Fonds Propres (ROE)	12,27%	6,50%	0,58%
Rendement des Actifs (ROA)	2,69%	1,43%	0,12%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO)	102,52%	101,49%	102,86%
Ratio des Charges d'exploitation :	17,08%	17,59%	17,03%
Rendement du portefeuille brut	25,83%	26,88%	26,80%



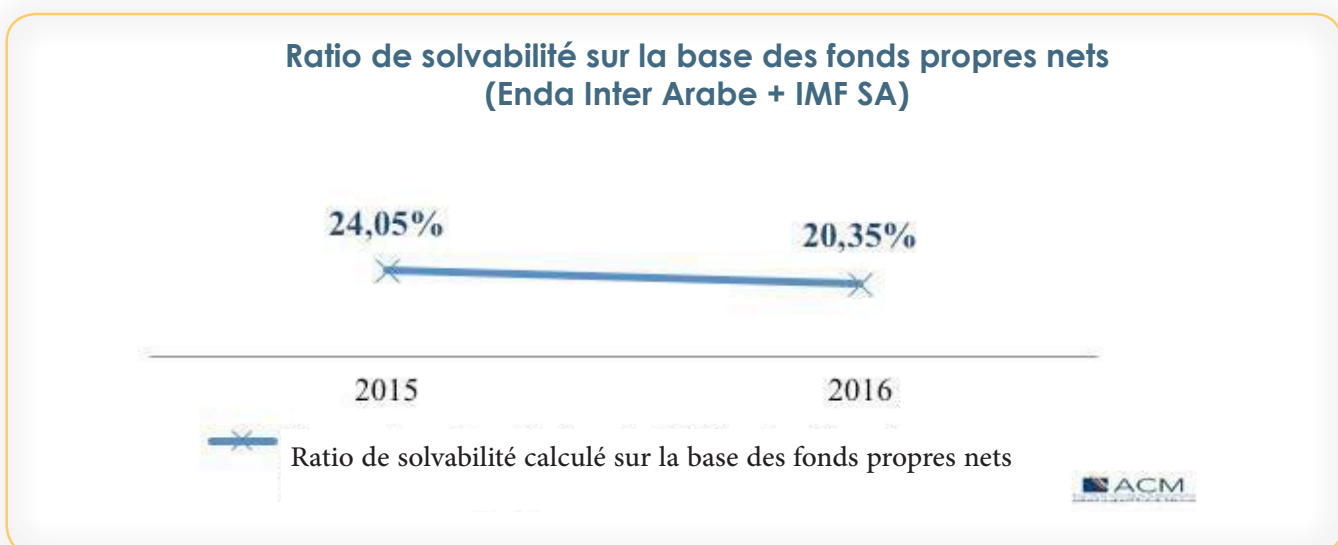


Ratio de solvabilité des IMF SA

* Le ratio de solvabilité des IMF SA et Enda Inter Arabe est passé de 24,05 % en 2015 à 20,35% en 2016.

(en TND)

IMF SA et Enda Inter Arabe	2015	2016
Fonds propres nets	79 570 766	90 395 672
Actifs pondérés en fonction des risques	330 857 630	444 291 124
Ratio de solvabilité (%)	24,05%	20,35%



III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie :



1. Atelier de réflexion sur le thème : «Vers une nouvelle stratégie d'inclusion financière en Tunisie» :

Organisé par le ministère des Finances, en collaboration avec l'Agence française de développement (AFD) et l'Agence italienne pour la coopération pour le développement, l'atelier a été ouvert par le Ministre des Finances.

Soucieux de mettre en place des mécanismes favorisant l'inclusion financière en Tunisie, le ministère des Finances a voulu à travers cet atelier, lancer une réflexion sur les actions à entreprendre pour que le secteur financier puisse contribuer à une meilleure inclusion économique et sociale de la population et promouvoir le développement d'entreprises créatrices de valeur et d'emploi.

En effet, le ministère des finances a œuvré, en concertation avec les différentes parties prenantes (ministères, autorités de contrôle et bailleurs de fonds), pour l'élaboration et la mise en place d'une stratégie d'inclusion financière responsable à partir du dernier trimestre de 2016.

L'élaboration de cette stratégie est amplement justifiée car malgré les efforts entrepris ces dernières années, et selon des études récentes, le taux d'inclusion financière demeure relativement faible en Tunisie (36%). En effet, 64% de la population tunisienne de plus de 15 ans n'a pas accès, ou utilise de manière très limitée des services financiers formels. De même, 30% à 40% des particuliers et près de la moitié des entreprises (TP-PME) sont non (ou mal) servis en matière de services financiers.

À noter aussi que, malgré un taux de pénétration très élevé sur le secteur de la téléphonie mobile, l'utilisation des services financiers mobiles reste timide.

L'atelier a permis notamment de dresser un état des lieux de l'inclusion financière en Tunisie, identifier les principaux axes de la stratégie d'inclusion financière 2016-2020. Il a permis également d'avoir un consensus

sur un calendrier pour son élaboration et sa mise en place.

2. Étude sur la tarification responsable des opérations de micro-financement:

En août 2016, un arrêté relatif à la protection de la clientèle des IMF a été publié.

L'arrêté exige des IMF qu'elles adoptent « une tarification responsable où les conditions et les modalités sont déterminées d'une manière qui soit abordable pour les clients, qui tienne compte des dépenses effectives nécessaires à l'octroi de ces crédits et notamment le coût des ressources, des opérations d'encadrement et de formation et les frais d'exploitation ». L'arrêté juge abusive toute tarification « non liée à un coût effectif et raisonnable de l'offre des services ».

Par ailleurs, un arrêté établissant la méthodologie pour le calcul du plafond sur le taux d'intérêt pour la microfinance est en cours de préparation. Une commission de réflexion, composée de représentants de la Banque centrale de Tunisie, du Ministère des finances, et de l'ACM, a été formée pour la préparation de cet arrêté.

Les principes centraux de cette réglementation future sont (1) une tarification responsable et (2) la pérennité du secteur de la microfinance.

Comment aligner ces deux concepts tout en améliorant l'inclusion financière à travers un secteur de la microfinance efficace et florissant demeure la question centrale de ce travail.

Une étude sera engagée afin notamment de présenter des exemples des meilleures pratiques internationales sur le plafonnement des taux d'intérêt et élaborer une série de recommandations à l'attention de la commission de réflexion.

Cette étude débutera au cours de l'année 2017 selon un calendrier bien défini.

3. L'Observatoire de l'inclusion financière :

L'article 93 de la loi n° 2016-35 du 25 avril 2016, portant fixation du statut de la Banque centrale de Tunisie stipule « Il est institué auprès de la banque centrale un observatoire dénommé «observatoire de l'inclusion financière» ayant pour objectifs l'évaluation et le suivi de l'évolution d'accès aux services financiers en Tunisie ».

Conformément à son article 94 : « L'intervention de l'observatoire couvre toutes les données relatives à l'accès et l'utilisation des informations financières et non financières ainsi que les données relatives à la qualité des services financiers et leur effet dans l'amélioration des conditions de vie de la classe qui n'est pas en mesure d'accéder à ces services.

L'observatoire est chargé notamment :

- de la collecte des données et des informations relatives à l'accès aux services financiers et leur exploitation et la mise en place à cette fin d'une base de données,
- du suivi de la qualité des prestations de services fournies par les établissements exerçant dans le secteur financier, notamment sur le plan de satisfaction des besoins de la clientèle,
- d'informer et de renseigner sur les services et produits financiers et leur coût,
- d'établir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de mesurer le coût des services financiers et leur degré de satisfaction de la clientèle et le degré d'inclusion financière,

- d'émettre des recommandations aux établissements exerçant dans le secteur financier et aux médiateurs bancaires dans la limite des attributions de l'observatoire,
- d'examiner les rapports des médiateurs bancaires et d'établir un rapport annuel sur la médiation bancaire.
- de réaliser des études sur les services financiers et leur qualité et d'organiser des consultations sectorielles à cet effet,
- d'aider le gouvernement dans l'élaboration des politiques et programmes visant à promouvoir le champ de l'inclusion financière,

L'observatoire peut dans le cadre de l'accomplissement des missions qui lui sont assignées, collecter toute information servant à son activité.

Il peut aussi conclure des conventions d'échange d'informations avec les différents organismes publics intéressés et les autorités de régulation en vue de réaliser ses objectifs.

La liste des administrations et établissements intéressés par l'intervention de l'observatoire est fixée par décret gouvernemental ».

Par ailleurs, l'article 96 de la même loi stipule que la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement de l'observatoire sont fixées par décret gouvernemental.

Rapports du commissaire aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31/12/2016



SOMMAIRE

- RAPPORT GENERAL
- RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

■ ANNEXES:

- 1- Bilan au 31/12/2016
- 2- État de résultat
- 3- État de flux de trésorerie
- 4- Notes aux états financiers

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016



Messieurs les membres du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM

1- En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2016 tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

2- Nous avons audité les états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2016 et faisant apparaître un total net bilan de 1.290.416 D et un résultat bénéficiaire de 652.852 D

Ces états financiers ont été préparés et présentés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'ACM, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementations en vigueur. Cette responsabilité comprend :

la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité du commissaire aux comptes

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

4- Les états financiers de l'exercice 2016 ont été préparés et présentés conformément aux normes comptables tunisiennes. Ils ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice précédent.

Opinion sur les états financiers

5- À notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Vérifications spécifiques

6- Nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le rapport d'activité de l'exercice 2016. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport.

7- Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons analysé le système de contrôle interne, et nous avons présenté nos remarques et recommandations relatives aux procédures administratives, financières et comptables dans un rapport distinct.

Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Tunis le, 04 avril 2017
P/ ICCA
Anis SMAOUI

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

Tunis le, 04 avril 2017

P/ ICCA
Anis SMAOUI

BILAN

de l'exercice clos le 31 /12 2016

(chiffres exprimés en dinars)

ACTIFS	NOTE	31/12/2016	31/12/2015
Actifs non courants			
<i>Actifs immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	858 335,223	794 438,860
Moins : amortissements immobilisations incorporelles		-363 884,849	-96 492,237
Immobilisations incorporelles		494 450,374	697 946,623
Immobilisations corporelles	4.1.2	316 359,438	224 055,637
Moins : amortissements immobilisations corporelles		-130 497,536	-83 617,903
Immobilisations corporelles		185 861,902	140 437,734
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	20,000
Moins : amortissements immobilisations financières		0,000	0,000
Immobilisations financières		20,000	20,000
Total des actifs immobilisés		680 332,276	838 404,357
Total des actifs non courants		680 332,276	838 404,357
Actifs courants			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	13 978,843	14 688,564
Moins : provisions		0,000	0,000
Autres actifs courants		13 978,843	14 688,564
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	350 000,000	300 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	246 104,714	239 874,675
Total des actifs courants		610 083,557	554 563,239
TOTAL DES ACTIFS		1 290 415,833	1 392 967,596

BILAN

de l'exercice clos le 31 /12 2016

(chiffres exprimés en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres			
Fond de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissement nettes	4.1.7	505 923,980	797 855,665
Résultats reportés		41 069,248	15 295,990
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		546 993,228	813 151,655
Résultat de l'exercice		652 851,606	25 773,258
Total des capitaux propres avant affectation		1 199 844,834	838 924,913
Passifs			
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	6 138,003	3 800,000
Autres passifs courants	4.1.9	84 432,996	550 242,683
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
Total des passifs courants		90 570,999	554 042,683
Total des passifs		90 570,999	554 042,683
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		1 290 415,833	1 392 967,596

ÉTAT DE RESULTAT

de l'exercice clos le 31 /12 2016

(chiffres exprimés en dinars)

		31/12/2016	31/12/2015
Produits d'exploitation			
Contributions IMF	4.2.1	635 540,992	0,000
Subventions d'exploitation	4.2.2	526 818,248	326 980,432
Autres produits d'exploitation	4.2.3	291 931,685	108 788,264
Total des produits d'exploitation		1 454 290,925	435 768,696
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.4	18 239,935	9 968,978
Charge du personnel	4.2.5	382 289,115	205 424,316
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	314 272,245	137 594,434
Autres charges d'exploitation	4.2.7	111 652,691	82 780,968
Total des charges d'exploitation		826 453,986	435 768,696
Résultat d'exploitation		627 836,939	0,000
Charges financières nettes		0,000	0,000
Produits des placements	4.2.8	25 014,667	25 773,258
Autres gains ordinaires		0,000	0,000
Autres pertes ordinaires		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires avant impôt		652 851,606	25 773,258
Impôt sur les bénéfices		0,000	0,000
Résultat des activités ordinaires après impôt		652 851,606	25 773,258
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)			0,000
Résultat net de l'exercice		652 851,606	25 773,258
Effets des modifications comptables			0,000
Résultats après modifications comptables		652 851,606	25 773,258

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 /12 2016

(chiffres exprimés en dinars)

(Méthode autorisée)

	31/12/2016	31/12/2015
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net de l'exercice	652 851,606	25 773,258
<i>Ajustement pour :</i>		
- Amortissements et provisions	314 272,245	137 594,434
- Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat	-291 931,685	-108 788,264
<i>Variation des :</i>		
- créances	0,000	0,000
- autres actifs	-422 190,964	343 463,203
- fournisseurs et autres dettes	-90 570,999	-181 961,425
Plus ou moins values de cession	0,000	0,000
Transfert de charges	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation	162 430,203	216 081,206
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-156 200,164	-802 693,921
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,000	0,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières	0,000	-20,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières	0,000	0,000
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements	-156 200,164	-802 713,921
Flux de trésorerie liés au financement		
Subvention d'investissement	0,000	799 913,921
Remboursement d'emprunts	0,000	0,000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	0,000	799 913,921
Variation de trésorerie	6 230,039	213 281,206
Trésorerie au début de l'exercice	239 874,675	26 593,469
Trésorerie à la clôture de l'exercice	246 104,714	239 874,675

NOTE 1- PRESENTATION DE L'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargée :

* d'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,

* d'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances.

* de contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,

* de désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,

* de prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,

* de prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,

* de proposer, avec justification, au mi-

nistre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,

* de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,

* d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

NOTE 2- RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DT).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

NOTE 3- LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3-1- Les subventions d'investissement :

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3-2- Les subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation reçues de l'État sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

À la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention

afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant.

À cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3-3 - Valeurs Immobilisées :

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux d'amortissement
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatique	33%

3 - 4- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre du DGELF en date du 08/01/2013 qui précise que :

* En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique la retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

* En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique la retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

NOTE 4- NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 858.335 DT au 31/12/2016 contre 794.439 DT au 31/12/2015. Soit une augmentation de 63.896 DT.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 494.450 DT au 31/12/2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2016	Amort. au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
Licence	10.134	6.517	3.616
Site web subventionné par GIZ	17.450	12.541	4.909
Logiciels	1.294	504	789
Logiciels subventionnés par GIZ	14.893	6.324	8.569
Centrale des risques (*)	814.565	337.998	476.567
Total	858.335	363.885	494.450

(*) Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
GIZ	256.683
La Banque Mondiale	496.640
ACM	61.242
Total	814.565

De même, l'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- * la définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la Centrale des risques de la microfinance
- * l'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- * l'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions.

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- * l'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- * le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- * les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Immobilisations corporelles

Le total brut des immobilisations corporelles s'élève à 316.359 DT au 31/12/2016.
La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 185.862 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2016	Amort. au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
Equipements de bureau	25.869	6.953	18.916
Matériel informatique	11.004	11.004	0.000
Centrale des risques	92.304	4.805	87.499
Matériel de transport	94.460	54.698	39.762
Equipements de cuisine	92	92	0
Equipements de bureau subventionné par GIZ	48.622	17.022	31.600
Matériel informatique subventionné par GIZ	42.252	35.265	6.987
Equipements de cuisine subventionnés par GIZ	1.757	659	1.098
Total	316.359	130.498	185.862

4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à un total brut de 20 DT. Il s'agit d'un cautionnement.

4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 13.978 DT au 31/12/2016 contre 14.689 DT au 31/12/2015, soit une diminution de 711 DT.

Les autres actifs courants au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Fournisseurs-avances et acomptes	-	100	-100
Produits à recevoir (revenu de placement)	5	453	-448
Charges constatées d'avance ⁽¹⁾	13.973	14.135	-162
Total	13.978	14.688	-710

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Loyer	3.197	2.965	232
Frais internet	5.198	5.198	-
Tickets restaurant	3.870	3.800	70
Prime d'assurance	1.709	1.771	-62
Stock bons carburants	-	401	-401
Total	13.973	14.135	-161

4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 350.000 DT au 31/12/2016 contre 300.000 DT au 31/12/2015.

Ils proviennent des subventions encaissées mais non encore utilisées et des contributions des IMF au titre de l'exercice 2015.

4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 246.105 DT au 31/12/2016 contre 239.875 DT au 31/12/2015, soit une augmentation de 6.230 DT.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Banque BH	245.732	239.460	6.272
Caisse	373	415	-42
Total	246.105	239.875	6.230

¹ La partie corporelle de la centrale des risques de la microfinance correspond à des équipements informatiques.

4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Elles s'élèvent à 505.924 DT au 31/12/2016 contre 797.856 DT au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2016
Subventions investissements GIZ (Equipement de bureau et matériel informatique) (1)	125.837
Subventions publiques (2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques) (3)	753.323
Total subventions investissement	949.160
Subventions investissement inscrites aux résultats (4)	-443.236
Subventions d'investissement nettes	505.924

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	33.206
Equipements de bureau	48.622
Equipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	42.252
Total	125.837

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
Total	70.000	

(3) Il s'agit de la quote-part de GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la microfinance

(4) Il s'agit de la somme des quotes-parts des subventions d'investissements inscrites au compte de résultat des exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 et se détaille comme suit :

Désignation	Quote part des subventions d'investissement inscrite au compte de résultat
Quote-part Subventions d'investissements 2013	5.628
Quote-part Subventions d'investissements 2014	36.888
Quote-part Subventions d'investissements 2015	108.788
Quote-part Subventions d'investissements 2016	291.932
Total	443.236

4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 6.138 DT au 31/12/2016 contre 3.800 Dt au 31/12/2015. Soit une augmentation de 2.338 DT.

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés se détaille comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Société Servimax	3.870	-	3.870
Société ProSystems	2.268	-	2.268
Société Bonus	-	3.800	-3.800
Total	6.138	3.800	2.338

4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 84.433 DT au 31/12/2016 contre 550.242 DT au 31/12/2015, soit une diminution de 465.809 DT.

Les autres passifs courants au 31/12/2016 se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Personnel-Rémunérations dues	1.808	3.063	-1.255
Congés à payer	25.543	0.000	25.543
Etat- Impôts et taxes	10.383	9.662	721
CNRPS	18.543	319	18.224
Retenue ORANGE	20	0.000	20
Retenue PRET/CNRPS	458	0.000	458
Charges à payer (1)	22.925	10.380	12.454
Produit de Placement perçu d'avance	4.751	0.000	4.751
Subventions perçues d'avance (2)	0.000	526.818	-526.818
Total	84.433	550.242	-465.809

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Frais télécommunication VOIP ACCES 3TR 2016	540	-	540
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR 2016	568	-	568
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR 2016	107	112	-5
Frais télécommunication FAST LINK 4TR 2016	1.859	1.859	-
Frais électricité 2016	4.800	-	4.800
Frais eau (novembre-décembre)	42	34	8
Honoraires CAC 2016	4.000	3.000	1.000
Rappel sur Salaire	11.009	-	11.009
Honoraires assistance comptable 2015	-	5.376	-5.376
Total	22.925	10.380	12.545

(2) Les subventions perçues d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation au titre de 2012	80.000	25/01/2013
Subvention d'exploitation au titre de 2013	500.000	04/12/2013
(-) Total des charges de l'année 2013	-114.589	
(+) quote-part subvention d'investissement 2013	5.628	
Subvention reportée à l'année 2014	471.039	
Subvention d'exploitation au titre de 2014	500.000	09/12/2014
(-) Total des charges de l'année 2014	-304.127	
(+) quote-part subvention d'investissement 2014	36.888	
Subvention à reporter à l'année 2015	703.800	
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
(-) Total des charges de l'année 2015	-435.769	
(+) quote-part subvention d'investissement 2015	108.788	
Subvention à reporter à l'année 2016	526.818	
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
(-) Total des charges de l'année 2016	-826.454	
(+) quote-part subvention d'investissement 2016	291.932	
Subvention à reporter à l'année 2017 (1)	0.000	

(1) La subvention reportée et la quote-part de subvention d'investissement inscrit au compte de résultat de l'exercice 2016 n'ont pas pu couvrir les charges du même exercice, un reliquat de 7.704 DT a été couvert par les revenus (Contribution et Produits de placement) de l'exercice 2016

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Contribution des IMF

Les contributions des Institutions de Microfinance au titre de 2015 s'élèvent à 635.541 D encaissées en 2016. Ce montant se détaille comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
ENDA TAMWEEL	416.307	30/06/2016
ASAD TAMWEEL	933	21/06/2016
ADVANS Tunisie	56.548	29/06/2016
TAYSIR MICROFINANCE	60.000	28/06/2016
CFE	41.753	30/06/2016
MICROCRED TUNISIE	60.000	30/06/2016
Total Contributions	635.541	

4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 526.818 DT en 2016 contre 326.980 DT en 2015, soit une augmentation de 199.838 DT.

Ce montant se détaille comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation reportée de 2015	526.818	31/12/2015
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
Subvention d'exploitation à reporter à 2017	0.000	
Subvention d'exploitation représentant le revenu de 2016	526.818	

4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 291.932 DT, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année des biens dont l'acquisition est financée par la GIZ, l'Etat et la Banque Mondiale.

Désignation	Valeur brute au 31/12/2016	Amort. au 31/12/2016	Valeur nette au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles	786.529	262.034	432.108
Immobilisations corporelles	162.630	29.898	73.816
Total	949.159	291.932	505.924

4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 18.240 DT en 2016 contre 9.969 DT en 2015, soit une augmentation de 8.271 DT.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Carburant	10.731	9.420	1.311
Fournitures de bureau	1.807	32	1.775
Achats divers	605	432	173
Eau	297	85	212
Electricité	4.800	0	4.800
Total	18.240	9.969	8.271

4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 382.289 DT en 2016 contre 205.424 DT en 2015, soit une augmentation de 176.865 DT.

Elles se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Salaires du personnel	296.200	174.602	121.598
Charges sociales légales	51.270	25.591	25.679
Avantages en nature (tickets restaurant)	9.276	5.231	4.045
Congés payés	25.543	0.000	25.543
Total	382.289	205.424	176.865

4.2.6- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 314.272 DT en 2016 contre 137.594 DT en 2015, soit une augmentation de 176.678 DT. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 111.653 DT en 2016 contre 82.781 DT en 2015, soit une augmentation de 28.872 DT.

Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Loyer	37.949	35.493	2.456
Entretiens et réparations	3.498	2.853	645
Assurance	2.845	2.688	157
Etudes, recherches et divers sces ext.	0	452	-452
Rémunérations d'intermédiaires (1)	8.857	8.446	411
Publications journaux	400	498	-98
Frais d'impression	10.358	0	10.358
Frais déplacement et missions	3.065	2.067	998
Frais de réception	552	520	32
Frais de télécommunication et internet	16.743	9.102	7.641
Redevance, Brevets et Licences	18	0	18
Jetons de présence	17.200	11.200	6.000
Services bancaires	262	280	-18
FOPROLOS	3.112	1.627	1.485
Droit d'enregistrement et de timbre	0	360	-360
Taxes/véhicules	750	673	77
Autres droits (R/S sur placements)	6.043	5.064	979
Autres services extérieurs liés à une modification comptable	0	1.459	-1.459
Total	111.653	82.781	28.872

(1) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2016	2015	Variation
Honoraires mission CAC 2015	1.327	3.070	-1.743
Honoraires mission 2016	3.501	-	3.501
Visite médicale	30	-	30
Honoraires mission CAC 2016	4.000	-	4.000
Honoraires assistance comptable 2015	-	5.376	-5.376
Total	8.857	8.446	411

4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 25.015 DT en 2016 contre 25.773 DT en 2015, soit une diminution de 758 DT.

Désignation	2016	2015	Variation
Produits de placement	25.015	27.773	-758
Total	25.015	27.773	-758

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2016 montre ce qui suit :

Désignation	2016	2015	Variation
La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	239.875	26.593	213.282
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	162.430	216.081	-53.651
la trésorerie provenant des activités d'investissement s'élève à :	-156.200	-802.714	646.514
la trésorerie provenant des activités de financement s'élève à :	-	799.914	-799.914
La trésorerie est positive. Elle s'élève à :	246.105	239.875	6.230

4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.



التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2016

السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

طبقا للتشريع المعمول بها، لنا الشرف باعلامكم انه لم يقع اعلامنا من طرف إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير بوجود اتفاقيات أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأحد أعضاء مجلس الإدارة. كما انه خلال القيام بأعمالنا لم نتعرض لوجود أي اتفاقيات أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأعضاء مجلس الإدارة تدخل في هذا الإطار.

تونس في 4 أفريل 2017

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

أنيس السماوي

5- في رأينا، ان القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير صحيحة وصادقة وتعبير بصورة وفيية، لكل ما هو هام نسبيا، على الوضعية المالية و عن نتائج اعمالها و تدفقاتها النقدية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2016 طبقا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموما بالبلاد التونسية.

المراجعة الخصوصية

6- ان المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات سلطة رقابة التمويل الصغير المعروضة في تقرير مجلس الإدارة وضمن الوثائق المعروضة على المساهمين هي مطابقة للمعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية.

7- طبقا للتشريع المعمول بها، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية. وتم تقديم ملاحظاتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد. وتجدر الإشارة إلى ان فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية وباعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهريّة من شأنها ان تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

تونس في 4 أفريل 2017

عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق

أنيس السماوي

التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2016

السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

1- تنفيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت لنا من طرفكم، نقدّم إليكم فيما يلي تقرير مراقبتنا للقوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير المختومة في 31 ديسمبر 2016.

مسؤولية الإدارة في إعداد وعرض القوائم المالية

2- إن القوائم المالية المختومة في 31 ديسمبر 2016 تبرز مجموعاً صافياً للموازنة بمقدار 1,290,416 ديناراً ونتيجة إيجابية صافية 652,852 ديناراً.

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقاً لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشريع المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.

مسؤولية مراقب الحسابات

3- إن مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناءً

على عملية التدقيق. لقد انجزنا أعمالنا وفقاً لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للوصول إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع اختيار هذه الإجراءات بالاعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهريّة، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ. وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الاعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الرأي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييماً لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييماً لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام، وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأينا.

4- وقع إعداد وعرض القوائم المالية لسنة 2016 طبقاً للمعايير المحاسبية التونسية وكذلك حسب نفس القواعد والطرق المحاسبية المعمول بها سابقاً.

تقارير مراقب
الحسابات حول القوائم
المالية للسنة المختومة
في 31 ديسمبر 2016



- والمعهد الوطني للإحصاء، والهيئة العاقبة للتأمين وخبراء، في قطاع التمويل الصغير، الاقتراحات لإنشاء هذا المرصد. وقد تمّ تبني المقترح المتمثّل في توسيع مجال تدخّل مرصد الخدمات المصرفية ليشمل مختلف الجوانب المتعلقة بالإدماج المالي.
- وتابع جودة الخدمات التي تسديها المؤسسات الناشطة في القطاع المالي على مستوى تلبية حاجيات الحرفاء، خاصة، الإعلام والإرشاد عن الخدمات والمنتجات المالية و تكلفتها ،
- ويرجع التوجّه نحو هذا الخيار إلى أنّ مرصد الإدماج المالي سيتمكّن، عن طريق البنك المركزي، من اكتساب الصلاحيات والمؤهلات التقنية للتمكّن من أهمّ العناصر الهامة للإدماج المالي في تونس.
- وضع مؤشرات نوعية وكمية تمكّن من معرفة كلفة الخدمات المالية ومدى استجابتها لطلبات الحرفاء ودرجة الإدماج المالي،
- اصدار توصيات إلى المؤسسات الناشطة في القطاع المالي والموفقين المصرفيين في حدود اختصاص المرصد،
- دراسة تقارير الموفقين المصرفيين واعداد تقرير سنوي حول التوفيق المصرفي،
- القيام بدراسات حول الخدمات المالية وجودتها وتنظيم استشارات قطاعية في الغرض،
- مساعدة الحكومة في وضع السياسات والبرامج الهادفة إلى النهوض بمجال الإدماج المالي.
- ويمكن للمرصد في إطار إنجاز المهام المناطة بعهدته جمع كل معلومة تساعده في نشاطه. كما يمكن له إبرام اتفاقيات تبادل معلومات مع مختلف الهياكل العمومية المعنية والهيئات التعديلية لتحقيق أهدافه.
- وتضبط قائمة المؤسسات والإدارات المعنية بتدخل المرصد بأمر حكومي.
- ومن جهة أخرى نصّ الفصل 96 من نفس القانون أنّ تركيبة المرصد وقواعد سيره وتنظيمه سيتمّ ضبطها بأمر حكومي.
- والمعهد الوطني للإحصاء، والهيئة العاقبة للتأمين وخبراء، في قطاع التمويل الصغير، الاقتراحات لإنشاء هذا المرصد. وقد تمّ تبني المقترح المتمثّل في توسيع مجال تدخّل مرصد الخدمات المصرفية ليشمل مختلف الجوانب المتعلقة بالإدماج المالي.
- ويرجع التوجّه نحو هذا الخيار إلى أنّ مرصد الإدماج المالي سيتمكّن، عن طريق البنك المركزي، من اكتساب الصلاحيات والمؤهلات التقنية للتمكّن من أهمّ العناصر الهامة للإدماج المالي في تونس.
- وتمّ على إثر ذلك، تبني هذا المقترح وتكريسه بالقانون عدد 35 لسنة 2016 المؤرخ في 25 أفريل 2016 والمتعلّق بضبط النظام الأساسي للبنك المركزي التونسي. حيث أن الفصول 93، 94، 95 و96 من هذا القانون نصّت على إحداث مرصد الإدماج المالي لدى البنك المركزي التونسي وحدّدت أهدافه ومهامه، وموارده وأعلنت أن تركيبته وطرق تنظيمه وتسييره سيتمّ ضبطها بمقتضى أمر حكومي.
- ويهدف هذا المرصد إلى تقييم ومتابعة تطوّر النفاذ إلى الخدمات المالية في تونس ويشمل كل المعطيات المتعلقة بالنفاذ واستعمال المعطيات المالية وغير المالية وكذلك المعطيات الخاصة بجودة هذه الخدمات المالية ودورها في تحسين ظروف عيش الفئات التي لم يتسنى لها النفاذ إلى هذه الخدمات.
- ويتولى المرصد خاصة:
- جمع المعطيات والمعلومات المتعلقة بالنفاذ إلى الخدمات المالية واستعمالها وإرساء قاعدة بيانات في الغرض،

1- ورشة عمل حول « نحو استراتيجية جديدة -2 دراسة حول التسعيرة المسؤولة للعمليات المتعلقة بالتمويل الصغير للإدماج المالي في تونس »

نظمت وزارة المالية بالتعاون مع الوكالة الفرنسية للتنمية والوكالة الإيطالية للتعاون من أجل التنمية ورشة عمل افتتحتها السيد وزير المالية.

حرصا منها على وضع الآليات الداعمة للإدماج المالي في تونس، أكدت وزارة المالية أن هذه الورشة تمثل فرصة للتفكير في البرامج والخطوات الواجب القيام بها حتى يساهم القطاع المالي بشكل أفضل في الإدماج الاقتصادي والاجتماعي ويمثل دفعا لتطوير المؤسسات التي تساهم في خلق القيمة الإضافية ومواطن الشغل. تبعا لذلك، وبالتوافق مع مختلف الأطراف المتدخلة من وزارات وهيئات الرقابة والجهات المانحة، دعت وزارة المالية إلى إعداد ووضع استراتيجية للإدماج المالي المسؤول بداية من الثلاثي الأخير من سنة 2016.

وتعود الحاجة إلى إرساء هذه الاستراتيجية خاصة إلى أنه بالرغم من الجهود المبذولة في السنوات الأخيرة، بينت الدراسات الحديثة أن نسبة الإدماج المالي للتونسيين لا تزال ضعيفة (36%)، حيث أن 64% من الفئات التي تجاوزت سن الخامسة عشر لا يمكنها النفاذ أو تستغل بصفة محدودة جدًا الخدمات المالية المنظمة، كما بينت نفس الدراسات أيضا أنه من 30% إلى 40% من الأفراد وتقريبا نصف الشركات الميكروية والشركات المتناهية الصغر ليس بإمكانهم النفاذ إلى الخدمات المالية أو يتمتعون بخدمات غير ملائمة. كما تجدر الإشارة أيضا إلى أنه بالرغم من التغطية الواسعة لشبكات الهاتف الجوّال، يبقى استخدام الخدمات المالية عبر الجوال محدودا جدًا.

ومثلت هذه الورشة فرصة لرسم الواقع الحالي للإدماج المالي في تونس وإعداد المحاور الرئيسية لاستراتيجية الإدماج المالي 2016-2020. إضافة إلى ذلك تم الاتفاق على تحديد جدول زمني لإعدادها وتنفيذها.

صدر في شهر أوت 2016، قرار من وزير المالية يتعلّق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير يلزم مؤسسات التمويل الصغير باعتماد «تسعيرة مسؤولة تكون فيها الشروط والطرق محددة بصفة تناسب الحرفاء، تأخذ بعين الاعتبار المصاريف الفعلية اللازمة لإسناد هذه القروض وخاصة كلفة الموارد وعمليات الإحاطة والتكوين ومصاريف الاستغلال. وتعتبر مشطة كل تسعيرة غير مرتبطة بالتكلفة الفعلية والمعقولة لتقديم الخدمة المسداة».

ومن جهة أخرى، يتم حاليًا إعداد مشروع قرار يتعلّق بطريقة احتساب سقف نسبة الفائدة للتمويل الصغير. وتم تكوين لجنة في الغرض تضم ممثلين عن البنك المركزي التونسي ووزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير. ويتمثل الهدف الرئيسي من هذا القرار في (1) ضمان تسعيرة مسؤولة لفائدة الحرفاء من جهة و (2) تحقيق ديمومة قطاع التمويل الصغير من جهة أخرى. ويبقى السؤال المطروح في هذا الإطار هو كيف يمكن التوفيق بين هاذين المفهومين بهدف تطوير الإدماج المالي في تونس والمحافظة في نفس الوقت على قطاع تمويل صغير ناجح ومزدهر.

وفي هذا الصدد، سيتم إعداد دراسة تهتمّ خاصة بتقديم أمثلة عن أفضل التجارب والممارسات الدولية فيما يتعلّق بتحديد سقف سعر الفائدة وإعداد جملة من المقترحات إلى اللجنة المكلفة بإعداد مشروع القرار المذكور.

وسيتم الشروع في إعداد هذه الدراسة خلال سنة 2017 وفق رزنامة يتمّ ضيها مسبقا.

3- مرصد الإدماج المالي:

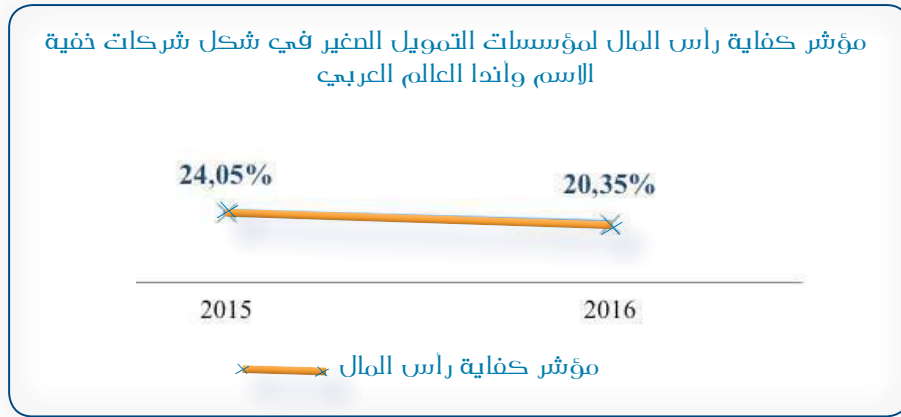
درست لجنة القيادة المحدثة بهدف تأطير إطلاق المرصد والتي يتكوّن أعضاؤها من ممثلين عن وزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير والبنك المركزي ومرصد الخدمات المصرفية

حركة تطور قطاع التمويل الصغير.



• انخفض مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وانداء العالم العربي من 24,05% سنة 2015 إلى 20,35% سنة 2016.

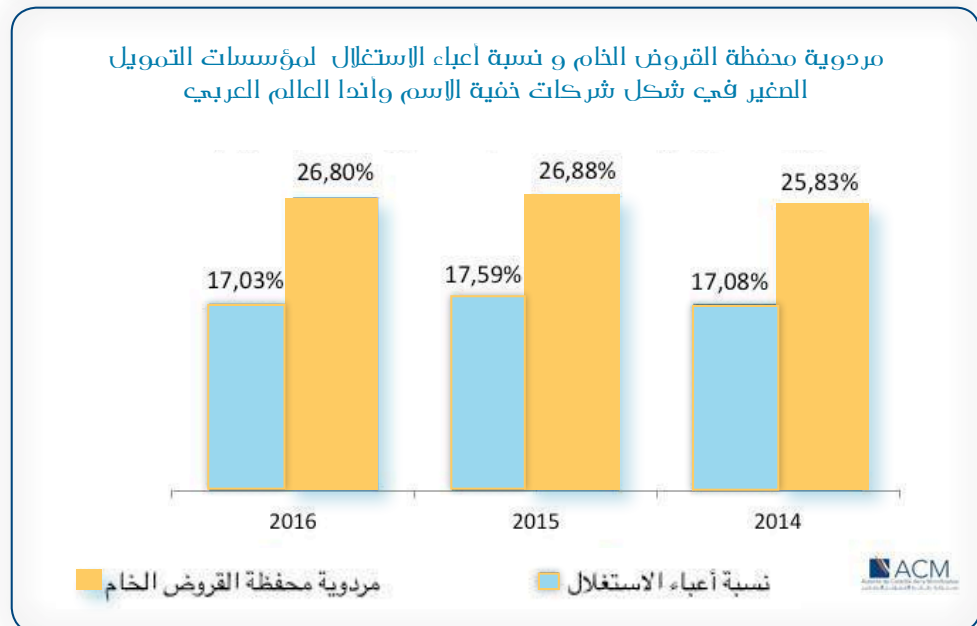
2016	2015	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وانداء العالم العربي
90 395 672	79 570 766	الاموال الذاتية المأففة
444 291 124	330 857 630	الاموال المرجحة وفقه حصص المخاطر
20,35%	24,05%	مؤشر كفاية رأس المال



2. المؤشرات المالية

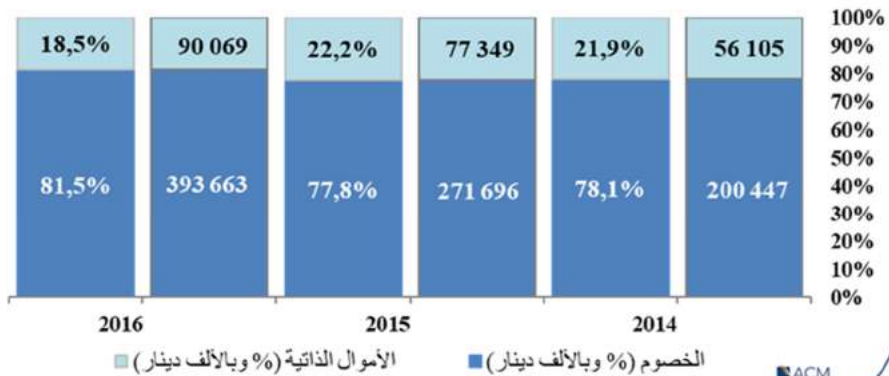
شهد مؤشري مردودية الأموال الذاتية ومردودية الأصول انخفاضا ملحوظا خلال الفترة 2014-2016
 فيم شهدت مؤشرات الاكتفاء الذاتي العملياتي ونسبة اعباء الاستغلال ومردودية محفظة القروض الخام
 استقرارا خلال نفس هذه الفترة.

السنة			النسب المالية التقديرية لمؤسسات التمويل المغبر في شكل شركات خفية الاسم واندا العالم العربي
2016	2015	2014	
0,58%	6,50%	12,27%	مردودية الأموال الذاتية (ROE)
0,12%	1,43%	%2,69	مردودية الأصول (ROA)
102,86%	101,49%	%102,52	الاكتفاء الذاتي العملي (ASO)
17,03%	17,59%	%17,08	نسبة اعباء الاستغلال
26,80%	26,88%	%25,83	مردودية محفظة القروض الخام



نسب النمو		المجموع			المعطيات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وأنداء العالم العربي
2015 2016	2014 2015	2016	2015	2014	
المعطيات حول الموارد					
37,74%	36,01%	480 652 403	348 944 847	256 552 246	مجموع الأصول
32,59%	38,22%	419 679 655	316 527 374	228 996 270	مستحقات عملاء الدفءاء
-65,49%	43,67%	(4 506 759)	(13 058 828)	(9 089 490)	(طرح) مدفوعات لإلتفاه قيمة مساهبات الدفءاء
44,16%	35,49%	391 538 881	271 595 648	200 447 339	مجموع الضموم
15,21%	37,87%	89 113 524	77 349 199	56 104 907	مجموع الأموال الفاتية
294,47%	198,78%	94 286 600	23 902 000	8 000 000	الراس مال الإلتفاه
المعطيات حول قائمة النتلج					
34,53%	42,64%	99 060 826	73 634 816	51 624 348	مجموع إيرادات الإلتغال أنشطة التمويل الصغر
51,58%	66,84%	47 021 588	31 021 614	18 593 421	قوائد و مداخل مماثلة
22,12%	28,74%	51 639 849	42 285 618	32 845 833	مداخل ألتف عملاء القروض الصغرة
39,90%	51,17%	25 873 728	18 494 302	12 233 885	مجموع ألتغال أنشطة التمويل الصغر
32,73%	39,98%	73 187 098	55 140 514	39 390 463	النتلج الطاقف أنشطة التمويل الصغر
41,99%	35,49%	44 332 541	31 221 510	23 043 430	ألتغال ألتغال
10,99%	50,33%	15 471 623	13 939 245	9 272 661	ألتغال ألتغال للإلتغال
50,24%	-27,70%	5 539 700	3 687 282	5 099 976	نتلجة الإلتغال
-88,83%	-26,17%	484 339	4 337 390	5 874 602	نتلجة السنة المحاسبية

التركيبية المالية الموحدة لمؤسسات التمويل الصغر في شكل شركات خفية الاسم وأنداء العالم العربي من سنة 2014 إلى سنة 2016



• بلغت خصوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2016، 391,5 مليون دينار مقابل 200,5 مليون دينار في موفى سنة 2014، مسجلة بذلك نسبة ارتفاع سنوية تقدر بـ 40 % خلال هذه الفترة.

• بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2016، 99 مليون دينار مقابل 51,6 مليون دينار سنة 2014 و73,6 مليون دينار سنة 2015، مسجلاً بذلك نسبة ارتفاع سنوية تقدر بـ 38 % خلال هذه الفترة.

• ارتفع مجموع الناتج الصافي لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 39,4 مليون دينار في موفى سنة 2014، إلى 55,1 مليون دينار في موفى سنة 2015، ليبلغ 73,1 مليون دينار في نهاية سنة 2016.

• بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2016، 5,5 مليون دينار متكوّنة من نتيجة استغلال إيجابية لشركة اتدا تمويل في حدود 12,5 مليون دينار ومجموع نتائج استغلال سلبية لبقية مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم قدر بـ 7 مليون دينار.

• بلغت النتيجة المحاسبية الصافية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2016، حوالي 485 ألف دينار، مقابل 5,8 مليون دينار سنة 2014. ويعزك هذا التراجع الملحوظ أساساً إلى الأسباب التالية:

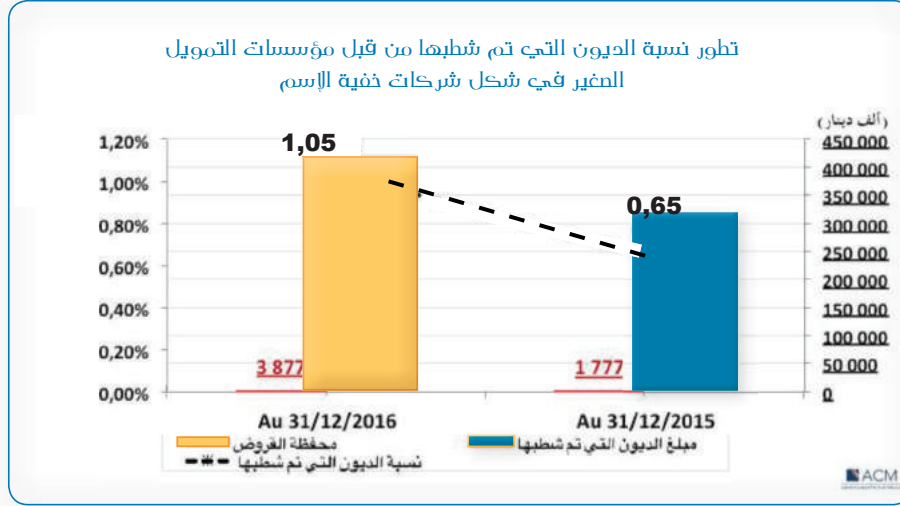
• الانخفاض الهام في النتيجة المحاسبية لشركة اتدا تمويل التي كانت في حدود 11,6 مليون دينار سنة 2014 لتبلغ 7,3 سنة 2016 ويعود ذلك أساساً إلى المساهمة الظرفية الاستثنائية لفائدة ميزانية الدولة والمحددة بـ 7,5 % من المربح الصافية وكذلك الأداء على الشركات المطالبة بدفعه بعنوان سنة 2016 مع العلم أن اتدا العالم العربي كانت معفيّة من دفع هذا الأداء باعتبارها منظمة غير حكومية وهي بالتالي خارج ميدان تطبيق هذه الضريبة.

• النتائج السلبية لبقية مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وبالبلغ مجموعها في موفى 2016، -6,8 - مقابل -115 دينار سنة 2014.

9*2 نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2015-2016:

- بلغت نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2016، 1,05% من معدل محفظة القروض الخام. مقابل 0,65% في موفى سنة 2015.

2016/12/31	2015/12/31	نسبة الديون التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1,05%	0,65%	



10*2 المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

1. معطيات تتعلق بالموازنة وقائمة النتائج

- بلغ مجموع الأصول لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2016 480,6 مليون دينار مقابل 256,5 مليون دينار سنة 2015 و348,9 مليون دينار سنة 2014.
- بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حوالي 89 مليون دينار في موفى سنة 2016 مقابل 56 مليون دينار سنة 2014. مسجلاً بذلك نسبة نموٍ تقدّر بـ 26,7% خلال هذه الفترة. ويعود هذا الارتفاع بالأساس إلى:

- دخول كلٍّ من شركة أدفنس تونس والمركز المالي للباعثين ديز النشاط خلال سنة 2015، والزيتونة تمكين خلال سنة 2016.

- الترفيع في رأس مال بعض الشركات أدفنس 1,8 مليون دينار سنة 2015، المركز المالي للباعثين 1,6 مليون دينار سنة 2015 و3,3 مليون دينار سنة 2016، ميكركراد تونس 5 مليون دينار سنة 2015 و4 مليون دينار سنة 2016، و شركة تيسير للتمويل الصغير بـ 2 مليون دينار سنتي 2014 وكذلك 2016.

- النتيجة المحاسبية الربحية لاند العالم العربي 11,6 مليون دينار في سنة 2015 واند تمويل 7,3 مليون دينار

سنة 2016.

2. خلال سنة 2016:

• سجلت محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي تم التمديد في أجلها والمعاد جدولتها والتي وقع شطبها خلال سنة 2016 ارتفاعاً إذ مرت من 1,49% في موفى شهر جانفي إلى 2,07% نهاية السنة.

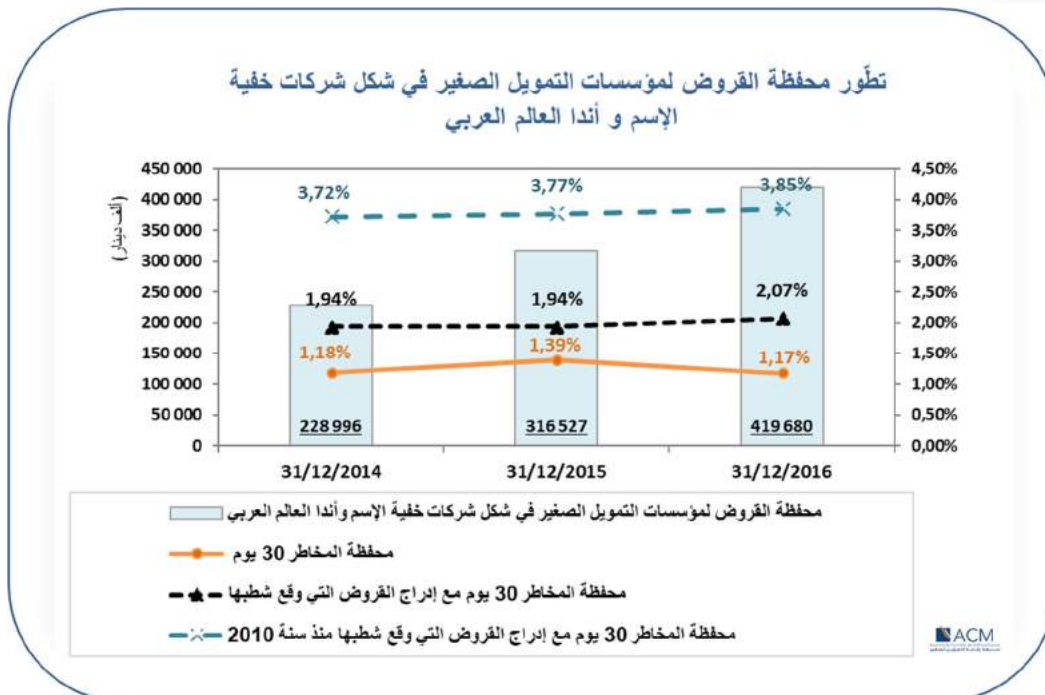
محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل المغير في شكل شركات ذفية الاسم في:
% en	المبلغ بالدينار	% en	المبلغ بالدينار		
1,49%	4 798 390	1,48%	4 767 314	321 294 468	2016/01/31
1,52%	5 050 270	1,51%	4 999 225	331 920 660	2016/02/29
1,59%	5 423 089	1,54%	5 266 634	341 635 002	2016/03/31
1,71%	6 016 593	1,64%	5 778 868	351 998 076	2016/04/30
1,75%	6 337 457	1,66%	6 025 565	362 821 159	2016/05/31
1,84%	6 870 946	1,57%	5 851 225	372 590 797	2016/06/30
1,91%	7 079 355	1,62%	5 982 216	369 305 020	2016/07/31
2,00%	7 512 799	1,69%	6 305 882	374 234 185	2016/08/31
2,01%	7 707 058	1,63%	6 233 083	381 487 992	2016/09/30
2,05%	8 002 250	1,60%	6 219 288	388 251 462	2016/10/31
2,10%	592 490 8	1,58%	6 379 193	402 514 116	2016/11/30
2,07%	8 778 958	1,17%	4 902 020	419 679 655	2016/12/31



8*2 محفظة المخاطر 30 يوم بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1. خلال الفترة 2014-2016:

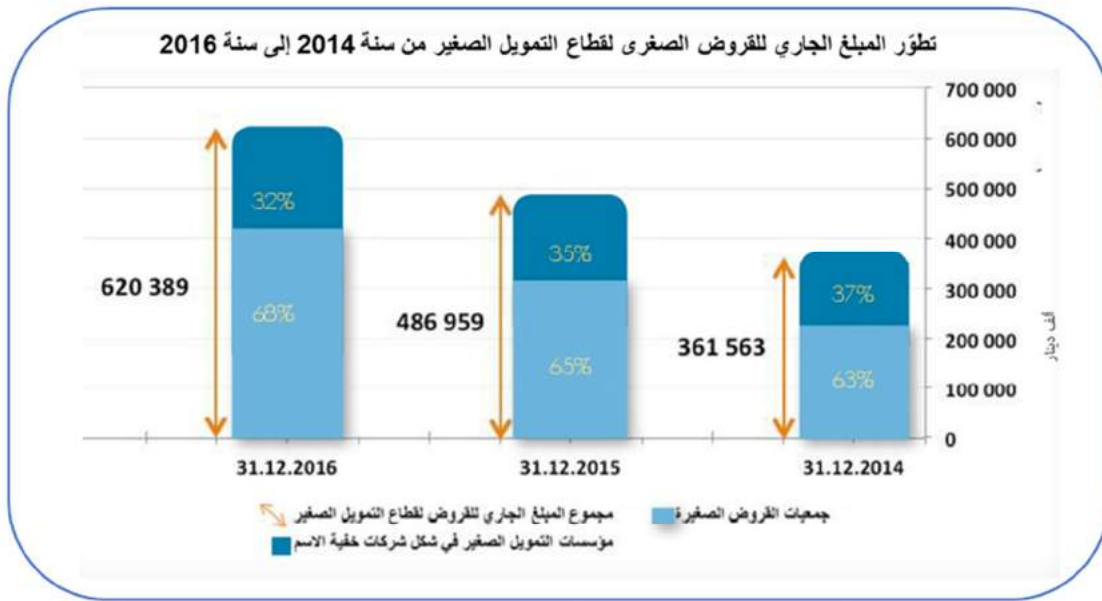
- سجّل مبلغ محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض المدمجة والتي تم التمديد في أجالها وإعادة جدولتها والتي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعاً قدر بـ 42,3% بين سنتي 2015 و 2016 حيث بلغ 8,8 مليون دينار في موفى سنة 2016 مقابل 6,2 مليون دينار في سنة 2015. ويعود ذلك بالأساس إلى التطور الهام الذي شهدته محفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حيث سجّلت نسبة ارتفاع قدرت بـ 35,4% خلال الفترة الممتدة بين 2014 إلى 2016.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض المدمجة والتي تم التمديد في أجالها وإعادة جدولتها والتي وقع شطبها، 2,07% سنة 2016 مقابل 1,94% سنة 2015.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض المدمجة والتي تم التمديد في أجالها وإعادة جدولتها والتي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منذ سنة 2010، 3,85% في موفى 2016 مقابل 3,72% سنة 2014.

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها منذ سنة 2010		محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض بالدينار	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في:
النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار		
3,72%	8 751 171	1,94%	4 481 697	1,18%	2 699 087	228 996 270	31/12/2014
3,77%	12 223 276	1,94%	6 171 192	1,39%	4 394 690	316 527 374	31/12/2015
3,85%	16 607 544	2,07%	8 778 958	1,17%	4 902 020	419 679 655	31/12/2016



الوحدة: ألف دينار

2016.12.31		2015.12.31		2014.12.31		المبلغ الجاري للقروض المصرفية حسب منفحة مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	
419 680	326 710	316 527	289 272	228 996	255 045	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
200 709	غ.م	170 432	غ.م	132 567	غ.م	جمعيات القروض الصغيرة
620 389		486 959		361 563		المجموع



2,7,2 متوسط المبلغ الجاري للقروض النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم:

- سجل معدّل المبلغ الجاري لكل حريف نشيط باعتبار الحرفاء المزدوجين ارتفاعا هاما بين سنتي 2015 و2016 قدر بـ 17,3% وذلك من خلاله ارتفع من 1114 دينار إلى 1342 دينار.
- بلغ معدّل المبلغ الجاري للحرفاء الناشطين دون اعتبار المزدوجين، في 31 ديسمبر 2016، 1359 دينار.
- سجل معدّل المبلغ الجاري للقروض النشيطة ارتفاعا هاما بـ 17,5% ما بين سنتي 2015 و2016 حيث بلغ 1285 دينار مقابل 1094 دينار السنة الفارطة.

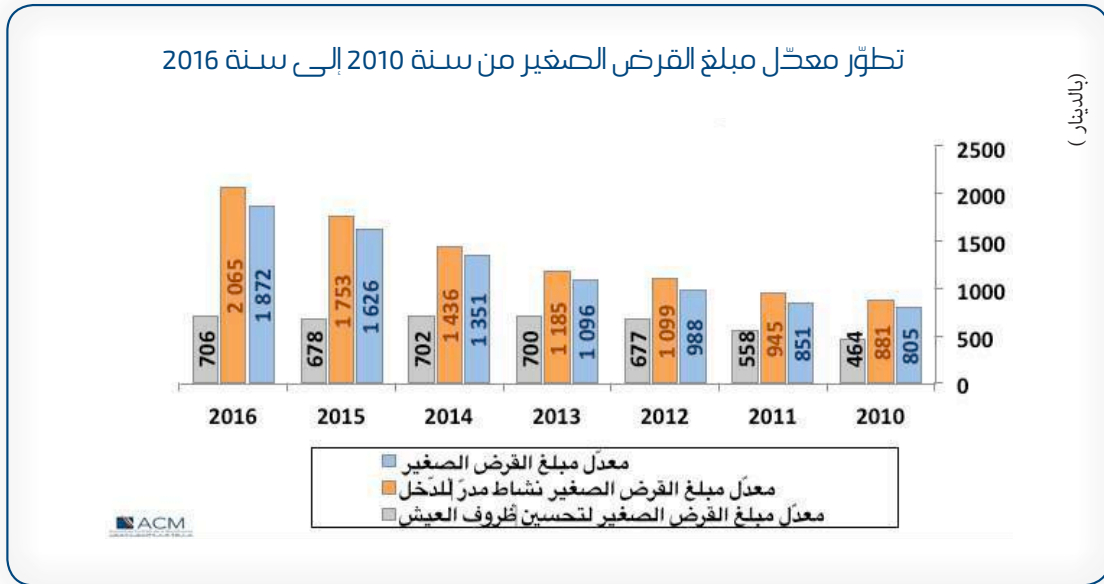
2016.12.31	2015.12.31	2014.12.31	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
419 680	316 527	228 996	المبلغ الجاري للقروض النشيطة بالالف دينار
312 619	276 592	247 995	عدد الحرفاء الناشطين (باعتبار المزدوجين)
326 710	289 272	255 045	عدد القروض النشيطة
1342	1 144	923	معدّل المبلغ الجاري للحرفاء الناشطين باعتبار المزدوجين بالدينار
1 285	1 094	898	معدّل المبلغ الجاري للقروض النشيطة بالدينار

2. خلال الفترة 2010-2016:

- سجّل معدّل مبلغ القرض الصغير ارتفاعا خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى 2016.
- بالنسبة للقروض المسندة للأنشطة المدرة لدخل، بلغ معدّل القرض الصغير سنة 2016 2065 دينار مقابل 881 سنة 2010، مسجّلا بذلك نسبة نموّ تقدّر بـ 15,3%

(الوحدة: الدينار)

2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	
706	678	702	700	677	558	464	معدّل مبلغ القرض الصغير لتحسين ظروف العيش
2 065	1 753	1 436	1 185	1 099	945	881	معدّل مبلغ القرض الصغير نشاط مدوّ للدخل
1 872	1 626	1 351	1 096	988	851	805	معدّل مبلغ القرض الصغير



7*2 تطوّر المبلغ الجاري للقروض الصغير:

1,7,2 المبلغ الجاري للقروض الصغيرة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:

- ارتفع المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعي والشركات خفية الاسم من 361,6 مليون دينار في موفى سنة 2014 إلى 620,4 مليون دينار في 31 ديسمبر 2016. مسجّلا بذلك متوسط معدّل نمو سنويّ قدر بـ 31% خلال الفترة 2014-2016.
- تطوّر المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 35,4% خلال الفترة 2014-2016، وفي المقابل ارتفع المبلغ الجاري للقروض الصغيرة المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة خلال نفس الفترة بمعدّل 23%.
- في 31 ديسمبر 2016، مثّل المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل شركات التمويل الصغير ثلثي 2/3 المبلغ الجاري للقروض الصغيرة المسندة خلال سنة 2016.

توزيع المبلغ التراكمي للقروض المستدة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و2016 حسب نوع المشروع



ACM

6*2 متوسط القروض الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:

1. خلال الفترة 2014-2016:

• بلغ معدّل مبلغ القرض الصغير في 31 ديسمبر 2016، 1872 دينار مقابل 1351 دينار في موفى سنة 2014، ليّسجل بذلك نسبة نموّ قدرّت بـ 17,7% خلال الفترة 2014-2016.

• بالنسبة للقروض الصغير المخصّصة للأنشطة المدرّة للدخل فقد بلغ معدّل مبلغ هذه القروض 2065 دينار سنة 2016 مقابل 1753 و1436 سنتي 2015 و2014. ليّسجل بذلك نسبة نموّ قدرّت بـ 19,9%.

الوحدة: الدينار

2016			2015			2014			معدّل مبلغ القرض الصغير
معدّل مبلغ القرض الصغير	معدّل مبلغ القرض الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ القرض الصغير لتحسين ظروف العيش	معدّل مبلغ القرض الصغير	معدّل مبلغ القرض الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ القرض الصغير لتحسين ظروف العيش	معدّل مبلغ القرض الصغير	معدّل مبلغ القرض الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ القرض الصغير لتحسين ظروف العيش	
1 872	2 065	706	1 626	1 753	678	1 351	1 436	702	قطاع التمويل الصغير
1 943	2 149	691	1 666	1 792	657	1 358	1 441	699	مؤسسات التمويل الصغير تحت شكل شركات خفية الاسم
1 402	1 505	804	1 361	1 475	773	1 246	1 355	731	جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير تحت شكل جمعيات

تطور معدّل مبلغ القروض الصغيرة المخصّصة للأنشطة المدرّة للدخل وتحسين ظروف العيش من

سنة 2014 إلى سنة 2016 حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير



الدينار

ACM

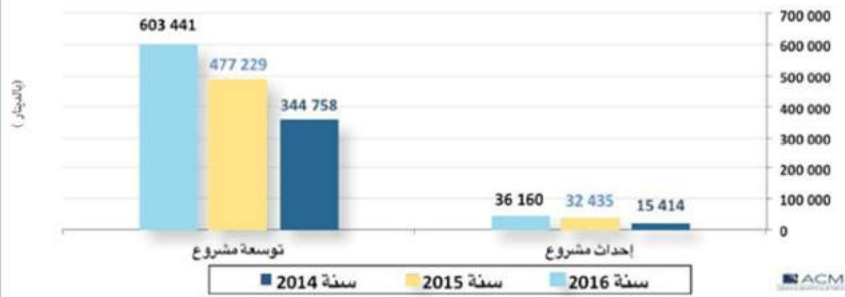
2*5 توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع:

1. خلال الفترة 2014-2016:

- خلال سنة 2016، تم تخصيص 603,4 مليون دينار لتوسعة المشاريع اى بنسبة 94 % من القيمة الجمالية للقروض الصغرى، في حين لم يحظ احدات المشاريع الا بنسبة 6 % على الرغم من ان المبلغ المخصص لها بلغ 36,2 مليون دينار مقابل 15,4 سنة 2014.

2016				2015				2014				توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
5,65%	36 160	7,54%	23 351	6,36%	32 435	7%	21 083	4,28%	15 414	3,76%	9 438	احدات مشروع
94,35%	603 441	92,46%	286 413	93,64%	477 229	93%	269 715	95,72%	344 758	96,24%	241 346	توسعة مشروع
100%	639 601	100%	309 764	100%	509 664	100%	290 798	100%	360 172	100%	250 784	المجموع

تطور مبلغ القروض المسندة بين سنتي 2014 و2016 حسب نوع المشروع



2. خلال الفترة 1999-2016

- على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و2016، تم تخصيص 89,4 % من القيمة الجمالية للقروض الصغرى المسندة لفائدة توسعة المشاريع القائمة اى بمبلغ جملي يفوق 2,7 مليار دينار، بينما لم تستفد المشاريع الجديدة المحدثّة إلا بـ 10,6% من نفس القيمة الجمالية.

الوحدة: ألف دينار

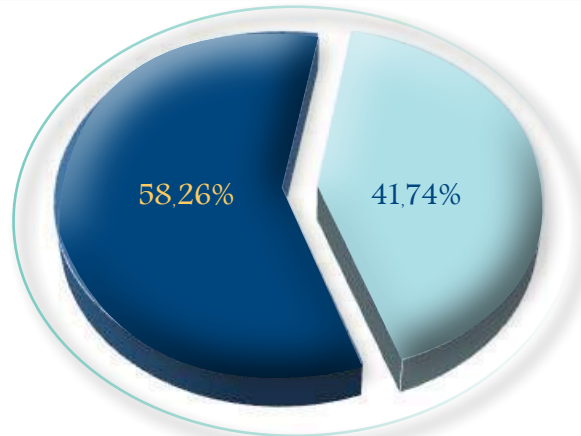
المجموع التراكمي (1999_2016)				توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
10,64%	318 309	12,57%	322 427	احدات مشروع
89,36%	2 674 054	87,43%	2 241 636	توسعة مشروع
100%	2 992 363	100%	2 564 063	المجموع

2. خلال الفترة 1999-2016:

- على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و2016، استفادت النساء بـ 58,26 % من المبلغ الجملي للقروض المسندة في حين استفاد الرجال بـ 41,74 % منها.
- هذا وقد بلغ معدل القرض الصغير المسند للنساء على امتداد نفس الفترة 980 دينارا مقابل 1260 دينارا للرجال.

المجموع التراكمي (-1999 2016)				النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
%41,74	1 364 725	%35,80	1 083 225	رجال
%58,26	1 904 678	%64,20	1 942 511	نساء
%100	3 269 403	%100	3 025 736	المجموع

توزيع المبلغ التراكمي للقروض المسندة خلال الفترة الممتدة بين
2016 و حسب النوع الاجتماعي



4*2 توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي:

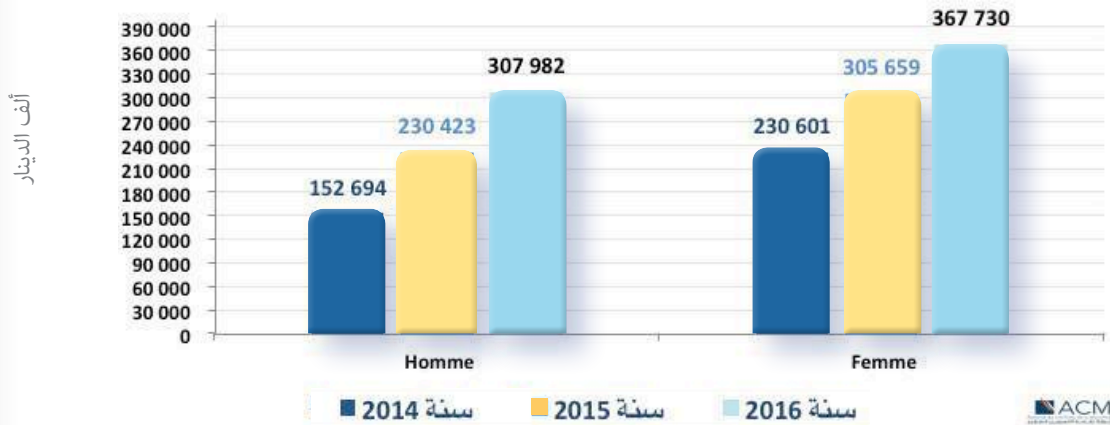
1. خلال الفترة 2014-2016:

* ارتفعت حصة الرجال من إجمالي القروض الصغيرة المسندة من 40 % سنة 2014 إلى 43 % سنة 2015 لتبلغ 46 % سنة 2016 أي حوالي 308 مليون دينار مثلت 137693 قرض صغير تحصل عليها الرجال في مختلف المجالات، وفي المقابل تحصّلت النساء على 367,7 مليون دينار أي ما يعادل 54 % من المبلغ الجملي للقروض الصغيرة المسندة سنة 2016.

الوحدة: ألف الدينار

2016		2015		2014		توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي						
المبلغ (%)	العدد (%)	المبلغ (%)	العدد (%)	المبلغ (%)	العدد (%)							
45,58%	307 982	38,15%	137 693	42,99%	230 423	36,33%	119 802	39,84%	152 694	33,44%	94 874	رجال
54,42%	367 730	61,85%	223 223	57,01%	305 659	63,67%	209945	60,16%	230 601	66,56%	188837	نساء
100%	675 712	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100%	383294	100%	283711	المجموع

مبلغ القروض المسندة بين سنتي 2014 و 2016 حسب النوع الاجتماعي

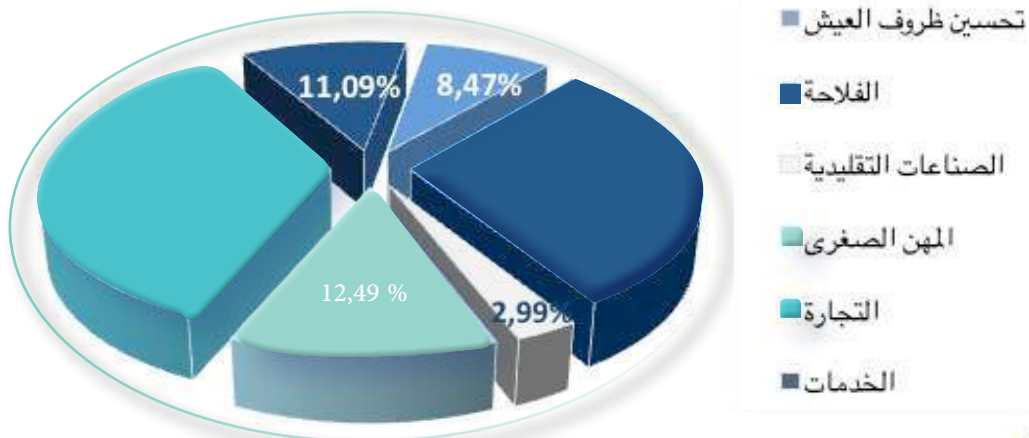


2. خلال الفترة 1999-2016:

* خلال الفترة الممتدة من 1999 إلى 2016، استفادت الأنشطة التجارية لوحدتها بحوالي 1,147 مليار دينار يليها مباشرة قطاع الفلاحة الذي استفاد بأكثر من 975 مليون ديناراً ليستحوذاً على نسبة 64,95% من القيمة الجمالية للقروض الصغرى المسندة خلال هذه الفترة.

المجموع التراكمي (1999_2016)				توزيع القروض الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
8,47%	277 040	15,26%	461 673	تحسين ظروف العيش
29,84%	975 729	27,20%	822 941	الفلاحة
2,99%	97 629	3,81%	115 285	الصناعات التقليدية
12,49%	408 368	12,44%	376 402	المهن الصغرى
35,11%	1 147 970	33,22%	1 005 160	التجارة
11,09%	362 668	8,07%	244 275	الخدمات
100%	3 269 403	100%	3 025 736	المجموع

توزيع المبلغ التراكمي للقروض المسندة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و2016 حسب القطاع

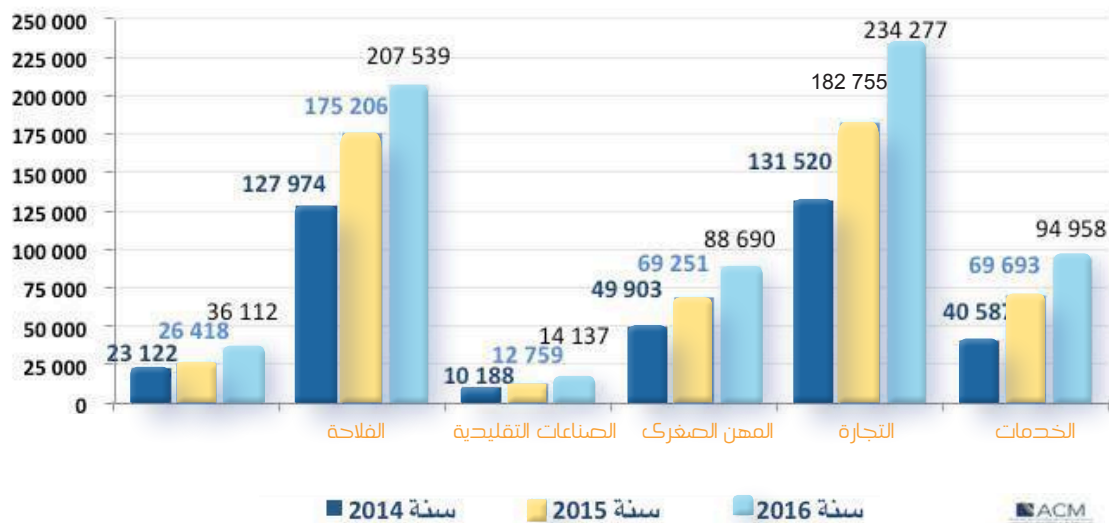


ACM

- تحسّل قطاع الفلاحة على أكبر عدد من القروض الصغيرة المسندة سنة 2016، بمبلغ جملي قدر بـ 207 مليون دينار أي ما يمثل 31 % من المبلغ الجملي للقروض المسندة خلال نفس السنة وقد كانت هذه النسبة في حدود 33 % سنتي 2014 و 2015.
- لم تتجاوز حصّة قطاع الصناعات التقليدية من المبلغ الجملي للقروض المسندة خلال سنة 2016، 2%، ليكون بذلك القطاع الأقل استفادة من القروض الصغرى.

2016		2015		2014		توزيع القروض الصغرى حسب القطاع						
العدد (%)	العدد (%)	العدد (%)	العدد (%)	العدد (%)	العدد (%)							
36 112	5,34%	51 152	14,17%	26 418	11,81%	32 927	تأمين ظروف العيش					
207 539	30,71%	113 012	31,31%	175 206	32,68%	107 447	32,58%	127 974	33,39%	92 623	32,65%	الزراعة
14 137	2,09%	9 144	2,53%	12 759	2,38%	9 457	2,87%	10 188	2,66%	8 676	3,06%	الصناعات التقليدية
88 690	13,13%	49 743	13,78%	69 251	12,92%	44 626	13,53%	49 903	13,02%	38 652	13,62%	المهنة الصغرى
234 277	34,67%	103 263	28,61%	182 755	34,09%	98 163	29,77%	131 520	30,89%	87 644	30,89%	التجارة
94 958	14,05%	34 602	9,59%	69 693	13,00%	31 105	9,43%	40 587	10,59%	23 189	8,17%	الخدمات
675 712	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	283 711	100%	المجموع

تطور مبلغ القروض المسندة بين سنتي 2014 و 2016 حسب القطاع



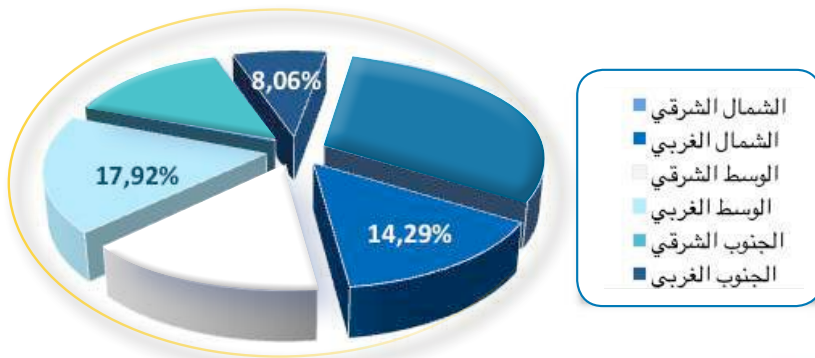
2. خلال الفترة 1999-2016:

• خلال الفترة 1999-2016، استفادت جهة الشمال (الشرقي والغربي) لوحدها بأكثر من 1,47 مليار دينار أي حوالي 45,17% من القيمة الجمالية للقروض الصغرى المسندة في هذه الفترة.

الوحدة: ألف دينار

المجموع التراكمي (1999 - 2016)				توزيع القروض الصغرى حسب الجهات	
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي		
30,88%	1 009 689	29,65%	897 072	الشمال الشرقي	
14,29%	467 326	13,15%	397 957	الشمال الغربي	
15,00%	490 455	17,24%	521 614	الوسط الشرقي	
17,92%	585 941	18,08%	547 182	الوسط الغربي	
13,84%	452 514	13,71%	414 781	الجنوب الشرقي	
8,06%	263 478	8,17%	247 130	الجنوب الغربي	
100%	3 269 403	100%	3 025 736	المجموع	

توزيع المبلغ التراكمي للقروض المسندة خلال الفترة الممتدة بين 1999 و 2016 حسب الجهة



ACM

3*2

1. خلال الفترة 2014-2016:

• تحسّل قطاع التجارة على النصيب الأوفر من إجمالي القروض الصغيرة المسندة سنة 2016، بعد حصوله على ما يقارب 234 مليون دينار أي ما يمثل 35% من المبلغ الجملي للقروض الصغيرة المسندة خلال تلك السنة، وقد كانت هذه النسبة في حدود 34% سنتي 2014 و 2015.

2*2- توزيع القروض الصغرى حسب الجهات:

1. خلال الفترة 2014-2016:

- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 43% من المبلغ الجملي للقروض الصغرى المسندة خلال سنة 2016 وقد كانت هذه النسبة في حدود 42% و 41% سنتي 2015 و 2014.
- استقرت نسبة القروض الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي في حدود 16% من المبلغ الجملي للقروض الصغرى المسندة وذلك للسنة الثالثة على التوالي.
- تحسّلت جهة الجنوب الغربي على 7% من إجمالي القروض الصغرى المسندة خلال سنة 2016 مقابل نسبة 6% خلال سنتي 2015 و 2014.

2016			2015			2014			توزيع القروض الصغرى حسب الجهات		
(%)	المبلغ	(%)	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
42,67%	288 345	40,05%	42,38%	227 271	40,48%	495 133	41,11%	157 556	41,33%	117 250	الشمال الشرقي
16,21%	109 535	16,08%	16,05%	86 028	16,40%	54 060	16,07%	61 609	16,38%	46 468	الشمال الغربي
13,70%	92 585	14,13%	13,72%	73 512	13,83%	45 593	14,16%	54 283	13,96%	39 593	الوسط الشرقي
14,20%	95 946	14,60%	15,38%	82 430	14,72%	48 535	16,23%	62 208	14,46%	41 031	الوسط الغربي
6,22%	41 998	7,65%	6,12%	32 806	7,29%	24 050	6,15%	23 586	7,25%	20 564	الجنوب الشرقي
7,00%	47 302	7,49%	6,35%	34 036	7,28%	24 014	6,28%	24 052	6,63%	18 805	الجنوب الغربي
100%	675 712	100%	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	283 711	المجموع

تطور مبلغ القروض المسندة بين سنتي 2014 و 2016 حسب الجهات



شهد المبلغ الجملي للقروض الصغيرة المسندة خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى 2016 ارتفاعا حيث بلغ متوسط معدّل النمو السنوي نسبة قدرت بـ 20,3 %

مجموع القروض المسندة		القروض المسندة لتحسين ظروف العيش		القروض المسندة للأنشطة المدرة للدخل		
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
222 476	276 326	23 448	50 533	199 028	225 793	2010
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
243 461	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016

تطور مبلغ القروض المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 2010 إلى سنة 2016



2-1 تطور القروض المسندة:

1- خلال فترة 2014-2016:

- بلغ متوسط معزل النمو السنوي لمبلغ القروض المسندة خلال الفترة 2016/2014 نسبة قُضت بـ33%.
- شهد المبلغ الجملي للقروض المسندة ارتفاعاً قُدِّر بـ26% خلال سنة 2016. لبلغ بذلك 675,7 مليون دينار في موفي سنة 2016 مقابل 536,1 مليون دينار سنة 2015.
- يمثل مبلغ القروض المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة نسبة 9,9% من إجمالي القروض المسندة في قطاع التمويل الصغير.
- سجل عدد القروض الصغيرة المسندة سنة 2016 ارتفاعاً قُدِّر بـ9,45% مقارنة بسنة 2015. حيث تم إسناد 360916 قرض صغير مقابل 329747 سنة 2015.

2016			2015			2014			اصناف مؤسسات التمويل الصغير		
العدد (%)	المبلغ (%)	العدد (%)	المبلغ (%)	العدد (%)	المبلغ (%)	العدد (%)	المبلغ (%)				
313 424	86,8%	609 116	90,1%	477 137	86,9%	286 431	94,1%	360 740	93,6%	265 615	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
47 492	13,2%	66 596	9,9%	58 945	13,1%	43 316	5,9%	22 546	6,4%	18 096	جمعيات القروض الصغيرة
360 916	100%	675 712	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	283 711	المجموع

تطور عدد ومبلغ القروض المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير من سنة 2014 إلى غاية سنة 2016



2 معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2016:

يتكون قطاع التمويل الصغير في تونس الى حدود 31 ديسمبر 2016 من:

• 289 جمعية للقروض الصغير، مخصص لها طبقا للقانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل الجمعيات منها 176 جمعية ناشطة و9 جمعيات لم تعاطى قط هذا النشاط. وتمكنت جمعيتان فقط من بين هاته الجمعيات من الامتثال لاحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهما: (1)

1. جمعية «اسد تمويل» مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي: تحضلت على ترخيص وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015 تم احدثها في اطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «اسد».

2. جمعية «القيروان للتنمية المندمجة AKDI» التي تمكنت من الامتثال لاحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

• 6 شركات خفية الاسم، وهي:

1. «اندا تمويل» التي تم احدثها في اطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية اندا العالم العربي.
2. «تيسير للتمويل الصغير».
3. «ميكروكراد تونس».
4. «ادفانس تونس».
5. «المركز المالي للباعثين».
6. «الزيتونة تمكين».

تاريخ الحصول على الترخيص	مؤسسة التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم	شركة اندا تمويل
2015.12.31		شركة اندا تمويل
2014.03.28		شركة تيسير للتمويل الصغير
2014.10.03		شركة ميكروكراد تونس
2015.01.22		شركة ادفانس تونس
2015.04.21		شركة المركز المالي للباعثين
2016.05.06		شركة الزيتونة تمكين

¹ منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير بشرطه امتثلها لاحكام هذا المرسوم في اجل افصاه موفى سنة 2016. وبحلول هذا الاجل، وباستثناء، جمعية «دعم للتنمية الذاتية اسد» وجمعية القيروان للتنمية المندمجة «AKDI». لم تمثل اية جمعية فرض صغير اذرك لاحكام هذا المرسوم كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014. وتصدر اشارة في هذا الاطار انه بتاريخ 19 جاني 2017 تم اصدار الامر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 والمتعلق بالتمديد في الاجل المملوح لجمعيات القروض الصغيرة لامتثال للمرسوم المذكور.

تطور الإطار التشريعي والقانوني للتمويل الصغير منذ سنة 2011

2011/11

المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بالاحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

2012/01

قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقروض الصغيرة
وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

2012/09

الامر عدد 2128 لسنة 2102 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير

2012/11

الامر عدد 2643 لسنة 2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

2013/01

قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط اجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير

2013/04

قرار وزير المالية المؤرخ في 22 افريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس واعضاء مجلس ادارة سلطة رقابة التمويل الصغير

2013/04

قرار وزير المالية المؤرخ في 16 افريل يتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل

2013/08

قرار وزير المالية المؤرخ في 19 اوت 2013 المتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط اجراءات
منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتية

2014/07

قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في
5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير

2014/11

قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 والمتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير

2016/02

قرار من وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 والمتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة
التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 84 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات
التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 64 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

2016/08

قرار من وزير المالية المؤرخ في 24 اوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير

2016/12

قرار من وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

2017/01

امر حكومي عدد 93 لسنة 2017 مؤرخ في 19 جانفي 2017 يتعلق بالتمديد في الاجل الممنوح لجمعيات الفروض الصغيرة للائتمال
للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير

١١. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

١. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس:

وكذلك متطلبات الحد الأدنى من المعاملة العادلة للحرفاء، من قبل مؤسسات التمويل الصغير

• قرار وزيرة المالية المتعلق بضبط معايير الشفافية المالية وقواعد التصرف لمؤسسات التمويل الصغير: يحدد القرار المعايير الحذرة وقواعد التصرف لمؤسسات التمويل الصغير، حيث يتناول قواعد تصنيف الديون وتكوين المدخرات الخاصة بالديون المشكوك في استخلاصها وأجال وطرق شطب الديون ومختلف القوائم والتقارير الدورية الواجب إرسالها إلى سلطة رقابة التمويل الصغير ووتيرة تقديمها.

• امر حكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الاجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014

وقد مدّد هذا الامر الحكومي في الاجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 وذلك إلى غاية 31 ديسمبر 2017.

حدد الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم مؤسسات التمويل الصغير مهام سلطة رقابة التمويل الصغير والتي من بينها إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير. خلال سنة 2016 أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأيهم بخصوص مشاريع القرارات التالية:

• مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحكومة لمؤسسات التمويل الصغير: يحدد مشروع القرار صلاحيّات هيكل الإدارة وهيكل التصرف واللجان المختصة. كما يعرّف أيضا بنظام الرقابة الداخلية ورقابة الئتمثال داخل مؤسسات التمويل الصغير.

• مشروع قرار من وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحكومة والشفافية المالية والتصاريح الخاضعة لها الجمعيات التنموية المنصوص عليها بالفصل 27 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 05 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

• قرار من وزير المالية المؤرخ في 24 اوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير يهدف القرار إلى ضبط المعايير الدنيا للشفافية وشروط التعاقد المطبقة على العلاقات بين مؤسسات التمويل الصغير وحرفائها

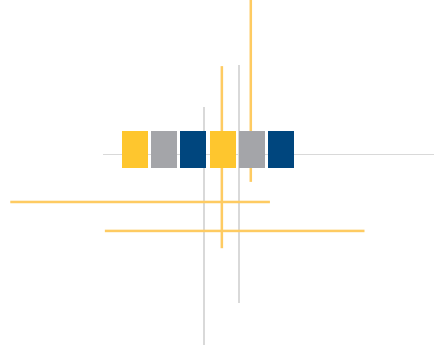
II . واقع قطاع التمويل الصغير.



ويتمثل الهدف من تنظيم هذه السفارة الدراسة هو تحسين المعرفة بشأن الشروط الاطارية والطرق المناسبة لتمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة وتشجيع تبادل الخبرات بين المشاركين. كما قام الفريق المشارك بزيارات ميدانية إلى الهياكل المختصة مثل البنك المركزي الاوربي والبنك المركزي الالمانى والسلطة الفيدرالية الالمانية لمراقبة الخدمات المالية «BaFin»، و منظمة KfW.

الصغرى والمتوسطة والادماج المالي من 22 الى 28 ماي 2016: كان المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغرى وممثليين عن وزارة المالية والبنك المركزي التونسي من بين الوفد الذي ضم ممثلين عن البنوك المركزية ووزارات البلدان التي تم اختيارها من بين بلدان شمال إفريقيا والشرق الاوسط للمشاركة في السفارة الدراسية حول طرق تمويل المؤسسات الصغرى والمتوسطة والادماج المالي من 22 الى 28 ماي 2016 بمدينة منتبور الالمانية»

«Montabaur».



6 - تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير:

1*6 الإنتدابات:

التزمت سلطة رقابة التمويل الصغير باعتماد سياسة إنتدابات مسؤولة تضمن احترام مبادئ الحياد والمساواة وعدم التمييز. وفي هذا الإطار ويهدف تعزيز مواردها البشرية، وبعد موافقة مجلس الإدارة، قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بانتداب إطار واحد خلال سنة 2016 عن طريق مناظرة خارجية بالملفات مشفوعة باختبار شفاهي أمام أعضاء لجنة المناظرة. كما تمّ في شهر جوان 2016 تعزيز فريق عمل سلطة رقابة التمويل الصغير بإطار تمّ الحاقه من وزارة المالية ليستقرّ عدد الاعوان بسلطة رقابة التمويل الصغير في موقى ديسمبر 2016 على 14 عوناً.

ان البحث عن ضمان الحيوية الدائمة لفريق العمل من خلال توفر عنصرى الكفاءة والخبرة يندرج ضمن سياسة الانتدابات لسلطة رقابة التمويل الصغير والخيارات الاستراتيجية لمجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير في ميدان التصرف في الموارد البشرية.

2*6 نشاط التكوين وتطوير الكفاءات:

في إطار نشاط التكوين وتطوير الكفاءات شارك اعوان سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2016 في عدّة دورات تكوينية. وتسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تطوير كفاءة فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة، إذ يشارك اعوان السلطة عند انتدابهم وخلال كامل فترة عملهم في حلقات تكوينية مختلفة في تونس وايضا في الخارج.

● دورة تكوينية حول التصرف في مخاطر التمويل الصغير من 16 إلى 22 جانفي 2016 ومن 25 إلى 27 جانفي 2016: تابع اربع مراقبون من الهيئة دورتين تكوينيتين من تنظيم «MicroMED» بمقرّ المعهد المتوسطي للأعمال «MSB» حول التصرف في مخاطر التمويل الصغير.

● تكوين حول تقييم الاداء المالي والاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير من تنظيم «MicroMED» يومي 20 و21 جوان 2016: شارك فريق من سلطة رقابة التمويل الصغير يومي 20 و21 جوان

2016 في دورة تكوينية من تنظيم «MicroMED» بمقرّ سلطة رقابة التمويل الصغير، حول تقييم الاداء المالي والاجتماعي لمؤسسات التمويل الصغير، وتمثّل اهداف هذه الدورة التكوينية في:

- فهم الوضعية المالية والاجتماعية لمؤسسة تمويل صغير وتموقعها مقارنة بمنافسيها في القطاع
- تعلّم كيفية احتساب وتفسير أهم مؤشرات حسن الاداء،
- فهم اهمية متابعة مؤشرات حسن الاداء ضمن التصرف اليومي لمؤسسة التمويل الصغير مما يمكن من تحليل التوجهات المالية والتموقع داخل القطاع وتحديد المخاطر الواجب تجنبها.
- استعمال برمجية تضم أهم المؤشرات للتصرف في الاداء المالي والاجتماعي تقوم بتحليل البيانات واصدار رسوم بيانية ومؤشرات الاداء الخاصة بالمؤسسة «MFI-Factsheet»
- تكوين حول التامين الصغير من تنظيم «MicroMED» يوم 15 جانفي 2016:

شارك اربعة اطارات من سلطة رقابة التمويل الصغير يوم 15 جانفي 2016 في برنامج تكويني من تنظيم «MicroMED» حول التامين الصغير.

وقد تمّ من خلال هذا البرنامج التكويني عرض مبادئ التامين ومفهوم التامين الصغير وخدمات ومنتجات التامين الصغير وكذلك التحدّيات وافاق التامين الصغير.

كما تمّ إثراء هذه الدورة التكوينية من خلال عرض امودج للتامين المبني على المؤشّرات المناخية بالبرازيل.

● دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير «Boulder» بإيطاليا من 18 جويلية إلى 05 اوت 2016:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 18 جويلية إلى 05 اوت 2016 في الدورة التكوينية السنوية حول التمويل الصغير من تنظيم معهد التمويل الصغير «Boulder» في المركز الدولي للتكوين للمنظمة العالمية للشغل OIT في مدينة تورينو الإيطالية. وتوجّه هذه الدورة التكوينية إلى مختلف المهنيين الناشطين في قطاع التمويل الصغير والإدماج المالي في العالم، وذلك من خلال أكثر من عشرين مادّة يتمّ تقديمها باللغة الفرنسية.

مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي

مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

سنويا	تقرير الرقابة الداخلية	19	سنويا	تقرير الرقابة الداخلية	19
سنويا	تقرير اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي	20	سنويا	تقرير اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي	20
15 يوما كحد اقصى بعد كل اجتماع	محاضر اجتماعات اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي	21	15 يوما كحد اقصى بعد كل اجتماع	محاضر اجتماعات اللجنة الدائمة للتدقيق الداخلي	21
سنويا	تقرير لجنة المخاطر	22	سنويا	تقرير لجنة المخاطر	22
15 يوما كحد اقصى بعد كل اجتماع	محاضر اجتماعات لجنة المخاطر	23	15 يوما كحد اقصى بعد كل اجتماع	محاضر اجتماعات لجنة المخاطر	23
15 يوما كحد اقصى بعد كل مصادقة	الميزانية	24	سنويا	تقرير هيئة الرقابة الشرعية	24
عند كل تغيير	كل تغيير في دليل التمويلات الصغرى	25	15 يوما كحد اقصى بعد كل اجتماع	محاضر اجتماعات هيئة الرقابة الشرعية	25
			عند فتح فرع جديد	معطيات حول فتح فروع جديدة	26
			عند كل تغيير	كل تغيير في المسيرين	27
			عند كل تغيير	هيكله راس المال	28
			15 يوما كحد اقصى بعد كل مصادقة	الميزانية	29
			عند كل تغيير	كل تغيير في دليل التمويلات الصغرى	30

مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي

مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

الوتيرة	القوائم أو التقارير	العدد	الوتيرة	القوائم أو التقارير	العدد
كل ثلاثة	الموازنة	1	كل ثلاثة	الموازنة	1
كل ثلاثة	قائمة النتائج	2	كل ثلاثة	قائمة النتائج	2
سنويا	جدول التدفقات النقدية	3	سنويا	جدول التدفقات النقدية	3
سنويا	الإيضاحات حول القوائم المالية	4	سنويا	الإيضاحات حول القوائم المالية	4
كل ثلاثة	جدول المستحقات على الحرفاء حسب الأقدمية في عدم الاستخلاص	5	كل ثلاثة	جدول المستحقات على الحرفاء حسب الأقدمية في عدم الاستخلاص	5
شهريا	احتساب المخصصات على المدخرات	6	شهريا	احتساب المخصصات على المدخرات	6
شهريا	إحصائيات	7	كل ثلاثة	توزيع الأصول والخصوم حسب الفترة المتبقية	7
سنويا	توزيع الأصول والخصوم حسب الفترة المتبقية	8	كل ثلاثة	نسبة كفاية رأس المال	8
سنويا	مذكرة حول التعرض لمخاطر الصرف ووسائل التغطية التي تم اعتمادها	9	شهريا	إحصائيات	9
سنويا	كل تقارير مراقبي الحسابات الموجهة إلى الجلسة العامة	10	كل ثلاثة	مذكرة حول التعرض لمخاطر الصرف ووسائل التغطية التي تم اعتمادها	10
عند كل تغيير	السياسة العامة ومخطط الأعمال المعين	11	سنويا	تقارير مراقبي الحسابات (العام...والخاص والرقابة الداخلية	11
سنويا	تقرير التصرف الموجه من الهيئة المديرية إلى الجلسة العامة ومشاريع القرارات	12	عند كل تغيير	السياسة العامة ومخطط الأعمال المعين	12
15 يوما كحد أقصى بعد كل اجتماع	محاضر جلسات الهيئة المديرية والجلسة العامة	13	سنويا	تقرير التصرف الموجه من مجلس الإدارة إلى الجلسة العامة ومشاريع القرارات	13
بعد كل تصنيف	تقارير وكالات التصنيف والهيئات الدولية	14	15 يوما كحد أقصى بعد كل اجتماع	محاضر جلسات هيكل الإدارة والجلسة العامة	14
عند كل تغيير	النظام الأساسي	15	بعد كل تصنيف	تقارير وكالات التصنيف والهيئات الدولية	15
عند كل تغيير	النظام الداخلي	16	عند كل تغيير	العقد التأسيسي	16
عند كل تغيير	الهيكل التنظيمي	17	عند كل تغيير	الهيكل التنظيمي	17
عند كل مصادقة	الميثاق الخاص بكل لجنة مختصة مصادق عليه من قبل الهيئة المديرية	18	عند كل مصادقة	الميثاق الخاص بكل لجنة مختصة مصادق عليه من هيكل الإدارة	18

عدد الشكاوى التي تمّت معالجتها

موضوع الشكاوى

5641	خطأ في تاريخ الولادة
935	خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة
23	خطأ في الاسم أو اللقب
10	اعتراضات من قبل الحرفاء، على الديون المتخلّدة بخدمتهم

الصغير والتي تمّ تحديدها بقائمة ضمن مكتوب سلطة رقابة التمويل الصغير الذي تمّ توجيهه إلى كافة هذه المؤسسات منذ شهر أوت 2015. ومع صدور قرار وزير المالية المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير بتاريخ 23 ديسمبر 2016، تقوم جميع مؤسسات التمويل الصغير المرخص لها في تعاطي نشاط التمويل الصغير، بإرسال، بصفة دورية عبر البريد الإلكتروني والبريد العادي، جميع القوائم والتقارير المطلوب تقديمها إلى سلطة رقابة التمويل الصغير بما في ذلك التقارير المتعلقة بالمعايير الحدّرة الخاضعة لها والمتمثلة في:

- مؤشر كفاية رأس المال والذي تمّ تحديده لمؤسسات التمويل الصغير المكوّنة في شكل شركات خفية الاسم بنسبة دنيا تقدّر بـ 15%، حيث يجب أن تمثل الأموال الذاتية الصافية لكل مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم نسبة 15% على الأقل من الأصول المرجّحة وفق حصص المخاطر، كما أن الأموال الذاتية الصافية الأساسية يجب ألا تقلّ وبصفة دائمة عن 10% من الأصول المرجّحة وفق حصص المخاطر،

- قواعد التصنيف وتخصيص المدّخرات على مستحقّات الحرفاء والنسب الدنيا من المدّخرات حسب قسم المخاطر بالنسبة إلى جميع مؤسسات التمويل الصغير سواء كانت شركات خفية الاسم أو جمعيات. وقد حدّد الفصلان 14 و15 من القرار المذكور أعلاه، قائمة التقارير والقوائم الواجب تقديمها من قبل كافة مؤسسات التمويل الصغير، سواء كانت شركات خفية الاسم أو جمعيات، إلى سلطة رقابة التمويل الصغير وكذلك وتيرة تقديمها :

2*5- تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير:

ب 1: مهمّات المراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير:

في إطار المهام الموكولة إليها، تولّى فريق من مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2016 وبإذن من المدير العام القيام بمهمة مراقبة شاملة على عين المكان لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم. وتمّ إرسال تقرير المهمة المذكورة إلى المؤسسة المعنية بعد عرضه على أنظار أعضاء مجلس إدارة الهيئة. كما كلف المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير خلال نفس السنة فريقا من المراقبين للتثبت من ظروف استعمال مركزية مخاطر التمويل الصغير ومدى نفاذ مؤسسات التمويل الصغير إلى التقارير المتوقّرة بالمركزية وتحديد الاشكاليّات التي تعترضهم وتحويل اقتراحاتهم لتحسين جودة الخدمات التي تقدّمها مركزية مخاطر التمويل الصغير وتطوير طريقة استغلالها كأداة ضروريّة للتدكّم في مخاطر التدابن المفرط والتدابن المزدوج للحرفاء، وشملت هذه المهمة أربعة مؤسسات تمويل صغير.

كما تمّ الشروع في إعداد مهمة مراقبة إضافية على عين المكان لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم في موفى سنة 2016.

ب 2: مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير:

تولّى مراقبو الهيئة خلال سنة 2016، مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلّة من قبل مؤسسات التمويل

ومن جهة أخرى وتوصلا مع اشغال القسط الأول أكدت سلطة رقابة التمويل الصّ

المخاطر يتعلق اساسا بالنقاط التالية:

- إدراج المعطيات القديمة
- إدراج معطيات جمعيات القروض الصغيرة عن طريق البنك التونسي للتضامن.
- تحسين نوعية تقرير الاستشارة الموجّه إلى مؤسسات التمويل الصغير:
- إدراج القروض (المبالغ الجارية للقروض) التي يكون بمقتضاها الحريف ضامنا للخلص
- إبراز علاقة الشخص الطبيعي مع الاشخاص المعنوية وذلك عبر النفاذ إلى القروض المهنية
- إضافة عدد طلبات الاسترشاد خلال الثلاثين يوما الأخيرة بخصوص حريف ما
- إضافة تقارير جديدة لسلطة رقابة التمويل الصغير

وتواصلت اشغال إنجاز القسط الثاني من مركزية مخاطر التمويل الصغير خلال سنة 2016 وفق الرزنامة التي تمّ ضبطها حيث لم يتمّ الدخول الفعلي في استغلال مركزية المخاطر للتمويل الصغير إلا في جانفي 2016. وبتاريخ 27 أكتوبر 2016، تمّ الامضاء على محضر التسليم النهائي لمشروع إرساء مركزية المخاطر للتمويل الصغير، بمقر سلطة رقابة التمويل الصغير، من قبل كل من ممثلين عن البنك المركزي وشركة ArabSoft.

وتقوم سلطة رقابة التمويل الصغير بالمراقبة المستمرة لنوعية التصاريح وعمليات معالجة المعطيات المتعلقة بها قصد ضمان الحصول على بيانات صحيحة وذات جودة عالية واستغلال المعلومات المتوفرة بتقارير الاستشارة المتعلقة بالحرفاء، وبعقود القروض

على الوجه الأمثل. ويتضمّن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة للفترة الممتدة من تاريخ دخول مركزية مخاطر التمويل الصغير حيز الاستغلال إلى غاية 31 ديسمبر 2016:

الدجم	31 مارس 2016	30 جوان 2016	30 سبتمبر 2016	31 ديسمبر 2016
عدد المستعملين	280	362	413	478
عدد عمليات الاسترشاد	94 706	250 269	419 175	617 880
عدد العقود المصّرح بها	328 260	400 757	484 950	567 423
مؤشرات				
عدد عمليات الاسترشاد للمستعمل الواحد	338	691	1015	1293
عدد عمليات الاسترشاد للعقد الواحد				
العدد	0,289	0,624	0,864	1,089
النسبة المئوية	28,85%	62,45%	86,44 %	108,89%

ووضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة مؤسسات التمويل الصغير العنوان التالي على البريد الإلكتروني: reclamation.

crm@acm.gov.tn لتلقي جميع الشكاوي ذات العلاقة بمركزية مخاطر التمويل الصغير سواء كانت ذات طابع تقني او مهني.

و تلقت سلطة رقابة التمويل الصغير خلال الفترة الممتدة من 01 مارس إلى مؤفّي ديسمبر 2016، حوالي 6609 شكاوي من قبل

مؤسسات التمويل الصغير تتوزع كالآتي:

تمثّل مركزية مخاطر التمويل الصغير مجموعة من التطبيقات وقاعدات البيانات طوّرت خصيصا لقطاع التمويل الصغير. دخلت مركزية مخاطر التمويل الصغير حيز الاستغلال في بداية سنة 2016 وتمّ ادماجها مع مركزية المعلومات الخاصة بالبنك المركزي التونسي، وهي تهدف إلى :

• دعم الشفافية في مجال اسناد القروض

• التدكّم في مخاطر القروض

• التصدّي للتداين المفرط

• المساهمة في التطوّر السليم للقطاع المالي

وقد تمّ إطلاق هذا المشروع يوم 5 نوفمبر 2014 خلال اجتماع تمّ عقده في الغرض بمقر سلطة رقابة التمويل الصغير حيث تقيمت:

• المصادقة على ميثاق المشروع

• تعيين أعضاء اللجنين التين تمّ إحداثهما: لجنة القيادة ولجنة المشروع

انطلقت سلطة رقابة التمويل الصغير في أشغال إرساء منظومة مركزية المخاطر منذ سنة 2014 وتواصلت هذه الأشغال خلال سنتي 2015 و2016 وفق رزنامة محددة.

تتلخّص المراحل الأولى للأشغال المنجزة خلال سنة 2015 والمصادق عليها من قبل لجنة القيادة في:

1. تقرير تحديد المتطلبات

2. دليل تصريح مؤسسات التمويل الصغير لمركزية مخاطر التمويل الصغير المنجز من قبل مسدي الخدمات « ArabSoft »

3. جدول استخراج وضبط معطيات مؤسسات التمويل الصغير

تمّ وضع القسط الأول من مركزية المخاطر «قسط عدد 1» في مرحلة ما قبل طور الإنتاج، بعد ان تقيمت المصادقة على المرحلة التجريبية من قبل سلطة رقابة التمويل الصغير بالتنسيق مع ArabSoft ومؤسسات التمويل الصغير وذلك بالاعتماد على عيّينات قدمتها هذه الأخيرة. وتمّ الإمضاء على محضر الاستلام الوقتي لمركزية المخاطر في شهر جويلية 2015.

وبقيّة دول العالم، اكي حوالي 300 مشاركا يمثلون 45 بلدا. وتضمّن هذا الملتقى السنوي عدّة جلسات عامّة وورشات تمحورت اعمالها حول جملة من المواضيع التي تهتمّ بشكل مباشر كافة المشاركين والتي تتعلق اساسا بالإطار القانوني والترتيبي المتوازن وتصميم المنتجات الملائمة والخدمات المالية الرقمية المسؤولة والخدمات المالية المخصصة للأجيين والمسؤولية الاجتماعية تجاه الموظفين.

4*3- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى السنوي لشبكة سنابل أيام 1 و2 نوفمبر 2016 بالدار البيضاء بالمغرب:

شهدت شبكة التمويل الصغير للبلدان العربية «سنابل» منذ إنشائها سنة 2002 تطوّرًا ملحوظًا لتصبح أهم شبكة للتمويل الصغير بالمنطقة، حيث دأبت منذ سنة 2003 على تنظيم ملتقى سنوي. وقد تمّ تنظيم الملتقى السنوي عدد 12 لشبكة سنابل بمدينة الدار البيضاء بالمغرب تحت عنوان «تجربة التمويل الصغير، التقدّم الإقليمي وتطوّر التوجّهات».

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات هذا الملتقى من جملة أكثر من 350 مشاركا ممثلين عن أهمّ الفاعلين في قطاع التمويل الصغير بالبلدان العربية من مؤسسات التمويل الصغير وأصحاب القرارات السياسية والجهات المانحة والمستثمرين الذين كانوا في الموعد يومي 1 و2 نوفمبر 2016 بهدف تبادل الآراء حول أهمّ التطورات الإقليمية والتوجّهات من أجل قطاع تمويل صغير يكون سليما ويساهم بصفة فعّالة في الإدماج المالي ويحقّق التطوّر المنشود بالمنطقة العربية. وقد شهد برنامج هذه الدورة مشاركة عديد الخبراء، في مجال الإدماج المالي.

5- دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

5*1- إرساء مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير في تونس:

3- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات، والدورات التكوينية والتحسيسية تتعلق بالتمويل الصغير في تونس

نظمت وزارة المالية بالتعاون مع الوكالة الفرنسية للتنمية والوكالة الإيطالية للتعاون من أجل التنمية ورشة عمل تحت عنوان «نحو استراتيجية جديدة للإدماج المالي في تونس» وذلك أيام 16 و17 ماي 2016.

وإطلاق وزير المالية خلال ورشة العمل وبالتشاور مع مختلف الأطراف المشاركة (الوزارات وسلط الرقابة والجهات المانحة) مخططاً استراتيجياً يهدف إلى إرساء استراتيجية للإدماج المالي في تونس.

وتمحورت مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال هذه الورشة حول عرض نشاط الهيئة وبعض المعطيات الهامة حول قطاع التمويل الصغير في تونس تم تقديمها من خلال مداخلة من قبل السيد محمود المنتصر منصور، مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير.

كما تمحورت باقي المداخلات والنقاشات حول المواضيع التالية: مساهمة القرض الصغير في الإدماج المالي والمالية الرقمية والتأمين الصغير وتمويل مؤسسات التمويل الصغير إضافة إلى الاقتصاد الاجتماعي والتضامني الذي يهدف إلى تلبية حاجيات الفئات الهشة.

ومكنت هذه الورشة من رسم الوضع الحالي للإدماج المالي في تونس وإعداد المحاور الرئيسية لاستراتيجية الإدماج المالي في تونس 2016-2020.

4- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير:

1*4 اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكرومداد Micro-Med والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ من 16 إلى 18 نوفمبر 2016:

أشرفت دولة لوكسمبورغ على تنظيم فعاليات «الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير» الذي تم تأميمه من قبل البرنامج الأوروبي (e-MFP)، وذلك خلال الفترة الممتدة من 16 إلى 18 نوفمبر 2016 بـ «Abbaye de Neumünster».

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ الذي يعتبر الحدث السنوي الأهم في قطاع التمويل الصغير في أوروبا والذي يحضره سنوياً أكثر من 400 مشارك.

وجمع هذا الملتقى عددا هاما من ممثلي المؤسسات البنكية والمالية والمنظمات الحكومية وغير الحكومية والجامعات وشركات الاستشارات وباحثين لحضور اجتماعات والمشاركة في نقاشات معقدة ورفيعة المستوى، كما مثل فرصة لسلطة رقابة التمويل الصغير لإقامة عديد العلاقات.

وتم خلال هذا الأسبوع الأوربي مناقشة ستة محاور أساسية: التمويل الصغير والبيئة ومسألة التمويل من قبل المستثمرين والجهات المانحة والتمويل الصغير في الأرياف وحسن الأداء الاجتماعي والابتكارات الرقمية بالإضافة إلى محور النفاذ إلى التعليم الذي مثل موضوع الجائزة الأوروبية للتمويل الصغير لسنة 2016.

2*4- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الاجتماع السنوي لمنظمة

SPTF (Social Performance Task Force) من 30 ماي إلى 02 جوان 2016 بمراكش -المغرب:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في الاجتماع السنوي لمنظمة SPTF (Social Performance Task Force) المنعقد بمدينة مراكش المغربية من 30 ماي إلى 02 جوان 2016 بالاشتراك مع مركز محمد السادس لدعم القروض الصغرى التضامنية (CMS) والفيديرالية الوطنية لجمعيات القروض الصغرى بالمغرب (FNAM).

وقد حضر هذا الاجتماع السنوي الذي تم تنظيمه لأول مرة بمنطقة شمال إفريقيا، عديد المشاركين من مختلف الأوساط المهنية بكل من دول شمال إفريقيا والشرق الأوسط (MENA)

2*3- قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير:

- ضبط المذكرة التنظيمية المتعلقة بدراسة الملفات الخاصة بالتغييرات التي تطرأ على تركيبة مجلس الإدارة أو الهيئة المديرة لمؤسسات التمويل الصغير وبالتعيينات الجديدة للمسيّرين،
- ضبط المذكرة التنظيمية المتعلقة بدراسة ملفات طلبات الموافقة على فتح فروع أو وكالات جديدة لمؤسسات التمويل الصغير،

2*4 قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير:

- ضبط المذكرة عدد 7 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول طرق احتساب مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة إلى سلطة رقابة التمويل الصغير،
- ضبط المذكرة عدد 8 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول معالجة الشكاوى المتعلقة باستعمال مركزية مخاطر التمويل الصغير،
- ضبط المذكرة عدد 9 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول الإجراءات الواجب اتباعها من طرف مؤسسات التمويل الصغير في حالة كشفها لأوراق نقدية مزيفة،
- ضبط المذكرة عدد 10 لسلطة رقابة التمويل الصغير تتعلق بتنقيح وإتمام المذكرة عدد 7 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول طرق احتساب مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة إلى سلطة رقابة التمويل الصغير،
- ضبط المذكرة عدد 11 لسلطة رقابة التمويل الصغير تتعلق بتنقيح وإتمام المذكرة عدد 5 المتعلقة بمشروع تطوير المؤسسات الميكروية والصغيرة والمتوسطة في إطار اتفاقية القرض بقيمة 72,6 مليون أورو المبرمة بين الجمهورية التونسية والبنك العالمي للإنشاء والتعمير،

• ضبط مشروع مذكرة لسلطة رقابة التمويل الصغير حول طرق تطبيق أحكام الفصلين 3 و 16 من قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير،

• ضبط مشروع مذكرة لسلطة رقابة التمويل الصغير حول تحديد البرامج والتدابير التطبيقية لمكافحة جرائم غسل الأموال وتمويل الإرهاب طبقاً لأحكام الفصل 115 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 والمتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال،

• إيداء الرأي في الفرضيتين المقترحتين في إطار خطة العمل المتعلقة بهيكل جمعيات القروض الصغيرة،

• إيداء الرأي بخصوص مشروع النظام الأساسي للجمعية المهنية لمؤسسات التمويل الصغير المشار إليها بالفصل 54 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلقة بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

2*5- قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير:

- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لبقية سنة 2016،
- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2017،
- النظر في نتائج الزيارات الميدانية لأربع مؤسسات تمويل صغير من قبل مراقبين من الهيئة بهدف التثبت من ظروف استعمال مركزية مخاطر التمويل الصغير،
- النظر في تقرير المراقبة على عين المكان لإحدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم
- النظر في التقارير الحورية حول وضعيات التداين المزدوج لحرفاء مؤسسات التمويل الصغير.

طلبي ترخيص لممارسة نشاط التمويل الصغير في شكل شركة خفية الاسم، لا يزالان في طور الدراسة.

والتراخيص لمؤسسات التمويل الصغير:

تاريخ ترخيص وزير المالية		تاريخ الموافقة المبدئية		مؤسسة التمويل الصغير
قرار وزير المالية	راي سلطة رقابة التمويل الصغير	قرار وزير المالية	راي سلطة رقابة التمويل الصغير	
2014/03/28	2014/03/07	2014/02/19	2014/01/10	شركة تيسير للتمويل الصغير
2014/10/03	2014/09/19	2014/08/15	2014/07/04	شركة ميكروكراد تونس
2015/01/22	2014/12/29	2014/08/15	2014/07/04	شركة ادفنس تونس
2015/04/21	2015/03/26	2014/10/03	2014/09/19	شركة المركز المالي للباغئين
2015/08/19	2015/06/16	-	-	تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية اسد
2015/12/31	2015/10/23	-	-	تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية ندا العالم العربي
2016/05/06	2016/04/20	2016/01/07	2015/12/04	شركة الزيتونة تمكين

إبداء الرأي بخصوص 4 طلبات صادرة عن مؤسسات تمويل صغير لفتح فروع جديدة غير مدرجة بمخطط

أعمالها،

إبداء الرأي بخصوص طلب الترخيص في اقتناء حصص من رأس مال مؤسسة تمويل صغير.

2-2 إبداء الرأي في النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على الهيئة خلال سنة 2016:

مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريج الخاضعة لها الجمعيات التنموية

المشار إليها بالفصل 27 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات

التمويل الصغير،

قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرقاء مؤسسات التمويل الصغير،

قرار وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات

التمويل الصغير،

الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 والمتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات

القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل

الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

1- تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وتم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها والجمعيات التي قامت بتفريع نشاطها،

- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للعرض ان تطلب من مؤسسات التمويل الصغير ان تمددها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع

على تطور نشاطها. كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلطة رقابة معاملة لتبادل المعلومات،

- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدك سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية،
- تقديم مقترح معّلل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها،
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

2- اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات:

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2016، تسعة اجتماعات، تمّ فيها اتخاذ جملة من القرارات أهقها:

1-2 إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص :

- طلب الترخيص لمؤسسة «الزيتونة تمكين» لممارسة نشاط التمويل الصغير،

I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير.





شهدت سنة 2016 منح الترخيص السادس لممارسة نشاط التمويل الصغير لمؤسسة في شكل شركة خفية الاسم تحمل اسم «الزيتونة تمكين» التي انطلقت في إسناد التمويلات الصغيرة، طبقا لمبادئ المالية الإسلامية، بداية من شهر سبتمبر من نفس السنة. وتنتج عن دخول مؤسسات جديدة حيز النشاط خلال الثلاث سنوات الأخيرة بالتوازي مع التطور الملحوظ في نشاط اندا العالم العربي / اندا تمويل، ارتفاع ملحوظ في عدد القروض الصغيرة المسندة ومبالغها الجارية، حيث شهد المبلغ الجملي للقروض المسداة خلال سنة 2016 نموًا قدر بـ 26%، ليبلغ 675,7 مليون دينار في موفى 2016 مقابل 536,1 مليون دينار في نهاية سنة 2015. وقد بلغ هذا النمو نسبة تقدر بـ 33% خلال الفترة الممتدة بين 2014 و2016. كما ارتفع المبلغ الجاري للقروض الصغيرة من 361,6 مليون دينار في موفى سنة 2014 إلى 620,4 مليون دينار في 31 ديسمبر 2016، مسجلاً بذلك نسبة نمو سنوية بلغت 31% خلال الثلاث سنوات الأخيرة.

إن التطور السريع الذي شهده قطاع التمويل الصغير في تونس خلال الثلاث سنوات الأخيرة، جعل من الضروري معرفة المعطيات الجوهرية التالية :

- الطلب المحتمل للتمويلات الصغرى في كل منطقة جغرافية و حسب مختلف الشرائح
- نسبة النفاذ إلى سوق التمويلات الصغرى
- مخاطر تشبع السوق في هذه المناطق وبالنسبة لمختلف الشرائح

ومن شأن معرفة هذه المعطيات الهامة ان تمكّن من تحديد افضل وعمق السوق وقدرته على استيعاب عروض اضافية للتمويلات الصغرى توفّرها خاصة مؤسسات تمويل صغير جديدة، ولتلبية هذه الحاجة الملحة، تقرر إجراء دراسة يتمثل هدفها الرئيسي في تقديم معطيات كمية ونوعية عن الطلب المحتمل للتمويلات الصغرى الصادر عن الفئات المستفيدة منها وغير المستفيدة. ولمعرفة هذا الطلب المحتمل للتمويلات الصغرى وتقييمه على النحو الأفضل، تقرر كذلك القيام بدراسة استقصائية وطنية، هذا وقد تفتت المصادقة على كراس الشروط المرجعية الخاصة بهذه الدراسة وتم اختيار مكتب مختص لانجازها وتقديم نتائجها خلال شهر جوان من سنة 2017.

كما شهدت سنة 2016 ايضا صدور نص تربيي جديد يكتسي أهمية بالغة بالنسبة لقطاع التمويل الصغير، يتمثل في قرار وزير المالية المؤرخ في 24 اوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير والذي يلزم كل مؤسسة تمويل صغير، في إطار نشاطها المتعلق بتقديم خدمات مالية، بان تعتمد تسعيرة مسؤولة تكون فيها الشروط محددة بصفة شفافة وتناسب الحرفاء، و تأخذ بعين الاعتبار المصاريف الفعلية اللازمة لاسناد هذه القروض وخاصة كلفة الموارد وعمليات الاحاطة والتكوين ومصاريف الاستغلال. كما نص هذا القرار على أنه «تعتبر مشطّة كل تسعيرة غير مرتبطة بالتكلفة الفعلية والمعقولة لتقديم الخدمة المسداة».

ومن جهة أخرى نص الفصل الثاني من القانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 والمتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير، على تحديد سقف لسعر الفائدة السنوية المطبقة على التمويلات الصغرى المسندة على موارد غير متأتية من ميزانية الدولة ويضبط هذا السقف بقرار من الوزير المكلف بالمالية على الا يكون مشطًا. وتم في هذا الإطار تشكيل لجنة تفكير متكونة من ممثلين عن البنك المركزي التونسي ووزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير من أجل إعداد هذا القرار. و بالنظر إلى الأهمية البالغة لهذا الموضوع، فقد تقرر إجراء دراسة قصد وضع إطار تربيي حول التسعيرة المسؤولة لأنشطة التمويل الصغير تهدف إلى حماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير وتضمن في نفس الوقت استدامة هذه المؤسسات.

ومن جهة أخرى تواصلت خلال سنة 2016 اشغال إنجاز القسط الثاني من مركزية مخاطر التمويل الصغير، التي دخلت حيز الاستغلال الفعلي منذ شهر جانفي من نفس السنة، وفق الرزنامة التي تم ضبطها. وبتاريخ 27 اكتوبر 2016، تم الامضاء على محضر الاستلام النهائي لمشروع ارساء مركزية مخاطر التمويل الصغير، من قبل كل من ممثلي البنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصغير.

وتجدر الإشارة في نفس هذا الإطار إلى أنه في موفى شهر ديسمبر 2016 بلغ عدد مستعملي مركزية مخاطر التمويل الصغير 478 مستعملا في حين بلغ على التوالي عدد عمليات الاسترشاد وعدد العقود المصرح بها 617880 و567423.

16.....	تطور الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير	6.
16.....	الانتدابات	1*6-
16.....	نشاط التكوين وتطوير الكفاءات	2*6-
18.....	واقع قطاع التمويل الصغير في تونس خلال 2016	II.
19.....	تطور الإطار التشريعي والترتيبي لقطاع التمويل الصغير في تونس	1.
21.....	معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس	2.
22.....	1,2 تطور القروض الصغرى المسندة	1,2
24.....	2,2 توزيع القروض الصغرى حسب الجهات	2,2
25.....	3,2 توزيع القروض الصغرى حسب القطاعات	3,2
28.....	4,2 توزيع القروض الصغرى حسب النوع الاجتماعي	4,2
30.....	5,2 توزيع القروض الصغرى حسب نوع المشروع	5,2
31.....	6,2 متوسط القرض الصغير حسب صنف مؤسسة التمويل الصغير	6,2
32.....	7,2 تطور المبلغ الجاري للقروض الصغرى	7,2
32.....	1,7,2 قائم القروض حسب شكل مؤسسة التمويل الصغير	1,7,2
32.....	2,7,2 متوسط المبلغ الجاري للقروض النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	2,7,2
34.....	8,2 محفظة المخاطر 30 يوما بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	8,2
34.....	1. الفترة 2014 - 2016	1.
36.....	2. خلال سنة 2016	2.
37.....	9*2 نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2015-2016	9*2
37.....	10.2 معطيات مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	10.2
37.....	1,10,2 معطيات تتعلق بالموازنة وقائمة النتائج	1,10,2
40.....	2,10,2 المؤشرات المالية	2,10,2
41.....	3,10,2 مؤشر نسبة كفاية رأس المال	3,10,2
42.....	حركية تطور قطاع التمويل الصغير	III.
43.....	1. ورشة عمل حول « نحو استراتيجية جديدة للإدماج المالي في تونس »	1.
43.....	2. دراسة حول التسعيرة المسؤولة للعمليات المتعلقة بالتمويل الصغير	2.
43.....	3. مرصد الإدماج المالي	3.
	الملاحق	IV.
45.....	القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير والتقاريرين العام والخاص لمراقب الحسابات	

فهرس

- 5..... كلمة المدير العام.....
- 6..... **I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير**.....
- 7..... 1. تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير.....
- 7..... 2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات.....
- 7..... 1*2- إيداء الراي في الملفات الخاضعة للتراخيص.....
- 8..... 2*2- إيداء الراي في النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2016.....
- 9..... 3*2- قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير.....
- 9..... 4*2- قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير.....
- 9..... 5*2- قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير.....
- 10..... 3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات التكوينية والتحسيسية تتعلق بالتمويل الصغير في تونس.....
- 10..... 4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير.....
- 10..... 1*4- اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكرومات Micro-Med والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ من 16 إلى 18 نوفمبر 2016.....
- 10..... 2*4- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الاجتماع السنوي لمنظمة SPTF (Social Performance Task Force) من 30 ماي إلى 2 جوان 2016 بمراكش - المغرب.....
- 10..... 3*4- لطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى السنوي لشبكة سنابل أيام 1 و2 نوفمبر 2016 بالدار البيضاء بالمغرب.....
- 11..... 5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير.....
- 11..... 1*5- إرساء مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير في تونس.....
- 13..... 2*5- تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير.....
- 13..... ب 1 - مهمات المراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير.....
- 13..... ب 2- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير.....

تركيبة مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

1. محمود المنتصر منصور: رئيس مدير عام

2. عماد درويش : عضو، قاض من الرتبة الثالثة

3. نعيمة بن عاقلة : عضوة، مستشارة لدى المحكمة الإدارية

4. علي الورغي : عضو، ممثل عن وزارة المالية

5. آيس بن تعاريت : عضو، ممثل عن الهيئة العامة للتأمين

6. نبيل فلفال : عضو، ممثل عن البنك المركزي التونسي

7. هدى غزقي خليفة: عضوة تم اختيارها لخبرتها في ميدان التمويل الصغير.

مراقب الحسابات :

« ICCA » الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق



التقرير السنوي
2016

